



Éléments financiers

Comptes consolidés

- 46 Rapport de gestion
- 46 - Activité et résultats du Groupe
- 49 - Activité et résultats par pôle
- 60 Gestion des risques
- 70 Ratios réglementaires
- 73 États financiers
- 78 Notes annexes aux comptes consolidés
- 106 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Comptes sociaux

- 107 Rapports de gestion de la Société Générale
- 109 États financiers
- 111 Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices
- 112 Tableau des filiales et participations
- 119 Rapport général des Commissaires aux comptes
- 120 Informations sur le capital
- 124 Principaux mouvements ayant affecté le portefeuille-titres en 1999
- 125 Activités des principales filiales ou affiliées

Rapport de gestion

du Groupe

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ

(en milliards d'euros)

	31.12.1999	31.12.1998 ⁽⁴⁾	Variation	
			montant	%*
Actif				
Emplois de trésorerie et interbancaires	23,8	32,3	- 8,5	(26,3)
Crédits à la clientèle	132,3	126,1	6,2	4,9
Opérations sur titres ⁽¹⁾	193,8	173,4	20,4	11,8
<i>dont Titres reçus en pension livrée</i>	59,9	56,3	3,6	6,4
Autres comptes financiers	51,0	46,3	4,7	10,2
<i>dont Primes sur instruments conditionnels</i>	20,9	19,5	1,3	6,9
Valeurs immobilisées	5,6	5,4	0,2	3,7
Total actif	406,5	383,5	23,0	6,0
Passif				
Ressources de trésorerie et interbancaires ⁽²⁾	89,5	110,0	- 20,5	(18,6)
Dépôts à la clientèle	117,4	103,4	14,0	13,5
Dettes obligataires et subordonnées ⁽³⁾	23,0	19,3	3,7	19,0
Opérations sur titres	109,9	90,9	19,0	20,9
<i>dont Titres donnés en pension livrée</i>	69,5	61,8	7,7	12,5
Autres comptes financiers et provisions	52,5	48,5	4,0	8,4
<i>dont Primes sur instruments conditionnels</i>	22,9	19,1	3,8	19,7
Fonds propres et FRBG	14,2	11,4	2,8	24,1
<i>Fonds pour risques bancaires généraux</i>	0,4	0,4	0,0	NS
Intérêts minoritaires	1,1	0,6	0,5	85,0
Actions de préférence	0,8	0,7	0,1	16,0
Capitaux propres part du Groupe	11,9	9,8	2,1	21,9
Total passif	406,5	383,5	23,0	6,0

*Variations calculées à partir des montants en millions d'euros.

(1) Y compris les titres reçus en pension livrée antérieurement classés en emplois interbancaires.

(2) Y compris les TCN émis antérieurement classés en dettes représentées par un titre.

(3) Y compris les TSDI.

(4) Après incidence de l'opération SG Paribas.

Au cours de l'exercice, le Groupe a procédé à l'acquisition de 51 % de la BRD (Roumanie), de 70 % de la BFV à Madagascar et de 98 % de l'Expressbank en Bulgarie. Les comptes de ces entités ont été intégrés à ceux du Groupe au 31 décembre 1999. Par ailleurs, le Groupe a ramené à 36 % sa participation dans Asia Credit Limited. Cette société, auparavant intégrée globalement, a été mise en équivalence.

Au 31 décembre 1999, le total du bilan s'élève à 406,5 milliards d'euros en progression de 6 % par rapport au 31 décembre 1998, dont 5,7 % à périmètre constant. Cette croissance limitée, dans un contexte de hausse des marchés actions et de forte appréciation du dollar par rapport à l'euro, souligne les efforts de maîtrise de la taille du bilan.

Les principales variations sont les suivantes :

Les crédits à la clientèle au 31 décembre 1999 s'élèvent à 132,3 milliards d'euros, soit une augmentation de près de 5 % par rapport au 31 décembre 1998. Cette évolution reflète :

- la forte croissance des encours sur les particuliers, tirée notamment par les crédits à l'habitat, qui sont en progression de 8,4 % dans un contexte de taux bas et de reprise économique,

- une progression plus faible des concours aux entreprises, traduction de notre politique visant à limiter les crédits aux grandes entreprises lorsque la rentabilité est insuffisante.

L'encours des dépôts de la clientèle s'élève à 117,4 milliards d'euros au 31 décembre 1999. Il progresse de 13,5 % par rapport au 31 décembre 1998.

Le portefeuille-titres s'élève à 193,8 milliards d'euros au 31 décembre 1999, en augmentation de près de 12 % par rapport au 31 décembre 1998. Hors titres en pension, la progression est de 14,3 %. Elle reflète principalement l'augmentation des activités commerciales et de l'arbitrage conjuguée à la hausse des marchés.

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 11,9 milliards d'euros au 31 décembre 1999, contre 9,8 milliards d'euros au 31 décembre 1998, en progression de 21,9 %.

Cet accroissement de 2,1 milliards d'euros provient principalement :

- des augmentations de capital : + 0,2 milliard d'euros résultant essentiellement de l'augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise ;
- du résultat de la période net de la distribution du résultat 1998 : + 1,9 milliard d'euros ;
- de la variation des titres d'autocontrôle et d'autodétention liée aux rachats d'actions : - 0,3 milliard d'euros ;

- de l'incidence de la variation des écarts de conversion, liée essentiellement à l'appréciation du dollar et de la livre sterling par rapport à l'euro : + 0,3 milliard d'euros.

Après prise en compte du fonds pour risques bancaires généraux (0,4 milliard d'euros), des intérêts minoritaires (1,1 milliard d'euros) et des actions de préférence (0,8 milliard d'euros), les fonds propres globaux s'élèvent à 14,2 milliards d'euros.

Ils contribuent à un ratio international de solvabilité de 11,9 % au 31 décembre 1999.

La part des fonds propres durs (Tier one) représente 7,6 % sur un total de 160,3 milliards d'euros d'engagements pondérés, en légère diminution par rapport au 31 décembre 1998 (- 0,7 %).

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)

	Exercice 1999	Exercice 1998	Variation montant	%
Produit net bancaire	11 091	9 238	1 853	20,1
Frais de gestion	(8 011)	(6 789)	(1 222)	18,0
Résultat brut d'exploitation	3 080	2 449	631	25,8
Dotations nettes aux provisions ⁽¹⁾	(787)	(1 473)	686	(46,6)
Résultat sur immobilisations financières	805	666	139	20,9
Résultat des sociétés mises en équivalence	185	79	106	NS
Résultat exceptionnel	(101)	(130)	29	NS
dont - plus-values sur cession de filiales	123	176	(53)	(30,1)
- provision générale à caractère prudentiel	14	(198)	212	NS
Charge fiscale	(1 073)	(502)	(571)	NS
Amortissement des survaleurs	(37)	(61)	24	(39,3)
Résultat net	2 072	1 028	1 044	101,6
Intérêts minoritaires	92	(45)	137	NS
Résultat net part du Groupe (avant incidence de l'opération SG Paribas)	1 980	1 073	907	84,5
Incidence de l'opération SG Paribas	342	(398)	740	NS
Résultat net part du Groupe (après incidence de l'opération SG Paribas)	2 322	675	1 647	NS
ROE des métiers	17,4 %	8,4 %		
ROE (avant incidence de l'opération SG Paribas)	19,1 %	11,2 %		

(1) Dont, en 1998, Asie : 549 millions d'euros et Russie : 292 millions d'euros.

Avec un résultat net part du Groupe de 1 980 millions d'euros (2 322 millions d'euros après incidence de l'opération SG Paribas), en hausse de 84,5 %, le Groupe enregistre en 1999, une progression importante du BNPA (+ 83 %). Le ROE est également en progression : 19,1 % en 1999 contre 11,2 % en 1998.

Cette performance traduit trois facteurs :

- l'amélioration des performances de l'ensemble des métiers ;
- une charge du risque modérée ;
- la réalisation de plus-values dans le cadre de la poursuite de la réduction du portefeuille de participations industrielles.

Le rendement des fonds propres alloués aux métiers - c'est-à-dire hors plus-values du portefeuille de cessions d'actifs et

hors éléments exceptionnels enregistrés dans le résultat de la Gestion propre - qui constitue un indicateur de la rentabilité récurrente du Groupe, s'élève à 17,4 % contre 8,4 % en 1998.

RBE EN HAUSSE DE 26 %, TRADUISANT LE HAUT NIVEAU D'ACTIVITÉ SUR L'ANNÉE

Le PNB s'élève à 11 091 millions d'euros, en progression de 20,1 % (13,5 % à périmètre constant). Il est tiré notamment par les commissions (+ 22,1 %) qui représentent 37,4 % du PNB, soit une hausse de 0,6 point par rapport à 1998.

Les frais de gestion sont en augmentation de 18 %. Toutefois, à périmètre et taux de change constants et hors incidence des rémunérations variables, la progression s'élève à 5,8 %, mar-

quant un ralentissement par rapport à 1998 (+ 6,4 % entre 1997 et 1998).

En conséquence, le RBE atteint 3 080 millions d'euros, en progression de 25,8 % (18,0 % à périmètre et taux de change constants) par rapport à 1998.

UNE FAIBLE CHARGE DU RISQUE COMMERCIAL

La charge du risque s'élève à 787 millions d'euros, en diminution de 46,6% par rapport à l'exercice précédent, marqué par les crises russe et asiatique.

Cette évolution traduit :

- un niveau historiquement bas pour le coût du risque domestique ;
- le retour à un niveau normal de la charge du risque à l'international, après l'effort exceptionnel réalisé sur les pays émergents en 1998.

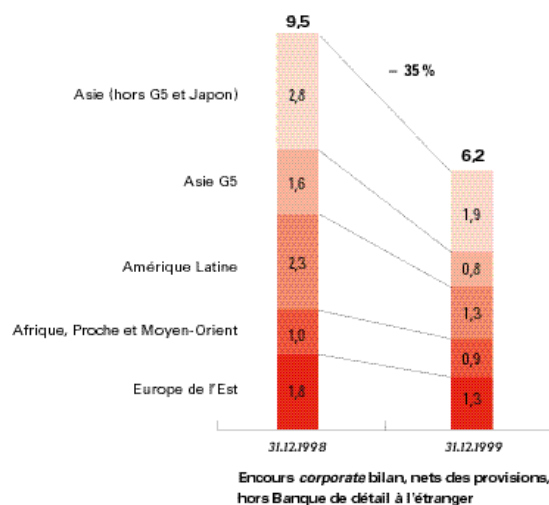
Pour ce qui concerne l'Asie (G5), compte tenu de l'évolution favorable des principaux pays, la provision prudentielle constituée en 1997-1998 pour couvrir les risques sur cette région, a été ramenée de 290 millions d'euros au 31 décembre 1998 à 100 millions d'euros au 31 décembre 1999.

Pour la première fois depuis le début de la crise, aucun risque avéré n'a été constaté au cours du dernier trimestre 1999.

Il faut noter, enfin, que le stock de provisions prudentielles à caractère général a été maintenu à un niveau comparable à celui du 31 décembre 1998 (570 millions d'euros à comparer à 550 millions d'euros à fin 1998) malgré la baisse significative de nos encours sur les pays émergents.

ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS PAYS ÉMERGENTS

En milliards de dollars



UN RÉSULTAT SUR IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES DE 805 MILLIONS D'EUROS

Le résultat sur immobilisations financières s'élève en 1999 à 805 millions d'euros (666 millions d'euros en 1998). Il enregistre principalement les plus-values dégagées sur le portefeuille de participations industrielles (798 millions d'euros en 1999 à comparer à 642 millions en 1998). Le montant des plus-values latentes au 31 décembre 1999 (1,6 milliard d'euros) demeure à un niveau proche de celui de fin 1998 (1,7 milliard d'euros).

RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 185 millions d'euros contre 79 millions d'euros en 1998. Cette progression traduit les bonnes performances de l'ensemble des sociétés, parmi lesquelles Sogécap, dont la contribution passe de 70 à 95 millions d'euros, et Sogeko, dont la contribution négative en 1998 (- 69 millions d'euros, liés au complément de provisions passé dans les comptes consolidés) est devenue bénéficiaire à 10 millions d'euros.

ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS : DES PLUS-VALUES AFFECTÉES AU PROVISIONNEMENT DE CHARGES FUTURES

Le résultat exceptionnel se situe à un niveau comparable à celui de 1998. Les plus-values réalisées sur les cessions de filiales (notamment SGAM Corp.) et la cession de 10 % du Crédit du Nord, ont été affectées au provisionnement de charges futures (coûts de restructuration liés à la rationalisation des *back-offices* européens et à l'absorption du réseau Sogéna, coûts MUE 2^e phase...).

AUTRES ÉLÉMENTS

La charge fiscale atteint 1 073 millions d'euros, soit un taux effectif d'impôt de 36 %.

Au total, le résultat net part du Groupe avant incidence de la reprise de provision SG Paribas s'élève à 1 980 millions d'euros, en progression de 85 % par rapport à l'exercice précédent. Après reprise de la provision SG Paribas, nette des coûts liés à l'opération, le résultat net part du Groupe s'élève à 2 322 millions d'euros.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS PAR PÔLE

PRINCIPES ET MÉTHODOLOGIE DE DÉTERMINATION DES RÉSULTATS

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes de gestion de chaque pôle d'activité sont établis en concordance avec ceux du Groupe, afin de :

- déterminer les résultats de chacun des pôles d'activité comme s'il s'agissait d'entités autonomes,
- donner une image représentative de leurs résultats et de leur rentabilité au cours de l'exercice.

Sauf indication contraire, les principes et méthodes comptables retenus pour la détermination de ces résultats sont ceux définis au niveau du Groupe.

Les pôles d'activité retenus correspondent aux trois axes stratégiques du Groupe :

- la Banque de détail, qui regroupe les réseaux domestiques Société Générale et Crédit du Nord, les filiales spécialisées (Crédit à la consommation et Assurances notamment) et les services bancaires (banque de flux, conservation de titres), ainsi que le réseau de banque de détail hors France métropolitaine,
- les Gestions d'actifs qui comprennent les Gestions mobilières (*Asset Management*) et la Gestion privée (*Private Banking*),
- La Banque d'investissement et de financement qui regroupe deux types d'activités :
 - la Banque d'investissement : activités sur taux, change et matières premières (transactions, courtage - Fimat - et dérivés) ; activités sur actions et conseil (marché primaire, courtage, dérivés, fusions - acquisitions).
 - les Financements, qui intègrent à la fois les financements à valeur ajoutée (Financement export, Financement de projets et d'actifs) et l'activité de banque commerciale exercée dans le réseau international.

À ces trois pôles opérationnels s'ajoute le pôle Gestion propre (*Corporate center*). Celui-ci traduit la fonction de centrale financière du Groupe, vis-à-vis des branches. Dans ce cadre, lui sont affectés les résultats dégagés par la gestion du portefeuille de participations industrielles et des actifs immobiliers patrimoniaux.

Sont également rattachés au pôle Gestion propre, les produits ou charges ne relevant pas directement de l'activité de certains pôles ainsi que certains éléments à caractère exceptionnel.

Les principales conventions retenues pour la détermination des résultats et des rentabilités par pôles d'activité sont décrites ci-après.

ALLOCATION DES FONDS PROPRES

Le principe général retenu est une allocation des fonds propres correspondant aux exigences moyennes requises par les normes réglementaires durant la période, augmentées de la marge prudentielle correspondant à l'objectif que s'est fixé le Groupe eu égard à l'appréciation du risque afférent à son portefeuille d'activités.

Les fonds propres sont ainsi alloués :

- pour la Banque de détail en fonction des risques pondérés ; s'y ajoute, pour l'assurance vie, la prise en compte des exigences réglementaires propres à cette activité,
- pour la Banque d'investissement et de financement, en fonction des risques pondérés et de la valeur en risque des activités de marché. Le calcul des risques de marché a été effectué sur la base d'un modèle interne validé par la Commission bancaire pour l'essentiel des opérations et sur la base de la méthode standard pour le reliquat,
- pour l'activité de Gestions d'actifs, les fonds propres alloués correspondent au montant le plus élevé entre, d'une part, l'exigence de fonds propres résultant des risques pondérés, et d'autre part, un montant de trois mois de frais de gestion qui constitue la référence réglementaire dans cette activité,
- les fonds propres alloués au pôle Gestion propre correspondent à l'addition, d'une part, de l'exigence réglementaire relative à ses actifs (portefeuille de participations et immobilier principalement) et d'autre part de l'excédent (ou de l'insuffisance) des fonds propres disponibles au niveau du Groupe (écart entre la somme des fonds propres normatifs tels que définis ci-avant et la moyenne des fonds propres comptables part du Groupe, après distribution).

LE PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire de chacun des pôles comprend :

- les revenus générés par l'activité,
- la rémunération des fonds propres normatifs qui lui sont alloués et qui est définie chaque année par référence au taux estimé du placement des fonds propres du Groupe au cours de l'exercice. En contrepartie, les revenus procurés par les fonds propres des entités juridiques qui lui sont rattachées, sont éliminés et inscrits dans le pôle "Gestion propre".

LES FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion des pôles d'activité comprennent leurs frais directs, les frais de structure du pôle, ainsi qu'une quote-part des frais de structure du Groupe, le principe retenu étant leur réaffectation aux pôles.

Ne restent inscrits dans la Gestion propre que les frais correspondant à des projets transversaux communs à plusieurs branches. Relèvent notamment de cette analyse en 1998 et 1999, les coûts afférents au projet de mise en place de la monnaie unique européenne (1^{re} et 2^e phase).

LES PROVISIONS

Les provisions sont imputées aux différents pôles de façon à refléter la charge du risque inhérente à leur activité, au cours de chaque exercice.

Concernant le pôle Banque d'investissement et de financement, il est à noter qu'en 1998, comme en 1997, les provisions constituées sur les risques Asie comprennent, au-delà des risques individuels identifiés, une provision générale visant à anticiper les risques futurs sur les contreparties de cette région.

Au-delà des risques individuels ou spécifiques à certaines régions en crise (Asie), le Groupe constitue des provisions à caractère prudentiel qui visent à couvrir par anticipation une montée brutale des risques résultant de la dégradation de la situation économique ou financière dans un pays ou une région. En 1999, en dépit de la baisse significative des engagements concernés, il a été décidé dans un but prudentiel de

maintenir le montant des provisions à un niveau comparable à celui du 31 décembre 1998 (570 millions d'euros à fin 1999 contre 550 millions d'euros à fin 1998).

CHARGE FISCALE

La position fiscale du Groupe fait l'objet d'une gestion centralisée visant à optimiser la charge fiscale.

La charge fiscale est affectée à chacun des pôles d'activité en fonction d'un taux effectif d'impôt normatif qui tient compte du taux d'imposition des pays dans lesquels sont exercées les activités, ainsi que de la nature des revenus de chacun des pôles.

AUTRES RÉSULTATS

Sont affectés au pôle Gestion propre :

– les résultats de décisions stratégiques du Groupe concernant son portefeuille d'activités : plus-values de cession de filiales ou de branches d'activité, amortissement des survaleurs, coûts de restructuration dès lors que leur montant a un caractère exceptionnel ;

– les provisions constituées pour des objets relatifs à l'ensemble du Groupe. Relèvent notamment de cette analyse, en 1999, la provision pour les coûts de la monnaie unique (2^e phase) et le provisionnement de quatre années de cotisation au fond de garantie des dépôts ;

– les provisions à caractère prudentiel (cf. paragraphe relatif aux provisions ci-dessus).

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ET DE LA RENTABILITÉ PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

COMPTE DE RÉSULTAT PAR PÔLE

(en millions d'euros)

	Banque de détail		Gestions d'actifs		Banque d'investissement et de financement		Gestion propre et autres		Groupe	
	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998
Résultat brut d'exploitation	1 484	1 330	276	246	1 441	949	(121)	(76)	3 080	2 449
Dotations aux provisions	(353)	(310)	0	(3)	(369)	(1 155)	(65)	(5)	(787)	(1 473)
Résultat sur immobilisations financières	0	0	0	0	7	54	798	612	805	666
Résultat des sociétés mises en équivalence	157	121	0	0	15	(62)	13	20	185	79
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0	(101)	(130)	(101)	(130)
Charge fiscale	(412)	(384)	(101)	(92)	(389)	55	(171)	(81)	(1 073)	(502)
Amortissement des survaleurs	0	0	0	0	0	0	(37)	(61)	(37)	(61)
Résultat net	876	757	175	151	705	(159)	316	279	2 072	1 028
Intérêts minoritaires	44	32	0	0	24	(92)	24	15	92	(45)
Résultat net part du Groupe (avant incidence de l'opération SG Paribas)	832	725	175	151	681	(67)	292	264	1 980	1 073
Incidence de l'opération SG Paribas									342	(398)
Fonds propres normatifs ⁽¹⁾	5 110	4 771	198	149	4 387	4 763	677	(106)	10 372	9 577
ROE (en %)	16,3	15,2	NC	NC	15,5	NS	43,2	NS	19,1*	11,2*

Chiffres 1998 retraités des modifications internes de périmètre.

* Avant incidence de l'opération SG Paribas

(1) Pour la Gestion propre, il s'agit de : fonds propres normatifs + (fonds propres moyens totaux - fonds propres affectés aux pôles)

La forte hausse des résultats et de la rentabilité du Groupe traduit les bonnes performances de l'ensemble des métiers.

- Dans le contexte porteur constitué par l'environnement économique et financier, le résultat de la Banque de détail progresse de 14,8 % et celui des Gestions d'actifs de 15,9 %.

- Les activités de Banque d'investissement et de financement ont enregistré des résultats très élevés (681 millions d'euros).

- Le résultat de la Gestion propre enregistre d'une part, l'augmentation des plus-values réalisées sur le portefeuille de participations industrielles (614 millions d'euros après impôts en 1999, 486 millions d'euros en 1998) et d'autre part, la charge de provisionnement d'un certain nombre de coûts futurs (processus de restructuration des *back-offices* européens, absorption du réseau Sogénal, coût MUE 2^e phase...), partiellement compensés par l'affectation, comme en 1998, des profits réalisés sur des cessions de filiales (SGAM Corp. notamment) et la cession de 10 % du Crédit du Nord.

En 1999, la politique de réallocation des fonds propres au profit des activités dont les revenus sont les plus récurrents a été poursuivie :

- Les fonds propres alloués à la Banque de détail et aux Gestions d'actifs représentent désormais 54,8 % des fonds propres affectés aux métiers, contre 50,8 % en 1998.

- Les fonds propres alloués à la Banque d'investissement et de financement diminuent de 7,9 % entre 1998 et 1999. Ils représentent 45,2 % des fonds propres alloués aux métiers contre 49,2% en 1998.

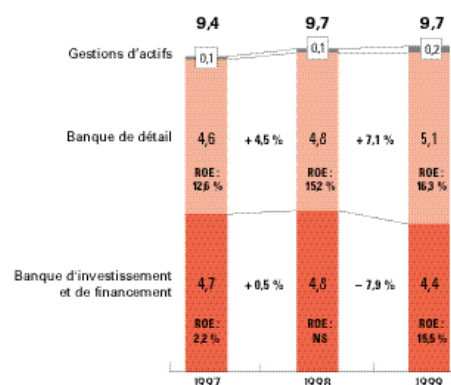
• Compte tenu de la croissance sensible des résultats et des fonds propres alloués, la rentabilité des métiers du Groupe est en très forte progression : 17,4 % en 1999, contre 8,4 % en 1998.

- Le ROE des activités de Banque de détail dépasse 16 %. Celui de la Banque d'investissement et de financement atteint 15,5 %

- Les Gestions d'actifs contribuent à près de 2 points de ROE.

RÉALLOCATION DES FONDS PROPRES

En milliards d'euros



LA BANQUE DE DÉTAIL

(en millions d'euros)

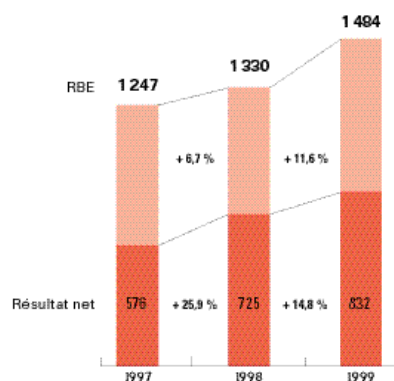
	1999	1998	Variation %
Produit net bancaire	5 594	5 243	6,7
Frais de gestion	(4 110)	(3 913)	5,0
Résultat brut d'exploitation	1 484	1 330	11,6
Dotation nette aux provisions	(353)	(310)	13,9
Résultat des sociétés mises en équivalence	157	121	29,8
Charge fiscale	(412)	(384)	7,3
Résultat net	876	757	15,7
Intérêts minoritaires	(44)	(32)	37,5
Résultat net part du Groupe	832	725	14,8
<i>Dont :</i>			
Réseau SG	497	450	10,4
Crédit du Nord	99	85	16,5
Filiales spécialisées et services bancaires	165	140	17,9
Banque de détail à l'étranger	71	50	42,0
Fonds propres nomatifs	5 110	4 771	7,1
ROE (en %)	16,3	15,2	

Chiffres 1998 retraités des modifications internes de périmètre.

Dans un contexte économique porteur, la Banque de détail réalise d'excellentes performances : les résultats sont en progression de 14,8% et la rentabilité des fonds propres augmente de plus de 1%. Cette évolution traduit la poursuite du développement du fonds de commerce, la maîtrise des frais de gestion et le niveau modéré de la charge du risque.

UN RÉSULTAT NET EN HAUSSE DE 14,8 %

En millions d'euros



UN PNB EN PROGRESSION DE 6,7 %

En 1999, le PNB de la Banque de détail s'élève à 5 594 millions d'euros, soit une augmentation de 6,7 % par rapport à 1998.

Grâce à une politique commerciale dynamique, la croissance des encours a compensé la baisse continue de la marge d'intermédiation (364 points de base en 1999 contre 383 points de base en 1998 pour le réseau Société Générale).

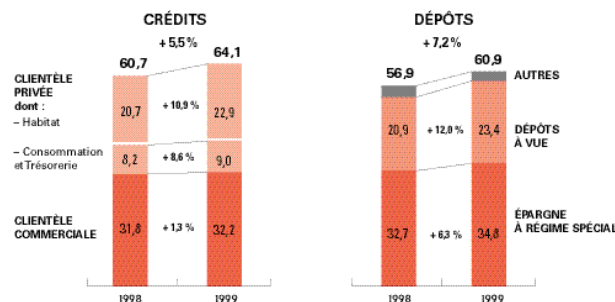
Les encours de crédit progressent de 5,5 %, tirés par les encours sur la clientèle privée, en particulier grâce aux crédits à l'habitat (+ 10,9 %) et aux crédits à la consommation et de trésorerie (+ 8,6 %).

Les encours sur la clientèle commerciale sont en légère augmentation. L'exercice se caractérise par une progression de 10,2 % des crédits des filiales spécialisées (crédit-bail notamment) et une diminution sensible des encours sur les grandes entreprises (- 1,2 %), en raison d'une politique d'allocation de fonds propres plus sélective.

La croissance des dépôts (+ 7,2 %) est, comme en 1998, soutenue par la forte croissance des dépôts à vue (+ 12 %) et de l'épargne à régime spécial (+ 6,3 %) alors que les dépôts à terme sont en recul (- 14,7 %).

FORTE PROGRESSION DES ENCOURS

Encours moyens en milliards d'euros



Le développement du fonds de commerce se poursuit et se traduit par 2,9 % de comptes à vue supplémentaires.

Trois facteurs expliquent cette évolution :

– Le dynamisme commercial : à titre d'exemple, le cap des 2 millions de Cartes Bleues Visa et des 200 000 Cartes Premier a été franchi (le Groupe est leader en France sur ce dernier produit). Globalement, le nombre de produits par client est passé de 5,1 en 1995 à 6,3 en 1999.

– L'enrichissement de l'offre visant à fidéliser la clientèle :

- le Groupe a été la première banque à proposer à ses clients le numéro de compte valable à vie,
- le package Jazz (produit de services et de fidélisation) est un succès : 1 000 000 de contrats en stock en 14 mois,
- l'offre Progécarte, destinée aux professionnels, qui associe un contrat d'encaissement des flux et une offre de location de terminaux de paiement électronique, a dépassé le cap des 20 000 contrats dès sa première année de commercialisation,
- à signaler au Crédit du Nord, le lancement du nouveau contrat Norplus, une offre qui se concentre sur le fonctionnement du compte courant ; l'objectif de 160 000 contrats signés, fixé au 31 janvier 2000, a été dépassé fin décembre 1999.

– L'amélioration de la qualité des services notamment à travers le développement des prestations internet :

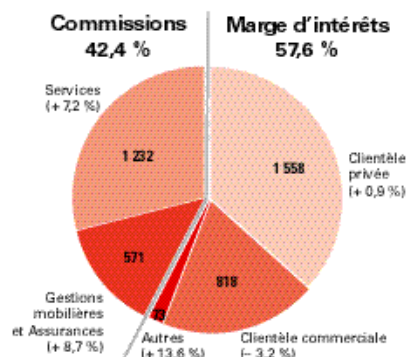
- gestion des comptes et portefeuille-titres : Logitel Net compte plus de 66 000 abonnés dès la 1^{re} année ;
- commerce électronique : l'offre Sogenactif, à l'intention des entreprises qui vendent à des particuliers, propose dans le cadre des activités "business to consumer" un système de paiement par carte bancaire sécurisé sur internet et une formule "clé en mains" de création et d'exploitation de sites marchands sur le web ;
- au Crédit du Nord, lancement, en octobre 1999, d'un nouveau site transactionnel et multibancaire. Trois mois après son lancement, ce produit comptait déjà 16 000 abonnés.

Autre traduction de ces approches dynamiques, la progression des commissions clientèle entre 1998 et 1999 (+ 7,7 %) fait plus que compenser la légère baisse de la marge d'intérêts commerciale (- 0,2 %).

Au total, elles représentent une part croissante du PNB commercial (42,4 % en 1999 contre 41 % en 1998).

DÉCOMPOSITION DU PNB CLIENTÈLE

En millions d'euros



DES FRAIS DE GESTION GLOBALEMENT MAÎTRISÉS

Compte tenu du développement des réseaux à l'étranger et de l'augmentation de l'activité des services bancaires, les frais de gestion de la Banque de détail progressent de 2,4 % à périmètre et taux de change constants.

La réduction des effectifs administratifs a permis de limiter la croissance des frais de gestion des réseaux à 0,7 %.

UN NIVEAU MODÉRÉ DE CHARGE DU RISQUE

L'amélioration de l'environnement économique en France et les actions entreprises au cours de ces dernières années pour renforcer la maîtrise des risques se reflètent dans l'évolution du besoin de provisionnement qui s'établit à 353 millions d'euros en 1999.

UNE CROISSANCE DU RÉSULTAT ALIMENTÉE PAR TOUS LES RÉSEAUX

Le résultat net progresse de 14,8 % passant de 725 millions d'euros en 1998 à 832 millions d'euros en 1999 grâce aux bonnes performances de tous les réseaux :

– Le résultat du réseau Société Générale progresse de 10,4 % par rapport à 1998 et se traduit par une rentabilité supérieure à 16 %.

– Le Crédit du Nord poursuit sa croissance soutenue. Ses résultats augmentent de 16,5 % et sa rentabilité (13,3 %) est de 2 points supérieure à celle de 1998.

– Les filiales spécialisées et services bancaires enregistrent une progression de près de 18 % de leurs résultats.

– La banque de détail à l'étranger réalise en 1999 une performance remarquable, avec un ROE supérieur à 24 % et des résultats en hausse de plus de 40 %, du fait, notamment, de l'élargissement de son périmètre par de nouvelles acquisitions.

LES GESTIONS D'ACTIFS

(en millions d'euros)

	1999	1998	Variation %
Produit net bancaire	658	532	23,7
Frais de gestion	(382)	(286)	33,6
Résultat brut d'exploitation	276	246	12,2
Dotations nettes aux provisions	0	(3)	- 100,0
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	NS
Charge fiscale	(101)	(92)	9,8
Résultat net	175	151	15,9
Intérêts minoritaires	0	0	NS
Résultat net part du Groupe	175	151	15,9
<i>Dont :</i>			
Gestions mobilières	130	114	14,0
Gestion privée	45	37	21,6

Chiffres 1998 retraités des modifications internes de périmètre.

Avec 175 millions d'euros, le résultat net des gestions d'actifs affiche une progression de près de 16 %, qui traduit le fort développement et les bons résultats enregistrés en 1999 par les deux lignes-métiers : *asset management* et *private banking*.

DES RÉSULTATS EN HAUSSE

À périmètre et taux de change constants, le PNB progresse de 16,3 %.

La croissance des frais de gestion est de 20,9 % à périmètre et taux de change constants. Elle trouve son origine dans le renforcement des forces commerciales, les investissements informatiques destinés à améliorer les prestations fournies à la clientèle et des coûts de restructuration non récurrents.

FORTE PROGRESSION DES ACTIFS GÉRÉS PAR LES GESTIONS MOBILIÈRES

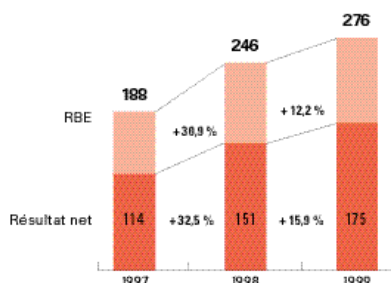
En 1999, les actifs gérés par les Gestions mobilières progressent de 29,4 milliards d'euros (+ 24,3 %), pour atteindre 150,4 milliards d'euros, soit une croissance moyenne annuelle de 39 % sur 4 ans.

Le marché domestique "retail" qui a crû de 19 %, continue à constituer une base solide : le Groupe conforte sa part de marché en OPCVM (13,5 %), grâce, notamment, à la collecte de 2,4 milliards d'euros réalisée sur les fonds d'allocation d'actifs.

Les actifs gérés pour le compte d'investisseurs institutionnels représentent aujourd'hui près de 2/3 des capitaux confiés au Groupe. C'est à l'étranger que la croissance des encours institutionnels a été la plus forte : décuplement au Royaume-Uni, + 43 % en Asie.

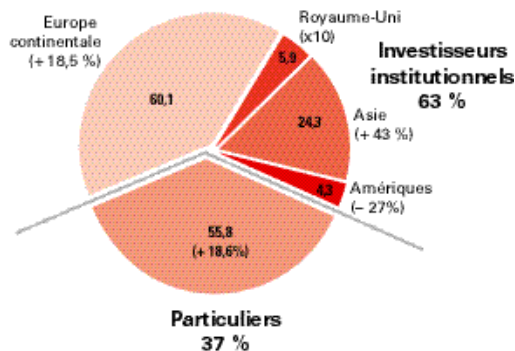
RÉSULTAT NET EN HAUSSE

En millions d'euros



ACTIFS GÉRÉS : 150,4 Md EUR (+ 24 %)

En milliards d'euros (Variation sur 12 mois)



*Hors SGAM Corp

Le développement du “*cross-selling*”, la montée en puissance de la filiale de Londres et les perspectives de croissance externe, en particulier aux États-Unis, devraient renforcer ces tendances, conformes aux objectifs stratégiques.

La part des produits actions et diversifiés incluant les gestions alternatives est désormais égale à celle des produits de taux.

En raison de ce rééquilibrage, le taux de marge (PNB/actifs gérés) se maintient au-delà de 30 points de base, en dépit du poids accru des mandats institutionnels dans les encours globaux.

GESTION PRIVÉE : CROISSANCE SIGNIFICATIVE DES AVOIRS CONTRÔLÉS

Au cours de l'exercice, les avoirs contrôlés ont augmenté de 7,1 milliards d'euros (+ 26,6%) passant à 33,6 milliards d'euros. La progression est de 17 % au Royaume-Uni où ils atteignent 9 milliards d'euros, de 42% en France où ils s'élèvent à 8 milliards d'euros. Ils ont presque doublé en Asie pour atteindre 2 milliards d'euros.

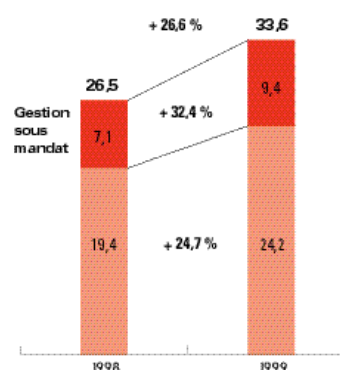
La vente de produits structurés s'est développée pour répondre à la demande d'une clientèle de plus en plus avertie, notamment en Asie et en Grande-Bretagne. Elle repose

sur des produits à forte valeur ajoutée, offrant une possibilité de garantie de capital, permettant d'investir sur des marchés à effet de levier important. Ces produits devraient peu à peu connaître un essor rapide en Europe continentale.

La part des avoirs en gestion sous mandat progresse de 32,4 % pour atteindre 9,4 milliards d'euros. Elle représente désormais plus de 28% des avoirs contrôlés. Par ailleurs, des cellules de gestion-conseil ont été créées à Paris, Luxembourg, Zurich et Monaco.

AVOIRS CONTRÔLÉS

En milliards d'euros



LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)

	1999	1998	Variation %
Produit net bancaire	4 827	3 435	40,5
Frais de gestion	(3 386)	(2 486)	36,2
Résultat brut d'exploitation	1 441	949	51,8
Dotation nette aux provisions	(369)	(1 155)	- 68,1
Résultat sur immobilisations financières	7	54	- 87,0
Résultat des sociétés mises en équivalence	15	(62)	NS
Charge fiscale	(389)	55	NS
Résultat net	705	(159)	NS
Intérêts minoritaires	(24)	92	NS
Résultat net part du Groupe	681	(67)	NS
Fonds propres normatifs	4 387	4 763	- 7,9
ROE	15,5 %	NS	

Chiffres 1998 retraités des modifications internes de périmètre.

Les activités de banque d'investissement et de financement affichent une rentabilité supérieure à 15 % avec un résultat de 681 millions d'euros.

A périmètre et taux de change constants, la progression du PNB est de 28 %, alors que les frais de gestion augmentent de 24 % (9 % hors incidence des rémunérations variables). Au-delà de la croissance des volumes, cette évolution tient essentiellement à des renforcements ciblés sur certaines lignes métiers (dérivés, financements structurés, analyse) partiellement financés par l'allègement du dispositif de banque commerciale (notamment en Asie).

Au total, le RBE est en augmentation de 38,4% à périmètre et taux de change constants.

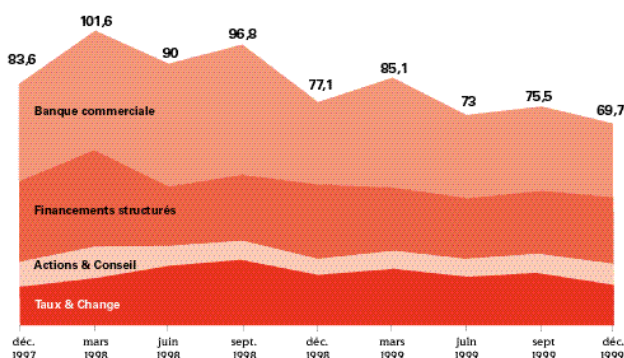
Parallèlement, ce résultat bénéficie de la contraction des dotations aux provisions (- 68,1 %), reflet du retour à un niveau normal de provisionnement.

Les fonds propres alloués à la Banque d'investissement et de financement sont en contraction de 8 %, essentiellement du fait de la baisse de 20 % des fonds propres alloués à la Banque commerciale.

La conjonction de la forte augmentation du résultat et de la diminution des fonds propres affectés à la Banque d'investissement et de financement se traduit par l'extériorisation d'un ROE de 15,5 %.

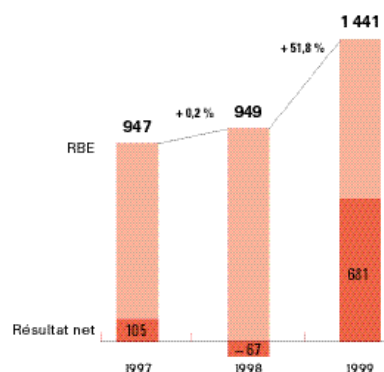
RÉDUCTION DES ENCOURS PONDÉRÉS DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT

Équivalent risque crédit en milliards d'euros



FORTE CROISSANCE DES RÉSULTATS EN 1999

En millions d'euros



LA BANQUE D'INVESTISSEMENT

(en millions d'euros)

	1999	1998	Variation %
Produit net bancaire	3 483	2 118	64,4
Frais de gestion	(2 665)	(1 820)	46,4
Résultat brut d'exploitation	818	298	NS
Dotation nette aux provisions	(8)	(295)	NS
Résultat sur immobilisations financières	7	45	NS
Résultat des sociétés mises en équivalence	9	3	NS
Charge fiscale	(295)	(17)	NS
Résultat net	531	34	NS
Intérêts minoritaires	(6)	(2)	NS
Résultat net part du Groupe	525	32	NS
<i>dont</i>			
Action et Conseil	408	230	77,4
Taux, change et matières premières	117	(198)	NS
Fonds propres normatifs	1 291	1 328	- 2,8
ROE	40,7 %	NS	

Chiffres 1998 retraités des modifications internes de périmètre.

En 1999, la Banque d'investissement affiche une rentabilité élevée (ROE de 40,7 %).

L'année a été marquée par des performances remarquables :

- Le produit net bancaire de la ligne Dérivés Actions affiche une croissance de 69 % par rapport à 1998. Cette ligne-métier a été élue " *Equity Derivatives House of the Year*" par *Risk Magazine*. Sa gamme de produits couvre 90% de la capitalisation boursière mondiale.

- Les revenus des dérivés de taux ont quadruplé par rapport à 1998. Au cours de l'exercice, cette ligne-métier a confirmé sa forte capacité d'innovation, avec la commercialisation des *swaps* climatiques.

- Les activités primaire et courtage actions ont enregistré une très forte activité dans un contexte de hausse générale des volumes et des indices boursiers : les revenus de ces activités ont progressé de 75 % par rapport à 1998.

En 1999, le Groupe, a notamment dirigé 3 des 4 privatisations françaises de l'exercice : Air France, Aérospatiale Matra

et Thomson Multimédia. Il a également dirigé la plus importante émission jamais réalisée sur le marché des convertibles en France, pour Vivendi Environnement (2,85 milliards d'euros).

L'intégration de SG Cowen permet l'élargissement géographique des interventions. À noter, en particulier, l'introduction en Bourse de la société Agilent Technologies (précédemment division de Hewlett Packard), pour un montant de 2,2 milliards de dollars.

- La ligne-métier Conseil a été particulièrement active en conseillant 115 transactions pour un montant global de 44,9 milliards de dollars.

A noter, parmi les opérations internationales :

- la cession de Flow Point Corporation (filiale à 100 % de Cabletron) à Efficient,

- l'acquisition par Baxi Partnership Ltd de la division chauffage de Blue Circle Ind. Plc.

En France :

- le rapprochement Carrefour Promodès.

LES FINANCEMENTS

(en millions d'euros)

	1999	1998	Variation %
Produit net bancaire	1 344	1 317	2,1
Frais de gestion	(721)	(666)	8,3
Résultat brut d'exploitation	623	651	- 4,3
Dotation nette aux provisions	(361)	(860)	- 58,0
Résultat sur immobilisations financières	0	9	NS
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	(65)	NS
Charge fiscale	(94)	72	NS
Résultat net	174	(193)	NS
Intérêts minoritaires	(18)	94	NS
Résultat net part du Groupe	156	(99)	NS
<i>dont</i>			
<i>Financement</i>	<i>185</i>	<i>141</i>	<i>31,2</i>
<i>Banque commerciale</i>	<i>(29)</i>	<i>(240)</i>	<i>NS</i>
Fonds propres normatifs	3 096	3 435	- 9,9
ROE des financements structurés	14,8 %	12,4 %	
ROE de la banque commerciale	NS	NS	

Chiffres 1998 retraités des modifications internes de périmètre.

L'année a été marquée par l'obtention de mandats importants qui illustrent la capacité du Groupe à répondre aux attentes des clients en leur proposant des produits sur mesure, grâce à une étroite collaboration entre les différents métiers du Groupe.

Les activités de financement de projets et d'ingénierie financière ont enregistré une activité record en 1999 : le produit net bancaire de l'ensemble des financements de projet progresse de 58 % et celui de l'ingénierie financière de 16 % par rapport à 1998.

La part des commissions dans le produit net bancaire est en hausse constante et atteint 43 % en 1999, contre 38 % en 1998 et 37 % en 1997.

Parmi les principales opérations en 1999, il faut souligner :

- les transactions arrangées pour Edison Mission Energy pour près de 6,5 milliards de dollars, l'une d'entre elles ayant été reconnue par l'IFR comme "Americas Project Finance Loan Deal of the Year",
- les opérations préparées pour Voicestream, client depuis 1994. Ayant su accompagner cette société dans sa phase de développement, SG est aujourd'hui le seul établissement financier partenaire historique de cette société à être passé du rôle de simple fournisseur de capitaux à celui de conseil, en étant promu co-arrangeur.

GESTION PROPRE

(en millions d'euros)

	1999	1998	Variation %
Produit net bancaire	12	28	- 57,1
Frais de gestion	(133)	(104)	27,9
Résultat brut d'exploitation	(121)	(76)	- 59,2
Dotation nette aux provisions	(65)	(5)	NS
Résultat sur immobilisations financières	798	612	30,4
Résultat des sociétés mises en équivalence	13	20	- 35,0
Résultat exceptionnel	(101)	(130)	NS
Amortissement des survaleurs	(37)	(61)	- 39,3
Charge fiscale	(171)	(81)	111,1
Résultat net	316	279	13,3
Intérêts minoritaires	(24)	(15)	60,0
Résultat net part du Groupe	292	264	10,6

Chiffres 1998 retraités des modifications internes de périmètre.

- Le résultat net (292 millions d'euros) du pôle Gestion propre enregistre les plus-values dégagées sur le portefeuille industriel, conformément à la politique d'allègement progressif conduite par le Groupe.

- Le résultat exceptionnel est principalement formé par les plus-values dégagées (123 millions d'euros) sur la cession de 10 % du Crédit du Nord au Crédit Local de France (filiale de Dexia) et la cession de SGAM Corp, la constitution d'une

provision pour coûts de restructuration (115 millions d'euros), la deuxième phase du passage à la monnaie unique (55 millions d'euros) et la provision de quatre années de cotisation au fonds de garantie des dépôts (57 millions d'euros).

- Le montant des plus-values latentes du portefeuille au 31 décembre 1999 s'est maintenu à un niveau proche de celui de fin 1998.

PLUS-VALUES LATENTES SUR ACTIFS PATRIMONIAUX

(en milliards d'euros)

	1999	1998	Variation
Portefeuille de participations industrielles			
Prix de revient	2,2	2,6	(0,4)
Valeur de marché	3,8	4,3	(0,5)
Plus-values latentes	1,6	1,7	(0,1)
Portefeuille immobilier			
Prix de revient	1,0	1,0	0
Valeur de marché	1,2	1,1	0,1
Plus-values latentes	0,2	0,1	0,1

PERSPECTIVES

La rentabilité du Groupe se situe d'ores et déjà nettement au-delà de l'objectif de 15 % initialement fixé pour l'an 2000. Cela confirme le bien-fondé de la stratégie mise en œuvre et, notamment, la réallocation des fonds propres vers la banque de détail et les gestions d'actifs.

La Société Générale a développé depuis plusieurs années l'esprit d'innovation et d'initiative dans tous ses métiers. Celui-ci s'est traduit notamment en matière d'internet : 58 sites

ont été créés dont 13 sont déjà transactionnels. Le Groupe est en mesure de passer aujourd'hui à la phase offensive de sa stratégie dans ce secteur : outre l'accentuation du développement de Logitel Net pour la banque de détail, la Société Générale va proposer à l'ensemble de ses clients particuliers l'accès gratuit à internet. Par ailleurs, le Groupe va procéder à l'introduction en Bourse de Fimatex, premier *e-broker* en France et challenger en Allemagne, qui devrait atteindre un million de clients d'ici 2004. Enfin 250 millions d'euros vont être investis dans les activités focalisées sur le commerce électronique.

Gestion des risques

La Société Générale a engagé au cours des dernières années des moyens importants en vue d'adapter son dispositif de maîtrise des risques à la diversification de ses activités. Ces aménagements ont été opérés dans le respect de deux principes fondamentaux de la gestion des risques bancaires, formalisés par le règlement n° 97-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière :

- une stricte indépendance des filières risques par rapport aux hiérarchies opérationnelles,
- une approche homogène et un suivi consolidé des risques à l'échelle du Groupe.

La Direction des Risques, qui dépend directement de la Présidence de la banque, regroupe ainsi, sous une autorité unique, les filières risques de crédit et risques de marché du Groupe. Supervisant également les équipes d'ingénieurs-conseils et d'économistes de la banque, cette Direction assure la coordination de l'analyse et des méthodes de suivi des différentes catégories de risques liés à l'activité bancaire (risques de contrepartie, risques de marché, risques-pays, risques opérationnels et systémiques) et s'attache à améliorer constamment la capacité d'anticipation et de pilotage de l'ensemble de ces risques.

LES RISQUES DE CRÉDIT

L'APPROBATION DES RISQUES

La prise d'engagements est organisée sur la base de quatre grands principes :

- la nécessité d'une autorisation préalable pour toute opération générant un risque de contrepartie, qu'il s'agisse de risque débiteur, de risque de règlement-livraison ou de risque émetteur ;
- la centralisation sur une direction d'exploitation unique (et donc un service des risques unique) des demandes d'autorisations relatives à un client ou groupe-client déterminé ; la désignation au cas par cas de cette direction pilote est destinée à garantir la cohérence de l'approche du risque et la maîtrise permanente du niveau d'exposition susceptible d'être atteint à l'échelle du Groupe sur les clients les plus importants ;
- un principe de délégation au bénéfice des lignes opérationnelles d'une part, de la filière risques de crédit d'autre part, permettant l'analyse et l'approbation des dossiers au niveau de compétence le plus adapté ;
- l'indépendance des services d'analyse de risques à tous les échelons de la filière.

Conformément aux dispositions du règlement CRBF 97-02, l'approbation des engagements individuels s'opère dans le cadre de limites globales définies selon un axe sectoriel et géographique. La fixation des limites pays vise à allouer à chaque pays émergent une limite d'engagements compatible avec le risque qu'il recèle et la rentabilité attendue des opérations. Soumise in fine à la décision de la Direction générale, elle repose sur un processus qui fait intervenir les lignes-métiers utilisatrices des lignes, les directions régionales en charge de la couverture géographique, le service des études économiques ainsi que la filière-risques.

LE SUIVI ET L'AUDIT DES RISQUES

Chaque entité opérationnelle du groupe (incluant les salles de marché) dispose des outils d'information lui permettant de vérifier au quotidien le respect des limites allouées à chacune de ses contreparties.

A ce suivi permanent s'ajoute un contrôle de second niveau exercé à l'échelon des directions d'exploitation du Siège, qui s'appuie à cet effet sur le système d'information communautaire "risques" développé dans la banque au cours des dernières années. Ce système permet aujourd'hui la centralisation en une base de données unique des engagements portés sur la clientèle commerciale par l'ensemble des entités opérationnelles du Groupe, la consolidation des expositions par contrepartie ainsi que leur rapprochement aux autorisations ; il constitue par ailleurs le socle des analyses de portefeuille (par pays, secteur d'activité, type de contreparties...) indispensables à un pilotage actif des risques.

L'évolution de la qualité des encours d'engagements donne lieu à un examen régulier, au moins trimestriel, dans le cadre des procédures d'inscription en "risques sensibles" et d'arrêtés des provisions, fondées sur un échange contradictoire entre les directions d'exploitation et la filière-risques. La Direction des risques procède également à des audits d'engagements sur la base de contrôles sur pièces ou dans les différentes entités opérationnelles du Groupe. Ces contrôles sont eux-mêmes régulièrement complétés par les missions de vérification de l'Inspection Générale pour le compte de la Direction Générale.

Le Comité des comptes de la banque est tenu périodiquement informé des principales évolutions relatives aux méthodes et procédures de gestion des risques et aux besoins de provisionnement. Il examine le rapport relatif aux risques établi au titre de l'article 43 du règlement n° 97-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière avant sa communication au Conseil d'administration.

LA MESURE DES RISQUES

Compte tenu du rythme de développement de ses activités de transaction dès la fin des années 1980, la Société Générale a très tôt décidé de consacrer des moyens importants à l'élaboration et à la mise en œuvre d'outils performants de mesure et de suivi du risque de contrepartie propres aux opérations de marché. Elle a développé à ce titre un indicateur spécifique de risque sur produits dérivés, le "risque courant moyen", qui permet une comparaison homogène des expositions avec les engagements de crédit et fournit le meilleur support d'une facturation du risque de contrepartie. Cet indicateur est lui-même complété d'une mesure en "stress-test" dans le cas de marchés insuffisamment liquides ou d'opérations présentant un lien entre le sous-jacent et la contrepartie.

Plus récemment, la banque a engagé un important chantier de quantification de l'ensemble de ses risques dans le cadre d'une approche de la rentabilité de type RAROC.

L'un des buts majeurs recherchés est l'estimation des pertes probables au cours du cycle d'activité sur les opérations de crédit, au moyen de méthodes tant qualitatives que quantitatives. Une échelle de cotation interne comportant 22 notes intègre les notions de probabilité de défaut, valeur du collatéral, taux de recouvrement attendu, niveau des garanties, et risque pays, pour fournir une estimation de la perte moyenne par client et par opération.

Ces techniques permettent également d'évaluer les pertes exceptionnelles en cas de dégradation importante des conditions économiques. Une méthodologie de gestion du capital fondée sur la mesure du risque, intégrant des corrélations entre zones géographiques, industries et niveaux de notation des contreparties, a été développée en vue d'estimer les pertes potentielles sur la base d'un intervalle de confiance prédéterminé.

Ce modèle est aujourd'hui utilisé par les chargés de clientèle et les responsables de risques, à Paris et dans 33 pays de notre réseau international, au cours de la procédure d'octroi de crédit, afin de cerner l'ensemble des déterminants du risque, fixer des limites d'exposition et calculer une rentabilité ajustée du risque sur la plupart des transactions individuelles. L'extension de ce modèle aux opérations de financements spécialisés et à la clientèle des PME domestiques sera achevée au cours de l'année 2000.

A l'échelle du Groupe, les outils développés contribuent d'ores et déjà à l'analyse et à la gestion active du portefeuille d'engagements portés sur la clientèle commerciale et fourniront à l'avenir le support direct des projections de besoins de provisionnement, dans le cadre budgétaire et d'allocation de capital mises en œuvre par la Direction financière.

LA RÉDUCTION DES RISQUES

La Société Générale a poursuivi en 1999 son plan de signature de "contrats-cadres" avec les contreparties de marché, documents permettant de résilier les transactions par anticipation en cas de défaut du co-contractant et de compenser en un solde unique leurs valeurs de marché.

Elle s'attache également à développer la mise en place de mécanismes d'appels de marge, qui présentent l'avantage d'annuler ou de réduire sensiblement la valeur marked-to-market des opérations en cours de vie. A noter que l'indicateur de "risque courant moyen" mentionné ci-dessus intègre d'ores et déjà ces différents types de situations juridiques dans la mesure interne du risque.

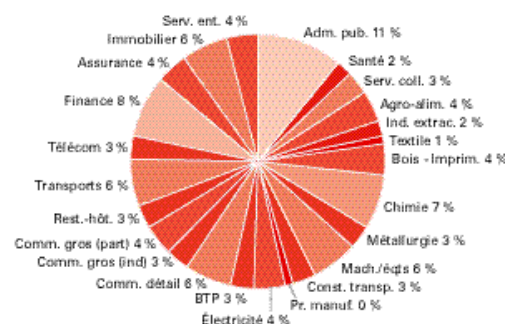
ANALYSE DU PORTEFEUILLE

Les engagements (bilan et hors bilan) du Groupe s'élevaient à 302 milliards d'euros au 31 décembre 1999, correspondant à un équivalent risque-crédit Cooke de 117 milliards d'euros, dont 110 milliards d'euros sur la clientèle et 7 milliards d'euros sur les contreparties bancaires.

ENCOURS SUR LA CLIENTÈLE DE PARTICULIERS ET D'ENTREPRISES

Les crédits au bilan à la clientèle nets des provisions représentent 132 milliards d'euros en valeur nominale (99 milliards d'euros hors particuliers) et présentent une bonne diversification tant géographique que sectorielle.

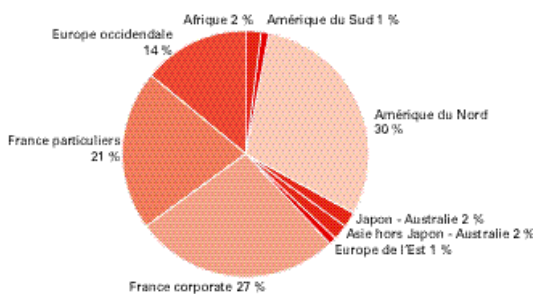
**VENTILATION SECTORIELLE
DES ENCOURS COMMERCIAUX
DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
AU 31.12.1999***



* Crédits aux entreprises au bilan
Total : 99 milliards d'euros

Au 31 décembre 1999, 94 % de nos encours étaient concentrés sur les grands pays industrialisés (dont près de la moitié sur la France) contre 91 % fin 1998. La part de nos encours sur pays émergents dans l'ensemble de notre portefeuille a été ramenée de 9 % au 31 décembre 1998 à 6 % au 31 décembre 1999.

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES ENCOURS SUR LA CLIENTÈLE NON BANCAIRE DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU 31.12.1999*



* Encours au bilan
Total : 132 milliards d'euros

L'exposition de notre activité de Banque d'investissement et de financement sur pays émergents a ainsi été réduite de 35 % entre le 31 décembre 1998 et le 31 décembre 1999.

ÉVOLUTION DES ENCOURS SG SUR PAYS ÉMERGENTS* (PÔLE "INTERNATIONAL ET FINANCE")

(en milliards d'USD)

	31.12.98	31.12.99	Variation
Europe de l'Est	1,8	1,3	- 31%
Asie G5	1,6	0,8	- 47%
Autres Asie (hors Japon)	2,8	1,9	- 32%
Amérique latine	2,3	1,3	- 43%
Afrique-Proche et Moyen-Orient	1,0	0,9	- 15%
Total	9,5	6,2	- 35%

* Encours corporate au bilan nets des provisions ; chiffres pro forma (retrait d'ACL au 31.12.98)

ÉVOLUTION DES ENCOURS SG SUR PAYS ÉMERGENTS* (PÔLE "BHFMM")

(en milliards d'USD)

	31.12.98	31.12.99
Total	1,2	2,2

* Encours corporate au bilan nets des provisions

Cette évolution reflète, d'une part, le développement de l'activité de banque de détail à l'étranger (Europe de l'Est, bassin méditerranéen...) et, d'autre part, l'intégration de la BRD en Roumanie.

ENGAGEMENTS SUR LES CONTREPARTIES BANCAIRES

Les autorisations sur les contreparties bancaires et assimilées sont définies à partir d'une cotation interne des établissements et à l'intérieur d'une grille de limites maximales (déclinées par ratings et par classes de durée) approuvée par la Direction générale.

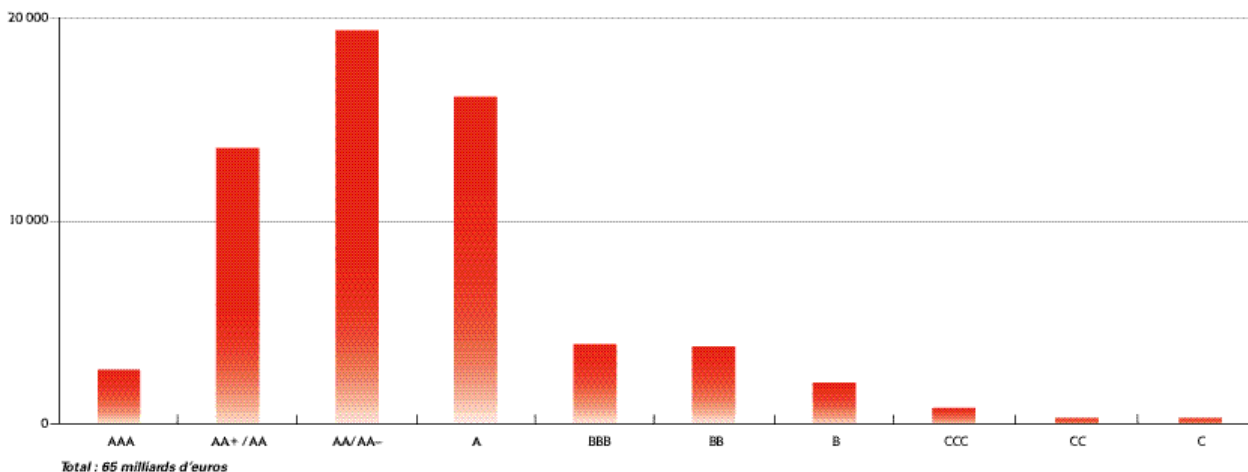
Au 31 décembre 1999, l'ensemble des engagements bancaires s'élevait à 65 milliards d'euros (hors risque de livraison). Ils se concentrent très largement sur des établissements classés par les agences de rating en catégorie *Investment Grade*, avec une exposition très divisée et à court terme exclusivement dans le cas des ratings inférieurs. De fait, hors le cas récent de la Russie, les pertes de la Société Générale sur des contreparties bancaires ont été négligeables au cours des dernières années.

Le risque de contrepartie potentiel de la Société Générale avec des institutions financières à fort effet de levier (IFEL) s'élevait, selon les méthodes et paramètres de marché des modèles internes, à 92 millions de dollars au 31 décembre 1999.

Cette exposition est intégralement couverte par des garanties dans le cadre des contrats de collatéralisation.

RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SUR LES BANQUES PAR RATING AU 31.12.1999

En millions d'euros

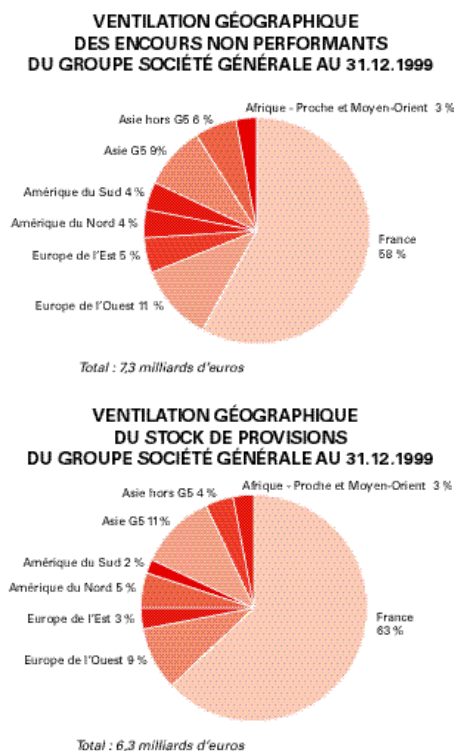


Total : 65 milliards d'euros

POLITIQUE DE PROVISIONNEMENT ET COUVERTURE DES RISQUES

PROVISIONS SUR RISQUES DE CRÉDIT

Le provisionnement de nos risques de crédit s'applique principalement à des créances douteuses et non-performantes présentant une forte probabilité de mécompte. Le montant de nos encours non performants s'élevait à 7,3 milliards d'euros au 31 décembre 1999.



Par ailleurs, dans le cas de crises majeures, la Société Générale peut être amenée à constituer des provisions spécifiques à caractère prudentiel. Ce type de provisionnement, indépendant du provisionnement prudentiel à caractère général *Risques-Pays* (cf-*infra*), a ainsi été retenu au 31 décembre 1997 pour couvrir, jusqu'au 31 décembre 2000, nos risques sur les cinq pays d'Asie les plus sensibles à la crise.

Cette réserve générale, qui représentait 290 millions d'euros au 31 décembre 1998, a été ramenée à 100 millions d'euros au 31 décembre 1999. Cette diminution de la réserve générale se justifie à la fois par le redressement économique en cours en Asie et par l'important effort de provisionnement consenti depuis 1997 qui se sont traduits, pour la première fois depuis le début de la crise, par l'absence de nouveaux mécomptes au cours du dernier trimestre de 1999.

PROVISIONNEMENT PRUDENTIEL À CARACTÈRE GÉNÉRAL RISQUES-PAYS

Au delà du provisionnement habituel des risques de crédit, la banque dispose d'une provision prudentielle à caractère général *Risques-Pays* destinée notamment à couvrir son exposition

sur pays émergents. Cette provision, libre de toute affectation, est calculée sur la base d'une méthodologie qui intègre à la fois une cotation de chaque pays à partir d'une analyse de sa situation économique et financière et une estimation de taux de pertes moyens en cas de crise majeure. Malgré la baisse significative de nos concours sur les pays émergents, cette provision a été maintenue, dans un but prudentiel, à un niveau comparable à celui du 31 décembre 1998 (570 millions d'euros à fin 1999 contre 550 millions d'euros).

Il faut noter enfin que le Groupe dispose d'un fonds pour risques bancaires généraux non affecté qui a supporté l'impôt et s'élève à 366 millions d'euros au 31 décembre 1999.

LES RISQUES DE MARCHÉ

ORGANISATION

L'organisation de la maîtrise des risques de marché a fait l'objet d'aménagements continus visant à harmoniser les dispositifs de suivi au sein du Groupe et à garantir l'indépendance du contrôle par rapport aux hiérarchies opérationnelles.

Si la responsabilité première de la maîtrise des risques incombe naturellement aux responsables des activités de *front-office*, la clef de voûte du dispositif est constituée du Département Risques de marché de la Direction des Risques, en charge notamment :

- de la définition des méthodes de mesure du risque,
- de la validation des modèles de valorisation utilisés pour le calcul des risques et des résultats,
- de l'instruction de l'ensemble des demandes de limites formulées par les centres opératoires, dans le cadre des autorisations globales accordées par la Direction Générale,
- de la centralisation et de la consolidation des risques de marché du Groupe.

Ce département rapporte trimestriellement à un comité *ad hoc* présidé par la Direction Générale, qui fixe les limites d'intervention par nature d'activité et arrête les principaux choix en matière de maîtrise des risques.

Le contrôle de premier niveau est attribué, dans chaque entité supportant des risques de marché, à des agents nommément désignés et indépendants des *front-offices*, dont l'activité couvre notamment :

- le suivi permanent des positions et des résultats, en dialogue avec les *front-offices* ;
- la vérification quotidienne des paramètres de marché utilisés pour le calcul des risques ;
- le calcul quotidien des risques de marché selon une procédure formalisée et sécurisée ;

– le suivi quotidien du respect des limites notifiées à chaque activité et la vérification permanente de l'existence d'un dispositif d'encadrement de l'activité par des limites adaptées ;

– la centralisation des *reportings* internes et externes.

S'agissant des principales salles de marché en France ou à l'étranger, ces agents, contrôleurs des risques de marché spécialisés, sont placés sous l'autorité hiérarchique directe de la Direction des Risques.

LES MÉTHODES D'ÉVALUATION ET D'ENCADREMENT DES RISQUES DE MARCHÉ

L'évaluation des risques de marché à la Société Générale repose sur la combinaison de deux indicateurs de mesure, donnant lieu l'un et l'autre à encadrement par des limites :

– la "Valeur en Risque" (VaR) à 99 % conforme au modèle interne réglementaire,

– une mesure en *stress test*, fondée sur l'indicateur de risque décennal élaboré au sein de la banque au début des années 1990.

Le système mixte d'encadrement (limites en VaR et limites en *stress test*) a été complété au cours de 1999 par des limites dites "complémentaires" (en sensibilité, en nominal, en véga,...) qui permettent d'assurer une cohérence entre les limites globales en risque et les limites opérationnelles utilisées au *front-office*.

LA "VALEUR EN RISQUE" À 99 % (VaR)

Cette mesure a été développée à compter de fin 1996 afin de répondre aux exigences des régulateurs en matière de calcul des fonds propres et utilisée dès 1998 pour les déclarations réglementaires.

Elle constitue par ailleurs l'indicateur de base pour le suivi interne des activités et couvre à ce titre un champ d'activités significativement plus large que le périmètre réglementaire. Ce champ s'est au demeurant substantiellement élargi au cours de l'exercice 1999 (intégration du risque spécifique ou risque de spread de signature, des portefeuilles de titres privés, des opérations exotiques de taux et sur actions...) pour couvrir désormais l'essentiel des risques de marché de la banque.

La méthode retenue est celle de la "simulation historique", qui présente notamment la caractéristique de prendre implicitement en compte les corrélations entre les différents marchés. Elle repose en effet sur les principes suivants :

– constitution d'un historique de paramètres de marché représentatifs du risque des positions de la Société Générale ;

– détermination de 250 scénarios correspondant aux variations sur un jour observées sur un historique d'un an glissant de ces paramètres ;

– déformation des paramètres du jour selon ces 250 scénarios ;

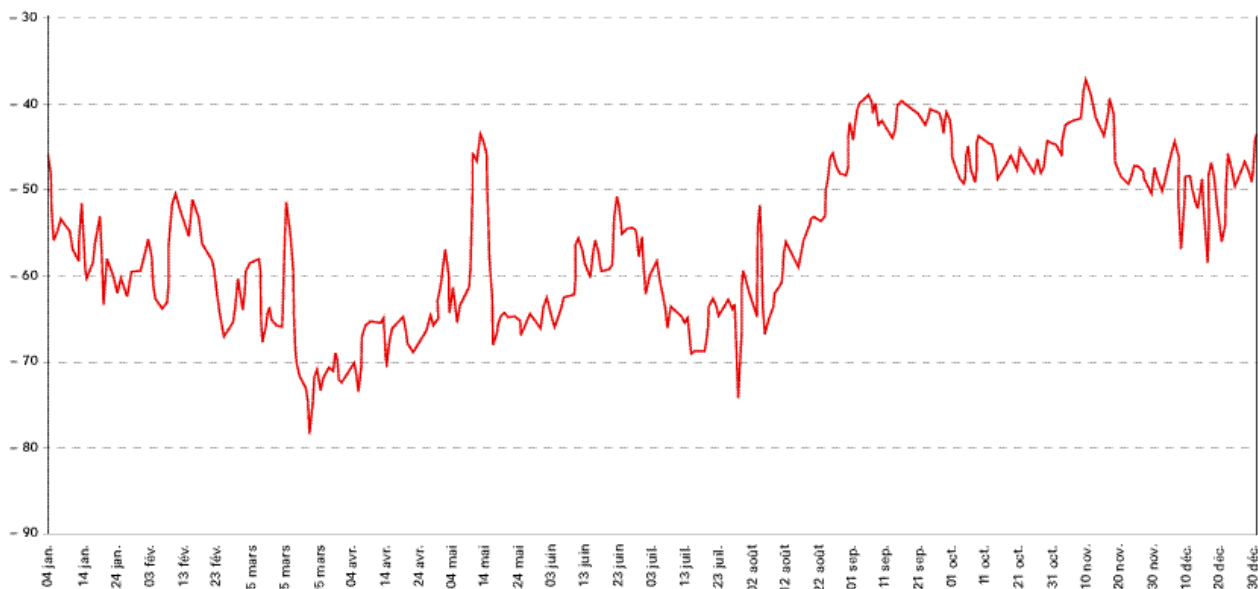
– revalorisation des positions du jour sur la base de ces 250 déformations des conditions de marché du jour.

La valeur en risque à 99% est le plus grand risque obtenu après élimination de 1 % des occurrences les plus défavorables: sur un an d'historique, soit 250 scénarios, elle correspond à la moyenne entre les deuxième et troisième plus grands risques constatés.

L'évolution de la valeur en risque des activités de marché de la banque, sur l'ensemble du périmètre de suivi et non sur le seul périmètre réglementaire, s'est présentée de la manière suivante au cours de l'exercice 1999.

ÉVOLUTION DE LA VALEUR EN RISQUE AU COURS DE L'ANNÉE 1999 (1 JOUR, 99 %)

En millions d'euros



Par facteur de risque, l'évolution de la valeur en risque a été la suivante :

VENTILATION PAR FACTEUR DE RISQUE DE LA VALEUR EN RISQUE 1999 (CALCUL AU 30.12.1999)

(en millions d'euros)

(1 jour, 99%)	VaR J	VaR moyenne	VaR min ⁽¹⁾	VaR max ⁽¹⁾	Ecart-Type
Risque de taux	- 40	- 59	- 39	- 78	12
Risque actions	- 18	- 14	- 8	- 24	4
Risque de change	- 1	- 2	- 1	- 7	1
Risque matières premières	- 3	- 2	- 1	- 7	1
Effet de compensation	19	22	12	38	- 8
TOTAL	- 44	- 55	- 37	- 78	9

(1) Agrégation non significative, les pertes potentielles min./max. par type de risque n'intervenant pas aux mêmes dates.

LA MESURE EN STRESS TEST

Malgré la mise en œuvre du modèle interne réglementaire, la Société Générale a maintenu sa mesure en *stress test* fondée sur le risque décennal, plus exigeante que le modèle réglementaire.

L'approche statistique initiale en risque décennal (soit un risque à 99,96 % correspondant à un choc de marché susceptible d'être observé en moyenne une fois tous les dix ans) a été enrichie de scénarios spécifiques conformes aux *stress tests* périodiques demandés par le régulateur ainsi que de scénarios de chocs historiques (scénarios d'août et septembre 1998, crise asiatique de 1997, krach de 1987, notamment).

La mesure du risque en *stress test* suit les principes suivants :

– les risques sont calculés séparément pour chaque activité et pour chaque marché, tous produits confondus ;

– le risque est l'impact le plus défavorable sur le résultat de variations exceptionnelles et brutales des conditions de marché ou de variations moins extrêmes permettant de tenir compte du caractère non linéaire de certaines positions ;

– les hypothèses de variations extrêmes retenues sont adaptées à chaque sous-jacent (cf. tableau page suivante), déterminées à partir d'une analyse de séries historiques longues et actualisées en permanence en fonction de l'évolution des marchés ;

– pour chaque activité, le risque est la somme des cas les plus défavorables possibles, sans tenir compte des corrélations entre marchés ou entre devises. Par exemple, dans le cas des activités sur actions et indices, le risque global est la somme des risques de perte les plus importants pour chacune des places boursières, certains risques correspondant à une hausse du marché, d'autres à une baisse. Naturellement, cette hypothèse de non-corrélation est fort peu probable et reflète une approche prudente du risque global de chaque activité ;

– en complément, les risques sont également consolidés par scénario ou par ensemble de scénarios correspondant à une crise généralisée sur les marchés (hausse des taux, chute des bourses, chute des matières premières, hausse des volatilités, doublement des *spreads* de signature...).

L'exposition du groupe Société Générale au risque *stress test* se présentait de la manière suivante au 30 décembre 1999, par facteur de risque et par zone géographique.

EXPOSITION EN RISQUE STRESS TEST SANS COMPENSATION AU 30.12.1999 PAR FACTEUR DE RISQUES ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

Risques en millions d'euros

Marchés	Type de risque			Matières premières
	Change	Taux	Bourse	
Afrique et Proche-Orient	0	- 8	- 8	
Amérique du Nord	- 1	- 127	- 36	
Amérique latine	- 1	- 1	- 2	
Asie	- 4	- 22	- 12	
Europe de l'Est	- 1	- 6	- 16	
Europe de l'Ouest	- 2	- 101	- 93	
Divers (non ventilable)	0	0	- 11	- 29

RISQUES STRESS TEST : HYPOTHÈSES RETENUES

Scénarios <i>stress test</i>	Hypothèses
Risque de change :	
Risque sur position de change	Risque mesuré par devise, sur la base d'un choc de 6% pour les devises non-émérgentes, 15 % pour les devises flottantes émergentes et 20 % pour les devises émergentes faisant l'objet d'un flottement géré
Risque sur options de change	Risque mesuré par couple de devises, sur la base d'une variation simultanée du spot (cf. ci-dessus) et des volatilités (variation relative comprise dans la fourchette [- 30%;+60%] pour la maturité "1 semaine", jusqu'à [- 7%;+10 %] pour la maturité "10 ans ")
Risque de taux :	
Risque directionnel de taux	Scénarios définis par catégorie de devises. Sur les devises de catégorie A (EUR et USD), variation relative des taux évoluant de 135 % à la hausse et 65 % à la baisse pour le taux à 1 semaine, jusqu'à 12 % à 1 an et 5 % pour les maturités à 10 ans ou plus)
Risque de pivot	Scénarios définis par catégorie de devises. Variation relative des taux (cf. ci-dessus), sur la base de pivots à 2 ans, 5 ans et 10 ans.
Risque de <i>swap spread</i>	Scénarios définis par catégorie de devises. Elargissement du <i>swap spread</i> de 20 à 100 bp selon la devise
Risque spécifique sur titres <i>investment grade</i>	Doublement des spreads de signature
Volatilité de taux	Variation des volatilités de taux par devise selon six scénarios (hausse directionnelle, baisse directionnelle, 2 scénarios de pivot selon la maturité de l'option, deux scénarios de pivot selon la maturité du sous-jacent)
Risque sur options de taux	Risque mesuré sur la base des scénarios croisés de variations simultanées des taux (risque directionnel, risque de pivot 2 ans et choc de taux nul) et des volatilités (cf. scénarios ci-dessus)
Risque de bourse :	
Risque sur les positions cash actions	Baisse des cours de bourse (variation de 15 % pour les bourses de pays non-émérgents et de 30 % pour les bourses de pays émergents)
Risque sur les dérivés sur actions et indices	Variation simultanée des cours de bourse (baisse de 15 % et hausse de 10 % pour les bourses de pays non-émérgents et de +/- 30 % pour les bourses de pays émergents) et des volatilités (variation absolue de 30 % ou 45 % pour les marchés émergents de la volatilité 1 mois, jusqu'à 2 % ou 3 % pour les marchés émergents pour les volatilités à plus de 5 ans)
Risque sur matières premières :	
Energie - Matières Premières	Variation simultanée des cours des matières premières (+ 20 %/- 30 % pour les produits pétroliers, +/- 15 % pour l'or, + 30 %/- 20 % pour l'argent,...) et des volatilités (variation relative en fonction du produit et de la maturité)
Autres risques de marché :	
Marchés émergents	Le pire de deux scénarios (choc de <i>spread-pays</i> de + 100 % et - 50 % et choc de prix de - 45 %) est retenu.
<i>High Yields</i>	Choc de prix de + 10 %/- 18 %

A noter, s'agissant du risque sur matières premières, que les scénarios de *stress test* n'ont pas été dépassés au cours de la crise de l'or de septembre 1999, l'illiquidité du marché n'ayant toutefois pas permis de dénouer ou de couvrir les positions aussi rapidement que souhaité.

LES RISQUES STRUCTURELS

La mise en œuvre du CRBF 97-02 sur le contrôle interne a constitué pour la Société Générale l'occasion de formaliser les principes de suivi des risques pris par la banque en matière de taux, de change et de liquidité en vigueur depuis plusieurs années.

Le principe général est de concentrer ces risques au sein des activités de marché, où ils sont suivis et contrôlés suivant les modalités exposées au chapitre ci-dessus, en couvrant de la manière la plus fine possible, au cas par cas ou de manière globale (centrale financière), les risques attachés aux opérations commerciales et aux opérations de gestion propre (opérations touchant les capitaux propres, les investissements, les émissions obligataires).

Les risques dits "structurels" ne résultent donc que des positions résiduelles – après couverture – attachées à ces opérations.

ORGANISATION

La maîtrise des risques structurels incombe au premier chef aux Directeurs des différentes entités opérationnelles du Groupe, chacun d'entre eux bénéficiant depuis 1998 de l'assistance d'un "responsable des risques structurels" chargé de l'analyse et de l'établissement des reportings (contrôle de premier niveau).

Le Département de la gestion du bilan au sein de la Direction Financière et du Développement est en charge du suivi direct de l'activité domestique ainsi que de la consolidation des positions des entités du groupe. Il a également un rôle d'assistance et de validation des modèles utilisés par les entités (contrôle de second niveau).

La Direction des Risques est destinataire de tous les reportings de consolidation et tenue informée de l'ensemble des projets significatifs relatifs à l'évolution du suivi des risques structurels.

Enfin, le Comité financier, organe de Direction générale, valide les méthodes d'analyse et de mesure des risques, fixe les limites d'exposition et examine les principaux sujets relatifs à la maîtrise des risques structurels.

RISQUES STRUCTURELS DE TAUX

L'analyse des risques structurels de taux repose sur l'évaluation, à partir du stock des opérations, de l'évolution des encours et du mode de rémunération / facturation soit à taux fixe soit à taux variable.

Les actifs et les passifs sont analysés indépendamment sans affectation a priori des ressources aux emplois. Les échéan-

cements des encours intègrent le résultat de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (épargne à régime spécial, remboursements anticipés,...), complétés d'hypothèses à caractère partiellement conventionnel sur certains agrégats (fonds propres et dépôts à vue principalement). Les positions optionnelles sont traduites en équivalent delta afin d'être homogènes et agrégeables aux positions sous-jacentes.

La détermination des impasses permet de calculer la sensibilité de la position à la variation des taux.

Le *stress test* utilisé est, à ce jour, une variation instantanée parallèle de la courbe des taux de 1 %. L'impact de ce scénario sur la valeur actuelle nette du portefeuille constitué de l'ensemble des actifs et des passifs représente l'indicateur à comparer aux limites.

Les dépôts générés par l'activité de détail en France, considérés comme étant largement à taux fixe, excèdent les emplois de même nature. Grâce à des opérations de macro couverture réalisées principalement sous la forme de swaps receveurs de taux fixe, la sensibilité du réseau a été, dans le cadre des hypothèses retenues, maintenue à un niveau faible ; de même au Crédit du Nord et à la Sogénal. Globalement la sensibilité de la banque de détail ressort à moins de 200 millions d'euros.

Les opérations avec les grandes entreprises sont adossées et ne génèrent donc pas de risque de taux.

De ce fait, l'essentiel de la position résiduelle en euros est lié à la part des fonds propres replacés dans des produits de taux.

Il en est de même dans certaines filiales et succursales à l'étranger et un allongement de la durée de remplacement des fonds propres a été opéré en 1999.

La sensibilité globale de la Société Générale est demeurée à un niveau faible par rapport au niveau global de fonds propres de la banque, inférieure à la limite globale fixée par la Direction Générale de 2,5 % des fonds propres.

RISQUES STRUCTURELS DE CHANGE

Les risques structurels de change sont dus pour l'essentiel :

- aux dotations et titres de participations en monnaie étrangère financés par achat des devises,
- aux réserves dans les implantations étrangères,
- au réemploi pour des raisons réglementaires locales, par certaines implantations étrangères, de leurs fonds propres dans une devise différente de celle des apports.

Les informations sont remontées et consolidées tous les trimestres.

Ces positions sont volontairement prises par la Société Générale dont la politique est, dans le cadre de ses investissements à très long terme, d'acheter pour partie les dotations lorsqu'elles sont faites en devises réputées fortes (USD, GBP, JPY).

Le résultat de ces positions est comptabilisé au travers des écarts de conversion qui figurent dans la situation nette et contribue donc à la couverture des ratios de solvabilité contre les fluctuations de change.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Dans le cadre de son activité de détail, la Société Générale dispose d'une importante base de dépôts largement diversifiée et constituant une ressource à caractère permanent, disponible pour financer l'activité domestique et générant même un excédent de liquidité. Le financement des opérations de crédit à la clientèle internationale repose sur le marché extrêmement liquide et important des certificats de dépôts aux États-Unis et sur le marché interbancaire. Les activités titres portent en majorité sur des titres liquides, financés par le biais de mises en pension.

La stabilité de ses ressources permet à la Société Générale de ne plus recourir depuis plusieurs années aux émissions obligataires autres que les emprunts subordonnés ou des émissions structurées répondant à des besoins commerciaux spécifiques. Symétriquement, le recours à l'endettement au jour le jour est contenu à l'intérieur de limites volontairement réduites afin de prémunir la banque contre tout risque à très court terme.

LES RISQUES OPÉRATIONNELS

PRINCIPES

Les risques opérationnels se définissent comme les risques de pertes directes ou indirectes résultant de l'inadaptation ou de la défaillance de procédures, de personnes ou de systèmes ou résultant d'événements extérieurs. Il inclut les risques opérationnels généraux liés par exemple à la sécurité et à l'informatique ainsi que les risques plus spécifiquement bancaires qui ne relèvent pas des trois catégories de risques identifiées ci-dessus (risques de crédit, risques de marché, risques structurels).

Les risques opérationnels incluent notamment :

- les risques relatifs à la sécurité des biens et des personnes (incendie, inondation, tremblement de terre, attaque physique, sabotage, vol et fraude),

- les risques informatiques, liés aux développements et à la maintenance des programmes, aux traitements et à l'utilisation des services de télécommunications. Cette catégorie inclut en particulier les risques liés aux défauts de conception ou de réalisation d'une application, les incidents d'exploitation dans les systèmes de production, les accès non autorisés et les erreurs de traitement, ainsi que les pertes ou altérations accidentelles des données transmises et les défaillances dans la conservation de ces données,

- les risques de gestion interne, c'est à dire liés au fonctionnement interne de la banque, incluant les erreurs dans les traitements administratifs et comptables des opérations, les erreurs de conception ou de mise en place de nouveaux produits ou projets, les risques légaux, réglementaires ou déontologiques, les risques en matière de ressources humaines, de sous-traitance et de communication externe.

MAÎTRISE DES RISQUES OPÉRATIONNELS

La maîtrise au quotidien des risques opérationnels de la Société Générale repose sur un dispositif de contrôle interne performant appliqué à l'ensemble des activités et sur le principe de la responsabilité pleine et entière des hiérarchies opérationnelles sur leurs risques. Elle s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de directives et d'instructions développé à l'échelon central et complété dans les unités opérationnelles par les procédures appropriées.

L'évaluation régulière des mécanismes de contrôle (audit interne et auto-évaluation) permet de s'assurer de la fiabilité et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne en conformité avec le règlement 97-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF). En outre, la Société Générale dispose d'une structure formalisée de revue et d'approbation des nouveaux produits lui permettant d'identifier et d'encadrer les risques opérationnels qui leur sont associés.

L'année 1999 a vu le renforcement de l'unité centrale de suivi des risques opérationnels, service indépendant rattaché à la Direction des Risques. Les principales missions de cette unité comprennent notamment la définition de la politique générale relative aux risques opérationnels, ainsi que le conseil et la diffusion des meilleures pratiques.

LE PASSAGE À L'AN 2000

Le passage à l'an 2000 a constitué un défi spécifique, particulièrement sensible en termes de risque opérationnel, et l'une des principales opérations "Qualité" que le Groupe ait eu à mener au cours des dernières années. Il a donné lieu dès 1995 à une préparation coordonnée à l'échelle du Groupe, qui s'est renforcée en 1997 par la mise en place d'une structure-projet rapportant à la Direction générale.

Les années 1997 et 1998 ont été consacrées à l'inventaire des composants informatiques et techniques utilisant des dates gérées électroniquement et donc a priori sensibles au changement de siècle (des centaines de plates-formes centrales et départementales, plus de 2 000 applicatifs métier, 60 000 postes de travail bureautiques et éléments de réseaux de communication, des milliers d'immeubles ...) ainsi qu'aux études d'impact permettant d'identifier les corrections à apporter et d'en commencer la mise en œuvre.

En 1999, il a été procédé à la fin des corrections et à la qualification du parc informatique, consistant en audits de codes et en tests spécifiques de "vieillesse" réalisés sur des plates-formes de tests "Clean 2000", en accord avec les règles de conformité proposées par le British Standards Institute. La Société Générale a également participé à des tests d'échanges mondiaux, à tous les tests de place en France et à l'étranger, ainsi qu'à des échanges avec plusieurs centaines de grands clients télématiques.

Pour réduire encore les risques, un Plan de Continuité d'Activité (PCA) a été mis en place. Dans les Directions centrales, 270 solutions de contournement ont été définies et formalisées, concernant 75 opérations vitales ; ces solutions auraient permis de poursuivre l'activité dans des conditions acceptables pour nos clients au cas où les outils informatiques habituels auraient été défaillants. Les filiales et implantations ont disposé également de PCA de même nature et de même ampleur.

Enfin, le passage du "Jour J" a fait l'objet d'un sous-projet à part entière. Des mesures préventives ont été prises pour le 31 décembre 1999 (fermeture des systèmes d'échange organisés et des agences dans de nombreux pays, arrêt de la plupart des systèmes informatiques...). Le maintien ou le redémarrage de l'activité pendant le week-end de fin d'année et les premiers jours de janvier 2000 ont été contrôlés grâce à des milliers de tests organisés par 160 équipes locales et suivis par 14 échelons régionaux et un QG central, par l'intermédiaire d'environ 900 "jalons" de synthèse.

Le but a été atteint de façon tout à fait satisfaisante puisque le passage à l'an 2000 n'a donné lieu qu'à un très petit nombre d'incidents mineurs et que la qualité du service à la clientèle a été intégralement maintenue. Le coût global estimé pour la période 1997 à 1999 est de 1,1 milliard de francs, dont 110 millions de francs d'investissements. Il s'y ajoute un budget préventif de 70 millions de francs pour l'année 2000 qui, compte tenu de la situation actuelle, ne sera très probablement pas consommé.

Ratios réglementaires

RATIO INTERNATIONAL DE SOLVABILITÉ (ANCIENNEMENT DÉNOMMÉ RATIO COOKE)

Le ratio international de solvabilité requiert, pour les établissements exerçant un volume notable d'activités de caractère international, le maintien permanent d'un niveau de fonds propres permettant de faire face tant aux risques de crédit qu'aux risques de marché.

Jusqu'au 31 décembre 1997, il couvrait essentiellement les risques de contrepartie, il a été étendu aux risques de marché (risque de taux, risque de change, risque sur actions, risque sur matières premières) dès le début de 1998.

Le dispositif de suivi des risques de marché autorise les établissements bancaires à calculer leurs exigences réglementaires de fonds propres à partir de leurs modèles internes, sous

réserve qu'ils remplissent un ensemble de conditions, s'inscrivent dans le cadre d'une gestion des risques adaptée et que le modèle ait été validé par les Autorités de Tutelle. La Société Générale a reçu l'accord de la Commission Bancaire pour utiliser son modèle interne de mesure de la VaR (cf. § "Les méthodes d'évaluation des risques de marché" p.64).

Depuis le 31 décembre 1998, le calcul des risques de marché est effectué pour l'essentiel des opérations en utilisant ce modèle interne, la méthode standard étant utilisée pour le reliquat.

Le ratio de solvabilité international s'établit à 11,94 % au 31 décembre 1999, sans recours à des fonds propres "surcomplémentaires" (Tier 3), à comparer aux ratios de 10,77 % en décembre 1998 (après prise en compte de l'opération SG Paribas) et 11,11 % en décembre 1997.

FONDS PROPRES PRUDENTIELS, ENCOURS PONDÉRÉS ET RATIOS DE SOLVABILITÉ

(après prise en compte de l'incidence de l'opération SG Paribas en 1998)

(En millions d'euros)

	1999	1998
Fonds propres prudentiels		
Capitaux propres part du groupe	11 904	9 768
Dividendes	- 617	- 375
Fonds pour risques bancaires généraux	366	366
Intérêts minoritaires après distribution	909	549
Actions de préférence	796	686
Déductions prudentielles (1)	- 1 159	- 834
Total fonds propres durs	12 199	10 160
Total fonds propres complémentaires	8 655	7 899
Autres déductions (2)	- 1 705	- 659
Total de fonds propres prudentiels	19 149	17 400
Risques pondérés	160 326	161 532
Ratio international de solvabilité (ratio Cooke)	11,94 %	10,77 %
Tier one ratio	7,61 %	6,29 %

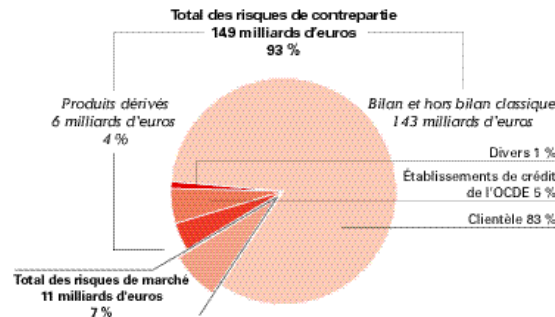
(1) Principalement formé par les survaleurs et les immobilisations incorporelles

(2) Participations dans des sociétés financières non consolidées ou mises en équivalence.

Les fonds propres part du Groupe s'élèvent à fin décembre 1999 à 11,9 milliards d'euros (à comparer à 9,8 milliards d'euros en 1998). Après prise en compte des intérêts minoritaires, des actions de préférence, du FRBG et des déductions prudentielles, les fonds propres prudentiels s'élèvent à 12,2 milliards d'euros, soit un Tier one ratio de 7,61 % au 31 décembre 1999 (6,29 % au 31 décembre 1998 après prise en compte de l'incidence de l'opération SG Paribas).

Par type d'activité, les risques pondérés s'analysent comme suit :
 – le risque de contrepartie représente 93% des encours pondérés soit 149 milliards d'euros, stable par rapport à 1998 ; il porte pour l'essentiel sur l'activité de banque classique (143 milliards d'euros dont 93 % sur la clientèle), les produits dérivés ne représentant que 6 milliards d'euros (sans changement par rapport à 1998).
 – la part des encours relatifs aux risques de marché s'élève à 7%.

**VENTILATION DES ENGAGEMENTS PONDÉRÉS
PAR NATURE DE RISQUES AU 31.12.1999**

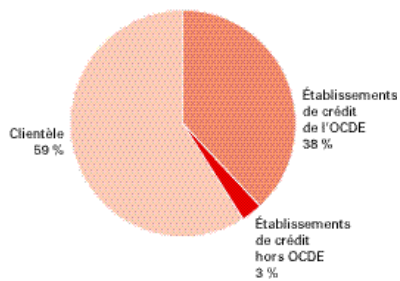


L'essentiel du risque de crédit sur produits dérivés porte sur des instruments de maturité inférieure à cinq ans (une analyse

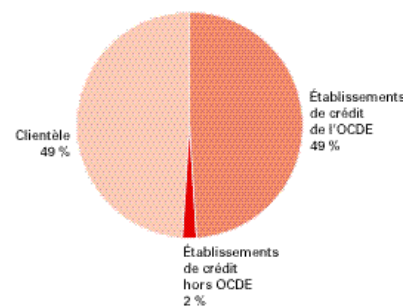
détaillée est fournie dans l'annexe aux comptes consolidés page 94).

**ÉQUIVALENTS RISQUES DE CRÉDIT PONDÉRÉ SUR PRODUITS DÉRIVÉS
GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (DONNÉES CONSOLIDÉES) AU 31.12.1999**

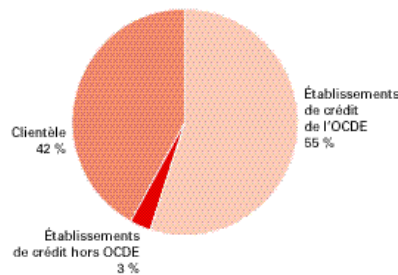
Maturité < 1 an*
2,2 milliards d'euros



1 < Maturité < 5 ans
2,7 milliards d'euros



Maturité > 5 ans
1,1 milliard d'euros



* Avant pondération, la part des opérations de maturité inférieure à un an représente 54 % du montant global des produits dérivés.

LE RATIO D'ADÉQUATION DES FONDS PROPRES (DIT RATIO AFP)

Entré en vigueur en 1996, ce ratio s'est substitué au ratio européen de solvabilité. Il définit le besoin en fonds propres nécessaire pour couvrir les risques de contrepartie et de marché.

Au 31 décembre 1999, ces exigences étaient couvertes à hauteur de 142,4 % (à comparer à 129,8%, après prise en compte de l'incidence de l'opération SG Paribas, au 31 décembre 1998) par les fonds propres du Groupe sans recours à des fonds propres "surcomplémentaires" (Tier 3).

Comme pour le ratio international, l'exigence de fonds propres du Groupe provient principalement de l'activité bancaire classique.

LE RATIO DE CONTRÔLE DE GRANDS RISQUES

Il est calculé chaque trimestre.

Le groupe Société Générale le respecte en permanence :

- le montant total des risques encourus sur un même bénéficiaire n'excède pas 25 % des fonds propres nets du Groupe,
- le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques dépassent pour chacun d'entre eux 10 % des fonds propres nets consolidés, n'excède pas l'octuple de ces fonds propres consolidés.

LE RATIO DE LIQUIDITÉ

Pour la surveillance de la liquidité à court terme, le coefficient réglementaire de liquidité à un mois s'établissait pour la Société Générale à 110,8 % en moyenne sur l'exercice 1999. A chaque fin de mois de l'année 1999, il s'est situé au-dessus du minimum réglementaire de 100 %.

LE COEFFICIENT DE FONDS PROPRES ET DE RESSOURCES PERMANENTES (DIT RATIO PRUDENTIEL)

Pour le long terme, le ratio prudentiel mesure la couverture des emplois à plus de cinq ans par des ressources de durée résiduelle supérieure à cinq ans. Au 31 décembre 1999, ce coefficient s'établissait pour la Société Générale à 75,7 %, toujours au-dessus de la norme réglementaire de 60 %.

États financiers du Groupe

BILANS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 1999

ACTIF

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999	1998	1997
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux	6 684	3 788	1 753
Effets publics et valeurs assimilées (Note 3)	31 662	30 728	34 694
Créances sur les établissements de crédit (Note 4)	55 198	66 423	81 688
Créances sur la clientèle (Note 5)	143 642	134 721	139 424 *
Opérations de crédit-bail et de location assimilées (Note 6)	10 397	9 787	9 480
Obligations et autres titres à revenu fixe (Note 3)	57 937	54 360	58 369
Actions et autres titres à revenu variable (Note 3)	40 570	28 617	9 598
Titres de participation et de filiales non consolidées (Note 7)	3 773	3 337	3 533
Participations dans les entreprises mises en équivalence (Note 29)	1 265	1 118	1 061
Immobilisations (Note 8)	3 856	3 892	3 647
Ecart d'acquisition actif (Note 9)	451	368	67
Autres actifs et comptes de régularisation (Note 10)	51 106	46 394	31 565
Total	406 541	383 533	374 879

HORS BILAN

Engagements de financement (Note 17)	85 862	79 409	79 093
Engagements de garantie (Note 17)	35 825	31 842	40 136
Engagements donnés sur titres	6 869	4 544	8 121
Opérations en devises (Note 19)	271 713	299 541	385 178 *
Engagements sur instruments financiers à terme (Note 18)	4 899 729	3 543 743	2 597 187 *

*(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des comptes consolidés.)*** Montant retraité par rapport à la présentation adoptée dans le rapport annuel 1997.*

PASSIF

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999	1998	1997
Banques centrales, comptes courants postaux	451	1 862	420
Dettes envers les établissements de crédit (Note 11)	87 279	98 808	120 240
Comptes créditeurs de la clientèle (Note 12)	157 841	138 186	118 871
Dettes représentées par un titre (Note 13)	45 353	47 724	57 044
Autres passifs et comptes de régularisation (Note 14)	90 725	74 942	57 165
Ecart d'acquisition passif (Note 9)	49	-	-
Provisions pour risques et charges (Note 15)	2 124	2 590	1 749 *
Dettes subordonnées (Note 16)	8 552	8 006	7 911
Fonds pour risques bancaires généraux	366	366	366
Actions de préférence	796	685	730
Intérêts minoritaires	1 101	596	721
Capitaux propres			
Capital	522	467	451
Primes d'émission	3 263	3 044	3 080
Actions d'autocontrôle	(476)	(162)	(167)
Réserves consolidées	6 273	5 744	5 365
Résultat de l'exercice après incidence de l'opération SG Paribas	2 322	675	933
Sous-total	11 904	9 768	9 662
Total	406 541	383 533	374 879

HORS BILAN

Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	7 515	980	740
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	15 900	12 727	13 341
Engagements reçus sur titres	10 700	5 310	4 975
Opérations en devises (Note 19)	269 467	300 107	385 117 *

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des comptes consolidés).

* Montant retraité par rapport à la présentation adoptée dans le rapport annuel 1997.

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999	1998	1997
Produits nets d'intérêts relatifs aux :			
Opérations avec les établissements de crédit (Note 20)	(2 631)	(2 134)	(1 628)
Opérations avec la clientèle (Note 21)	3 586	3 544	3 809
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 537	2 263 *	1 414 *
Autres intérêts et produits assimilés	(12)	(110)	(33)
Produits nets des opérations de crédit-bail et de location (Note 22)	684	712	726
Sous-total	4 164	4 275	4 288
Revenus des titres à revenu variable (Note 23)	245	220 *	244 *
Rémunération versée sur actions de préférence (Note 1)	(57)	(55)	(18)
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	4 352	4 440	4 514
Produits nets des commissions (Note 24)	3 808	3 091	2 615
Résultat net des opérations financières (Note 25)	2 594	1 402 *	844 *
Autres produits nets d'exploitation	337	305	270
Produit net bancaire	11 091	9 238	8 243
Frais de personnel (Note 26)	(4 760)	(3 972)	(3 615)
Autres frais administratifs	(2 836)	(2 448)	(2 122)
Dotations aux amortissements	(415)	(369)	(328)
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	(8 011)	(6 789)	(6 065)
Résultat brut d'exploitation	3 080	2 449	2 178
Dotations nettes aux provisions sur risques identifiés (Note 27)	(787)	(1 473)	(1 158)
Résultat net sur immobilisations financières (Note 28)	805	666	517
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence (Note 29)	185	79	44
Résultat courant avant impôt	3 283	1 721	1 581
Dotations nettes aux provisions générales (Note 27)	14	(198)	-
Dotation au fonds pour risques bancaires généraux	-	-	-
Résultat exceptionnel (Note 30)	(115)	68	4
Charge fiscale (Note 31)	(1 073)	(502)	(532)
Amortissement des écarts d'acquisition	(37)	(61)	(88)
Résultat net avant incidence de l'opération SG Paribas	2 072	1 028	965
Intérêts minoritaires	(92)	45	(32)
Résultat net part du Groupe avant incidence de l'opération SG Paribas	1 980	1 073	933
Provision SG Paribas nette des coûts de l'OPE (Note 32)	342	(398)	-
Résultat net part du Groupe après incidence de l'opération SG Paribas	2 322	675	933

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des comptes consolidés.)

* Montant retraité par rapport à la présentation adoptée dans les rapports annuels 1998 et 1997.

ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES ET INTÉRÊTS MINORITAIRES

(en millions d'euros)

	Capital et primes d'émission ⁽¹⁾	Auto- contrôle ⁽²⁾	Réserves	Réserves de réévaluation et réestimation	Capitaux propres
Bilan au 31 décembre 1997	3 531	(167)	5 742	556	9 662
Augmentation de capital	365				365
Bénéfice de la période			675		675
Distribution de dividendes			(316)		(316)
Réserves de réévaluation et de réestimation				(58)	(58)
Autocontrôle		5	7		12
Écart de conversion et autres			(187)		(187)
Imputation des écarts d'acquisition ⁽¹⁾	(385)				(385)
Bilan au 31 décembre 1998	3 511	(162)	5 921	498	9 768
Augmentation de capital ⁽¹⁾	274		(44)		230
Bénéfice de la période			2 322		2 322
Distribution de dividendes			(375)		(375)
Réserves de réévaluation et de réestimation				(68)	(68)
Autocontrôle ⁽²⁾		(314)			(314)
Écart de conversion et autres ⁽⁴⁾			341		341
Bilan au 31 décembre 1999	3 785	(476)	8 165	430	11 904

(en millions d'euros)

	Capitaux propres	Fonds pour risques bancaires généraux	Intérêts minoritaires	Actions de préférence ⁽³⁾	Fonds propres
Bilan au 31 décembre 1997	9 662	366	721	730	11 479
Augmentation de capital	365				365
Bénéfice de la période	675		(45)		630
Distribution de dividendes	(316)		(40)		(356)
Réserves de réévaluation et de réestimation	(58)				(58)
Autocontrôle	12				12
Écart de conversion et autres	(187)		(40)	(45)	(272)
Imputation des écarts d'acquisition ⁽¹⁾	(385)				(385)
Bilan au 31 décembre 1998	9 768	366	596	685	11 415
Augmentation de capital ⁽¹⁾	230				230
Bénéfice de la période	2 322		93		2 415
Distribution de dividendes	(375)		(48)		(423)
Réserves de réévaluation et de réestimation	(68)				(68)
Autocontrôle ⁽²⁾	(314)				(314)
Écart de conversion et autres ⁽⁴⁾	341		460	111	912
Bilan au 31 décembre 1999	11 904	366	1 101	796	14 167

(1) Au 31 décembre 1999, le capital de la Société Générale entièrement libéré s'élève à 521 653 105 euros et se compose de 104330 621 actions d'une valeur nominale de 5 euros.

La Société Générale a procédé en 1999, aux augmentations de capital suivantes représentant un total de 54,3 millions d'euros assorties d'une prime d'émission de 220 millions d'euros :

- 8,5 millions d'euros souscrits par les salariés adhérents au Plan d'épargne d'entreprise avec une prime d'émission de 188 millions d'euros,
- 2,3 millions d'euros résultant de l'exercice par les salariés d'options attribuées par le Conseil d'administration assorties d'une prime d'émission de 32 millions d'euros,
- 43,5 millions d'euros résultant de la conversion du capital en euros par prélèvement sur les réserves.

Les survaleurs relatives aux acquisitions financées par conversion en actions des obligations convertibles émises en mai 1993 ont été imputées en 1998 sur la prime d'émission dégagée par cette augmentation de capital, selon un prorata égal au rapport entre le montant de l'augmentation de capital et le prix total d'acquisition : 32,3 millions d'euros ont été imputés au titre de l'acquisition de Yamaichi, et 352,9 millions d'euros au titre de l'acquisition de Cowen. Si ces survaleurs n'avaient pas été ainsi imputées sur les capitaux propres, elles auraient été inscrites à l'actif du bilan consolidé et auraient fait l'objet d'une dotation aux amortissements de 37,5 millions d'euros au titre de l'exercice 1999.

(2) Au 31 décembre 1999, les 3 749 421 actions détenues par les sociétés du Groupe à des fins d'autocontrôle ou de gestion active des fonds propres, pour un montant de 475,5 millions d'euros, représentent 3,59 % du capital de la Société Générale. Les produits de dividendes (8 millions d'euros) attachés à ces titres et comptabilisés au cours de la période par les filiales détentrices ont été éliminés des résultats consolidés.

(3) En 1997, la Société Générale a réalisé aux États-Unis, par l'intermédiaire de sa filiale SocGen Real Estate Company llc, une émission de 800 millions de dollars d'actions de préférence. Ces actions de préférence sont incluses dans le Tier one des fonds propres prudentiels.

(4) Au 31 décembre 1999, les écarts de conversion relatifs aux succursales étrangères des banques du Groupe ainsi qu'aux sociétés consolidées, incluses dans la zone euro, s'élèvent à - 4 millions d'euros.

Notes annexes

aux comptes consolidés

NOTE 1

PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la Société Générale et des principales sociétés françaises et étrangères composant le groupe Société Générale. Les comptes des filiales étrangères ayant été établis d'après les règles comptables des pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes du groupe Société Générale. Ces principes correspondent à ceux énoncés dans le règlement 91-02 du Comité de la réglementation bancaire transposant en droit français les directives européennes applicables aux banques, et aux règles généralement admises par la profession bancaire française et internationale.

Conformément à la réglementation comptable, la nouvelle méthodologie des comptes consolidés sera appliquée à compter du 1^{er} janvier 2000.

Les charges et produits présentés dans le compte de résultats sont classés par nature d'instruments et non par destination.

PRINCIPES ET MODALITÉS DE CONSOLIDATION

MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la Société Générale et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci. Les filiales arrêtant leurs comptes en cours d'année avec un décalage de plus de trois mois établissent une situation intermédiaire au 31 décembre, leurs résultats étant déterminés sur une base de douze mois.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes.

Intégration globale

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive (ce contrôle est présumé dès lors que le Groupe possède plus de 50 % des droits de vote de la filiale) et ayant une activité à caractère financier, y compris les sociétés qui prolongent l'activité bancaire telles que les sociétés de location mobilière et immobilière, les sociétés de Bourse, et dont le total de bilan est supérieur à 0,02 % de celui de la société mère.

Mise en équivalence

Elle s'applique aux entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, à savoir les participations dont le pourcentage de contrôle est compris entre 20 % et 50 % et pour lesquelles la part du Groupe dans la situation nette est supérieure à 0,1 % des fonds propres de la société mère.

Elle s'applique également aux participations dans les entreprises autres que celles qui ont un caractère financier, contrôlées de manière exclusive par le Groupe (assurance, promotion immobilière, prestations de services informatiques notamment).

MÉTHODE DE CONVERSION DES COMPTES EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Lorsqu'ils sont exprimés en devises, le bilan et le hors bilan des sociétés consolidées sont convertis sur la base du cours de change officiel indiqué à Paris à la date de clôture. Les postes du compte de résultats sont convertis sur la base du cours de change moyen de l'exercice. La différence de conversion sur le capital, les réserves, le report à nouveau et le résultat qui résulte de l'évolution des cours de change est portée dans une rubrique des réserves consolidées intitulée *Écart de conversion*. Les pertes ou profits provenant de la conversion des dotations en capital des succursales étrangères des banques du Groupe viennent également en variation des réserves consolidées dans cette même rubrique.

Conformément à l'avis n° 98-01 du Conseil national de la comptabilité, les écarts de conversion relatifs aux filiales et succursales de la zone euro sont maintenus dans les capitaux propres, et ne seront inscrits au compte de résultats que lors de la cession de ces entités.

Pour les sociétés situées dans des pays à forte inflation, les états financiers font localement l'objet d'une correction monétaire de manière à être exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture. Le gain ou la perte sur la situation monétaire nette de ces sociétés participe à la formation du résultat, tandis que l'effet de la correction monétaire sur leurs actifs et passifs non monétaires est porté dans les réserves consolidées. Les postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultats de ces sociétés ainsi retraités sont convertis sur la base du cours de change officiel à la date de clôture.

PRINCIPAUX RETRAITEMENTS EFFECTUÉS DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants.

Écarts d'acquisition

Le poste *Écarts d'acquisition* figurant soit à l'actif, soit au passif, représente le solde des écarts, non affectés à un poste de bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés entre leur prix de revient et la part de situation nette correspondante. Ces écarts font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini sur une durée déterminée en fonction des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors de l'acquisition et qui ne peut en aucun cas excéder 20 ans. Une provision est constituée en cas de dépréciation durable de leur valeur.

Les écarts d'acquisition dégagés sur les opérations de croissance externe financées par augmentation de capital sont imputés sur la prime d'émission selon un prorata égal au rapport entre le montant de l'augmentation de capital et le prix total d'acquisition.

Réserves de réévaluation

Cette rubrique regroupe les écarts dégagés à l'occasion :

- d'une part, des réévaluations réglementaires de 1977 ou 1978 ;
- d'autre part, des opérations de restructuration et de cession d'éléments d'actifs à l'intérieur du Groupe effectuées jusqu'au 31 décembre 1991.

À cet égard, il convient de rappeler que, au 1^{er} janvier 1987, les principales participations du Groupe ont été rassemblées au sein de quatre sociétés holdings (Généval, Généfitec, Généfimmo, Généfinance), par voie de fusions, d'absorptions et d'apports partiels d'actifs bénéficiant du régime fiscal privilégié prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 1999, les titres apportés à ces holdings ont été évalués selon les modalités décrites à la rubrique *Portefeuille-titres*. La provision pour dépréciation éventuellement constatée a été prélevée en priorité sur la réserve de réévaluation à hauteur de la plus-value d'apport dégagée, la charge nette de l'exercice étant ainsi calculée par rapport à la valeur d'origine des titres apportés.

Par ailleurs, l'écart de réévaluation constaté à l'occasion de cessions d'immobilisations amortissables entre sociétés du Groupe est repris dans les résultats consolidés au prorata du complément d'amortissements pratiqué dans la nouvelle société détentrice.

De même, en cas de cession hors du Groupe des actifs ayant fait l'objet préalablement d'une cession ou d'un apport interne, l'écart de réévaluation est repris en résultat à due concurrence, la plus ou moins-value étant ainsi déterminée par référence au prix de revient historique de ces actifs (déduction faite des amortissements et des provisions eux-mêmes déterminés par rapport au coût historique).

Réserves de réestimation

En 1992, l'essentiel des immeubles qui avaient alors le caractère d'exploitation, a fait l'objet d'un reclassement interne ;

ces actifs, antérieurement détenus par la Société Générale et certaines filiales immobilières, avaient été apportés à des sociétés du Groupe détenues à 100 % et intégrées fiscalement.

Les plus-values enregistrées dans les comptes individuels des sociétés apporteurs ont été neutralisées pour la détermination du résultat consolidé de la période. Leur montant figure, sous déduction de la charge fiscale latente, dans la rubrique *Réserves de réestimation* conformément aux dispositions de l'instruction 91-06 de la Commission bancaire.

Le traitement comptable de cette réserve de réestimation est identique à celui de la réserve de réévaluation décrit ci-avant. En particulier, les provisions pour dépréciation constatées par référence aux valeurs de marché du portefeuille immobilier patrimonial ont été prélevées en priorité sur la réserve de réestimation, ce traitement comptable étant symétrique à celui retenu en 1992. En outre, la fiscalité latente attachée à la réserve de réestimation résiduelle a été actualisée.

Provisions pour risques pays

À la date de clôture, les taux de provisionnement sur les risques pays des sociétés consolidées sont harmonisés en fonction des taux définis au niveau du Groupe.

Impôts différés

Les calculs d'impôts différés résultant des retraitements de consolidation sont effectués au niveau de chaque entité fiscale, en tenant compte de la position fiscale des sociétés concernées.

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit français, les méthodes d'évaluation prennent en compte pour la majorité des opérations l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

Les opérations réalisées dans le cadre de la banque d'intermédiation sont maintenues à leur coût historique et dépréciées en cas de risque de contrepartie. Les résultats attachés à ces opérations sont enregistrés *prorata temporis* en respectant le principe de séparation des exercices. Les opérations sur instruments financiers à terme réalisées afin de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de la banque d'intermédiation entrent dans ce cadre.

Les opérations réalisées dans le cadre des activités de marché sont généralement évaluées à leur valeur de marché à l'exception des prêts, emprunts et titres de placement qui suivent la règle du nominalisme (*cf. supra*). Lorsque les marchés sur lesquels sont conclus ces instruments ne présentent pas une liquidité suffisante, l'évaluation à la valeur de marché est corrigée pour intégrer une décote prudentielle.

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE – ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identiques, même entité de comptabilisation, et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultats.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Lorsqu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer une part ou la totalité de leurs dettes ou de leurs engagements, des provisions pour créances douteuses ou pour risques sont dotées dans les résultats. Conformément aux recommandations de la Commission bancaire, les engagements présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière immobilière) sont considérés comme provisionnables. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Ces principes s'appliquent aux crédits aux professionnels de l'immobilier (ainsi qu'à l'ensemble des actifs immobiliers) selon les modalités suivantes d'évaluation.

Opérations de promotion et de rénovation lourde

Les provisions constituées résultent de la réestimation des pertes à terminaison qui sont déterminées en fonction des prix de sortie et des délais de construction et/ou de commercialisation observés sur le marché.

Immeubles achevés

Les actifs sont évalués sur la base des rendements locatifs.

OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée et de location simple. Les opérations de location assimilée au crédit-bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir, déduction faite des intérêts compris dans ces loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différée.

Les intérêts courus compris dans les loyers à échoir sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultats. Le mode de provisionnement des opérations de crédit-bail et assimilées est identique à celui des créances sur les établissements de crédit et la clientèle.

PORTEFEUILLE-TITRES

Les titres sont classifiés en fonction de :

- leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;

- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, correspondant à l'objet économique de leur détention. Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation similaires qui sont les suivantes.

Titres de transaction

Ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente (dans un délai de six mois au plus tard). Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultats, dans la rubrique *Résultat net des opérations financières*.

Titres de placement

Ce sont les titres qui sont acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, à l'exception de ceux qui entrent dans la catégorie des titres d'investissement.

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. À la clôture de l'exercice, ils sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille-titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultats dans la rubrique *Revenus des titres à revenu variable*.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultats sur la durée de vie des titres concernés. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique *Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe* du compte de résultats.

À la clôture de l'exercice, les titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociations et, dans le cas des titres cotés, des cours de bourse les plus récents. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille-titres, dont le calcul tient compte des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées dans la rubrique *Résultat net des opérations financières* du compte de résultats.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres à revenu fixe que le Groupe a l'intention de détenir de façon durable (en principe jusqu'à l'échéance) et pour lesquels il dispose de moyens lui permettant :

- soit de se protéger de façon permanente contre une dépréciation des titres due aux variations de taux d'intérêt au moyen d'une couverture par des instruments financiers à terme de taux d'intérêt ;
- soit de conserver effectivement les titres durablement par l'obtention de ressources, incluant les ressources permanentes disponibles, globalement adossées et affectées au financement de ces titres.

Lorsque l'adossement en taux ou en liquidité ne répond plus aux règles fixées par la réglementation française, les titres sont reclassés parmi les titres de placement.

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investisse-

ment sont enregistrées dans la rubrique *Résultat net sur immobilisations financières* du compte de résultats.

Titres de participation et de filiales non consolidées

Il s'agit :

- d'une part, des titres représentant au moins 10 % du capital d'une entreprise et dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;
- d'autre part, des titres détenus sur une longue période dans la seule intention d'en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans intervention dans la gestion de la société émettrice.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou dans le cas de titres ayant fait l'objet d'une réévaluation décrite ci-dessus à la rubrique *Réserves de réévaluation*, à leur valeur réévaluée. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultats dans la rubrique *Revenus des titres à revenu variable*.

Les titres de participation sont évalués en fonction de leur valeur d'usage par référence à différents critères tels que l'actif net, le cours de bourse, la capitalisation des résultats. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille-titres. Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres, incluant les résultats dégagés lors de l'apport de ces titres à des offres publiques d'échange, sont comptabilisées dans la rubrique *Résultat net sur immobilisations financières*.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition ou, dans le cas où elles ont fait l'objet d'une réévaluation décrite ci-dessus à la rubrique *Réserves de réévaluation*, à leur valeur réévaluée.

D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive :

Immeubles	20 à 35 ans
Agencements	10 ans
Mobiliers et matériel de bureau	10 ans
Matériel, outillage, véhicules	4 ou 5 ans
Logiciels acquis	3 à 5 ans

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes: dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultats.

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports: bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultats. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique *Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe* du compte de résultats.

Les frais d'émission d'emprunts obligataires encourus dans l'exercice sont amortis de manière linéaire sur la durée de vie des emprunts correspondants. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique *Produits nets d'intérêts relatifs aux autres intérêts et produits assimilés* du compte de résultats.

DETTES SUBORDONNÉES

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultats.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges comprennent:

- Les provisions pour risques pays dont le caractère est forfaitaire, et qui sont déterminées en date d'arrêté sur la base de l'appréciation par la Société Générale de son risque sur les pays concernés ou les débiteurs situés dans ces pays en fonc-

tion de différents critères, tels que l'évaluation de la situation économique, financière et socio-politique du pays, les taux de décote appliqués sur le marché secondaire.

- Les provisions concernant des engagements par signature, et pour risques divers et litiges.

Les résultats 1992 à 1994, puis 1995 et 1996 de la Société Générale et de plusieurs filiales intégrées fiscalement ont fait l'objet en 1998 puis 1999 de notifications de redressement fiscal dont les conséquences ont été raisonnablement provisionnées au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 1999.

Une provision pour coûts relatifs à l'introduction de la monnaie fiduciaire euro début 2002 a été constituée au 31 décembre 1999. Elle correspond, conformément à l'avis du CNC, aux surcoûts qui ont une nature de charge et qui seront engagés, au titre de ce projet, sur la période 2000 à 2002.

Le règlement 99-06 du Comité de la réglementation bancaire a défini les ressources du fonds de garantie des dépôts. Elles sont constituées de certificats d'association souscrits par chaque établissement, et de cotisations annuelles. Le règlement 99-08 du Comité de la réglementation bancaire a fixé le montant global des cotisations dont le versement sera appelé auprès de la place au cours de la période 1999 à 2002. La moitié de ces cotisations peut être versée sous la forme d'un dépôt de garantie. Les certificats d'association et les dépôts de garantie sont classés au bilan parmi les débiteurs divers. Les cotisations annuelles sont enregistrées en charges exceptionnelles, et l'ensemble des cotisations dont le versement par les sociétés du Groupe interviendra au cours des exercices 2000 à 2002 a fait l'objet d'une provision pour risques et charges.

Le 19 janvier 2000, the *High Risk Opportunities Hub Fund Ltd*, un fonds à risque (*hedge fund*) actuellement en liquidation et représenté par ses liquidateurs, a intenté une action en justice contre la Société Générale (ainsi que contre une autre banque) devant la *Supreme Court* de l'état de New York. Le demandeur réclame des dommages-intérêts d'un montant minimum d'un milliard de dollars pour préjudice direct et indirect, résultant de sa mise en liquidation, en alléguant que celle-ci serait imputable à une non-exécution de contrats relatifs à des opérations de change à terme USD/RUR sans livraison. La Société Générale considère que cette allégation n'est pas fondée. Une provision pour risques et charges figure à titre prudentiel dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 1999.

Les procès en nom collectif engagés aux États-Unis contre la Société Générale et six autres banques françaises, relatifs aux avoirs spoliés en France sous l'Occupation, du fait de la législation antisémite, ne connaîtront pas d'issue avant juin 2000. Les banques ont demandé au juge américain de rejeter ces actions, au motif notamment que la question générale de la

spoliation des juifs de France faisait l'objet d'un examen d'ensemble dans le cadre d'une Mission confiée par le gouvernement français, présidée par M. Mattéoli.

Cette Mission doit rendre son rapport final dans les prochaines semaines. Les recherches menées par la Société Générale dans ce contexte ont permis d'établir que la banque ne détenait pas d'avoirs spoliés.

FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

Conformément aux règlements 90-02 et 92-05 du Comité de la réglementation bancaire, afin de couvrir des risques non spécifiques, il a été constitué en 1993 un Fonds pour risques bancaires généraux, par reclassement, après déduction de la fiscalité latente, des provisions pour risques pays ayant un caractère général. Ce fonds a fait l'objet d'une dotation complémentaire en 1996. Le montant des impôts latents afférents est actualisé, à chaque clôture, en fonction de l'assujettissement à l'impôt des montants inscrits dans ce fonds.

ACTIONS DE PRÉFÉRENCE

Au cours du second semestre 1997, 800 millions de dollars américains d'actions de préférence ont été émises *via* une filiale américaine contrôlée à 100 % par la Société Générale. Ces actions dénuées de droit de vote sont assorties d'une rémunération non cumulative de 7,64 % de leur nominal, payable semestriellement sur décision du Conseil d'administration de la filiale et qui est enregistrée en charges d'intérêts sous la rubrique *Rémunérations versées sur actions de préférence*. Les actions de préférence sont classées dans les fonds propres de première catégorie pour la détermination des ratios prudentiels du Groupe.

À noter qu'au cours du 1^{er} semestre 2000, 500 millions d'euros d'actions de préférence ont été émises via une filiale américaine contrôlée à 100 % par la Société Générale (rémunération non cumulative de 7,875 % payable annuellement) avec clause de "step-up" au bout de dix ans.

ACTIONS SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DÉTENUES PAR LE GROUPE

Les actions Société Générale détenues par certaines sociétés du Groupe à des fins d'autocontrôle ou dans le cadre d'une gestion active des fonds propres sont immobilisées et portées en minoration du capital et des réserves pour la détermination des capitaux propres.

Les actions Société Générale détenues en vue de leur attribution aux salariés sont inscrites en actions propres à l'actif du bilan.

Les actions Société Générale détenues dans le cadre d'une régularisation de cours ou d'opérations d'arbitrage sur indice CAC 40 sont présentées parmi les titres de transaction.

OPÉRATIONS EN DEVISES

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultats. Conformément au règlement 89-01 du Comité de la réglementation bancaire, les opérations de change à terme dites "sèches" ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les positions de change au comptant et les autres opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultats. Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes au sens de l'article 9 du présent règlement, sont parallèlement rapportés au compte de résultats de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

OPÉRATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements 88-02 et 92-04 du Comité de la réglementation bancaire et de l'instruction 88-01 de la Commission bancaire. Les engagements nominaux sur les instruments financiers à terme sont présentés sous une ligne unique au hors bilan ; ce montant représente le volume des opérations en cours ; il ne reflète ni le risque de marché ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférents à ces instruments.

Opérations de couverture

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en *Résultat net des opérations financières*, dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultats. Ils sont inscrits en *Résultat net sur opérations financières* dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*.

Opérations de marché

Les opérations de marché incluent d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, d'autre part, des instruments (tels que les dérivés de crédit, options complexes...) qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture, éventuellement corrigée d'une décote prudentielle :

- pour les opérations de gré à gré, la valeur de marché tient compte des risques de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs ;
- dans le cas des opérations traitées sur des marchés moins liquides (car récents ou plus spécialisés), la valeur de marché fait l'objet d'une correction au titre de la moindre liquidité des instruments en question ;
- l'évaluation des produits complexes intégrant plusieurs instruments est effectuée selon la méthode jugée la plus prudente entre l'évaluation du produit synthétique et l'évaluation distincte de chacune de ses composantes.

Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultats en *Résultat net des opérations financières*.

Les pertes ou profits relatifs à certains contrats conclus dans le cadre, notamment, des activités de trésorerie gérées par la salle des marchés afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt, sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *pro rata temporis*, selon la nature de l'instrument. En fin d'exercice, les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques dont la contrepartie est enregistrée en *Résultat net des opérations financières*.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique *Frais de personnel* comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Les options de souscription ou d'attribution d'actions consenties aux salariés font l'objet d'une provision pour risques et charges en date d'arrêté déterminée en fonction de la valorisation des titres sous-jacents.

CHARGE FISCALE

Impôts courants

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,3 % ; toutefois, les plus-values à long terme sur titres de

participation sont imposées à 19 %. Par ailleurs, les sociétés françaises sont soumises, sur la base de l'impôt dû avant imputation des crédits d'impôt, à une contribution égale à 10 % instaurée en 1995 et une contribution additionnelle à caractère temporaire de 15 % instaurée en 1997 et ramenée à 10 % en 1999. En outre, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 10 % sont pour l'essentiel exonérés au titre du régime des sociétés mères et filiales.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuille-titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique *Charge fiscale* du compte de résultats.

Impôts différés

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé. C'est ainsi que les différentes contributions instaurées à partir de 1995 ont donné lieu à actualisation du stock d'impôt différé des sociétés françaises.

Les calculs d'impôts différés sont effectués au niveau de chaque entité fiscale.

ENGAGEMENTS POUR RETRAITES, INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE ET AVANTAGES SOCIAUX ASSIMILÉS

• En 1993, les établissements de crédit du Groupe ont adhéré avec l'ensemble de la profession bancaire aux organismes de retraite nationaux Agirc et Arrco, dont les régimes fonctionnent par répartition. Dorénavant, seul reste assuré par les Caisses de retraites des salariés de ces établissements un régime de retraite désormais fermé et ne comportant que des droits acquis au titre du passé. Les engagements des Caisses de retraites des salariés de ces établissements au titre de ces droits ont fait l'objet d'estimations actuarielles, en fonction des conditions connues à ce jour. Les simulations effectuées montrent que les réserves financières des Caisses de retraites des salariés ou les provisions constituées sont suffisantes pour faire face aux engagements de retraite.

• Par ailleurs, un certain nombre de sociétés versent des indemnités de départ en retraite en fonction de l'ancienneté des salariés, des primes pour l'attribution des médailles du travail ainsi que certaines pensions surcomplémentaires. Les engagements correspondant aux services rendus au titre de ces différents régimes qui s'élèvent au 31 décembre 1999 à 1001 millions d'euros sont intégralement couverts.

NOTE 2

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend 428 sociétés au 31 décembre 1999 :

- 368 sociétés intégrées globalement,
- 60 sociétés mises en équivalence.

La société Coprim, détenue à hauteur de 40,02 %, n'a pas été incluse dans le périmètre de consolidation, le groupe Société Générale n'exerçant pas sur cette société une influence notable mais assurant seulement à son égard le rôle d'un partenaire purement financier. Les actifs détenus par le groupe sur Coprim ont été raisonnablement évalués au 31 décembre 1999.

Les principales variations de périmètre concernent les sociétés suivantes :

- au 31 décembre 1999, Asia Credit plc précédemment consolidée par intégration globale, est mise en équivalence, le Groupe ayant ramené sa participation à 36 % ;
- en 1999, le Groupe a pris le contrôle des sociétés Banca Romana Pentru Dezvoltare (Roumanie), BFV SG (Madagascar) et Expressbank (Bulgarie) à hauteur de respectivement 51 %, 70 % et 98%.

Ces sociétés sont consolidées par intégration globale au 31 décembre 1999.

- Fin 1999, le Groupe a cédé sa participation dans SGAM Corporation, société consolidée par intégration globale au 31 décembre 1998.
- Fin 1999, la Société Générale a cédé 10% de sa participation dans le Crédit du Nord au Crédit Local de France, filiale de Dexia.

NOTE 3

EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE,
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999				1998			
	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total
Portefeuille de transaction	14 868	38 161	24 629	77 658	14 130	27 882	21 936	63 948
Portefeuille de placement :								
Montant brut	6 692	2 464	12 260	21 416	6 494	760	8 456	15 710
Provisions	(23)	(87)	(114)	(224)	(34)	(53)	(49)	(136)
Montant net	6 669	2 377 ⁽¹⁾	12 146	21 192	6 460	707	8 407	15 574
Portefeuille d'investissement :								
Montant brut	9 819	-	20 629	30 448	9 869	-	23 492	33 361
Provisions	-	-	(20)	(20)	-	-	(39)	(39)
Montant net	9 819	-	20 609	30 428	9 869	-	23 453	33 322
Créances rattachées	306	32	553	891	269	28	564	861
Total	31 662	40 570	57 937	130 169	30 728	28 617	54 360	113 705

(1) dont actions propres détenues dans le but d'une attribution aux salariés : 193,6 millions d'euros.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES TITRES

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999	1998
Valeur estimée des titres de placement :		
Plus-values latentes *	168	328
Résultat latent du portefeuille d'investissement	(243)	262
Montants des primes et décotes afférentes aux titres de placement et d'investissement	(204)	(122)
Titres ayant fait l'objet d'un changement de catégorie au cours de l'exercice :		
Titres de transaction reclassés en titres de placement	842	356
Titres reclassés en titres d'investissement	13	3 803
Titres d'investissement reclassés en portefeuille de placement	3 369	-
Titres d'investissement cédés avant l'échéance	4 088	206
Parts d'OPCVM détenues :		
OPCVM français	1 523	147
OPCVM étrangers	1 799	979
dont OPCVM de capitalisation	371	73
Montants des titres cotés	104 621	75 979
Montants des titres subordonnés	173	136
Montants des titres prêtés	13 092	9 626

* Ces montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés, le cas échéant, en couverture des titres de placement.

NOTE 4**CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Comptes et prêts		
Comptes ordinaires	4 684	8 562
Prêts et comptes au jour le jour	661	509
Prêts et comptes à terme	11 023	17 624
Prêts subordonnés et participatifs	276	9
Valeurs reçues en pension au jour le jour	5	8
Valeurs reçues en pension à terme	50	1 166
Créances rattachées	444	640
Total brut	17 143	28 518
Provisions pour dépréciation	(298)	(291)
Total net	16 845	28 227
Titres reçus en pension	38 353	38 196
Total	55 198	66 423

NOTE 5**CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Créances commerciales	3 707	4 469
Autres concours à la clientèle ⁽¹⁾ :		
Crédits de trésorerie	40 596	41 872
Crédits à l'exportation	4 796	4 867
Crédits d'équipement	18 006	16 620
Crédits à l'habitat	27 753	25 592
Autres crédits à la clientèle	20 729	17 499
Sous-total	111 880	106 450
Comptes ordinaires débiteurs	10 841	9 711
Créances rattachées	829	992
Total brut	127 257	121 622
Provisions pour dépréciation	(5 395)	(5 326)
Total net	121 862	116 296
Valeurs reçues en pension	276	300
Titres reçus en pension	21 504	18 125
Total	143 642	134 721
<i>(1) Autres concours à la clientèle par catégorie de clientèle :</i>	<i>1999</i>	<i>1998</i>
<i>Clientèle non financière</i>		
• Entreprises	60 568	59 565
• Particuliers	33 097	28 291
• Collectivités locales	4 369	5 202
• Professions libérales	4 354	4 071
• Gouvernements et administrations centrales	1 543	1 300
• Autres	4 485	5 674
<i>Clientèle financière</i>	<i>3 464</i>	<i>2 347</i>
Total	111 880	106 450

NOTE 6**OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Crédit-bail immobilier	4 057	4 006
Crédit-bail mobilier	3 795	3 613
Location avec option d'achat et assimilée	2 516	2 199
Créances rattachées	159	123
Total brut	10 527	9 941
Provisions pour dépréciation	(130)	(154)
Total net	10 397	9 787

NOTE 7**TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES NON CONSOLIDÉES***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999
Principales entreprises ⁽¹⁾	
0 à 5 %	2 635
AGF, Air Liquide, Alcatel, Altadis, Banca Intesa, CGU Plc, Edison, Lafarge, Dexia, Michelin B, Peugeot SA, Carrefour, SAP AG, Sodexho, Total, Vivendi, Crédit Lyonnais	
5 à 10 %	136
SFL Sommer-Allibert	
10 à 20 %	227
Géodis, Crédit Logement	
Sous-total	2 998
Autres	1 036
Montant brut	4 034
Provisions pour dépréciation	(261)
Montant net ⁽²⁾	3 773

*(1) Participations supérieures à 30 millions d'euros.**(2) Dont pour les sociétés cotées : valeur nette comptable = 3 060,7 millions d'euros ; valeur boursière = 5 162,2 millions d'euros.***NOTE 8****IMMOBILISATIONS***(en millions d'euros)*

	Valeur brute 31.12.98	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31.12.99	Amortissements et provisions cumulés 31.12.99	Valeur nette 31.12.99
Immobilisations d'exploitation							
<i>Immobilisations incorporelles</i>							
Frais d'établissement	13	4	-	(1)	16	(9)	7
Logiciels, frais d'études informatiques	464	84	(6)	28	570	(366)	204
Autres	174	61	(1)	(42)	192	(15)	177
Sous-total	651	149	(7)	(15)	778	(390)	388
<i>Immobilisations corporelles</i>							
Terrains et constructions	2 130	33	(83)	194	2 274	(431)	1 843
Autres	2 178	286	(69)	(42)	2 353	(1 346)	1 007
Sous-total	4 308	319	(152)	152	4 627	(1 777)	2 850
Immobilisations hors exploitation ⁽¹⁾							
<i>Immobilisations corporelles</i>							
Terrains et constructions	1 442	15	(671)	(1)	785	(167)	618
Total immobilisations	6 401	483	(830) ⁽³⁾	136 ⁽²⁾	6 190	(2 334)	3 856

*(1) N'incluent pas le portefeuille immobilier patrimonial détenu par les sociétés de financement spécialisé.**(2) L'entrée de la Banca Romana Pentru Devzvoltare dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 1999 a une incidence de 227 millions d'euros sur la valeur brute des immobilisations du Groupe.**(3) En 1999, la Société Générale a procédé à la cession de certains actifs patrimoniaux en particulier l'ensemble Edouard VII dont la vente en l'état d'achèvement avait été signée en 1997.*

NOTE 9**ÉCARTS D'ACQUISITION***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999			1998		
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net
Écarts d'acquisition actif						
SG Hambros et Rüegg	96	(17)	79	89	(7)	82
Groupe Crédit du Nord	60	(19)	41	59	(15)	44
Sogébaïl	28	(25)	3	28	(25)	3
SG Sec Asia Intl	79	(79)	-	76	(76)	-
SG Asia Credit	26	(26)	-	36	(36)	-
SG Cowen	88	(14)	74	85	(4)	81
Coutts ⁽¹⁾	67	(6)	61	67	(1)	66
Banca Romana Pentru Dezvoltare	53	(3)	50	-	-	-
Autres	188	(45)	143	120	(28)	92
Sous-total	685	(234)	451	560	(192)	368
Écart d'acquisition passif	(63)	14	(49)	(9)	9	-
Total net	622	(220)	402	551	(183)	368

(1) L'indemnité reçue au titre du contentieux sur l'acquisition de Coutts Bahamas de 7 millions de GBP a été imputée à l'écart d'acquisition de cette société.

NOTE 10**AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Autres actifs		
Débiteurs divers	10 880	7 675
Primes sur instruments conditionnels achetés	20 864	19 522
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	4 640	2 263
Autres emplois divers	1 166	450
Sous-total	37 550	299 10
Comptes de régularisation		
Charges payées ou comptabilisées d'avance	253	329
Produits à recevoir	2 589	4 153
Autres comptes de régularisation	10 806	12 077
Sous-total	13 648	16 559
Total brut	51 198	46 469
Provisions pour dépréciation	(92)	(75)
Total net	51 106	46 394

NOTE 11**DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Dettes à vue		
Dépôts et comptes ordinaires	13 352	21 792
Valeurs données en pension au jour le jour	290	-
Sous-total	13 642	21 792
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme	42 001	45 435
Valeurs données en pension à terme	841	2 470
Sous-total	42 842	47 905
Dettes rattachées	604	825
Total dettes	57 088	70 522
Titres donnés en pension	30 191	28 286
Total	87 279	98 808

NOTE 12**COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue	15 354	14 912
A terme	23 010	21 527
Sous-total	38 364	36 439
Autres dépôts clientèle à vue		
Sociétés et entrepreneurs individuels	17 244	15 732
Particuliers	16 093	13 489
Clientèle financière	4 665	4 134
Autres	2 411	3 006
Sous-total	40 413	36 361
Autres dépôts clientèle à terme		
Sociétés et entrepreneurs individuels	16 883	16 557
Particuliers	7 082	5 239
Clientèle financière	3 554	2 855
Autres	10 291	5 100
Sous-total	37 810	29 751
Dettes rattachées	841	874
Total dépôts clientèle	117 428	103 425
Valeurs données en pension à la clientèle	1 076	1 226
Titres donnés en pension à la clientèle	39 337	33 535
Total	157 841	138 186

NOTE 13**DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Bons de caisse	1 032	3 328
Emprunts obligataires	12 616	6 589
Dettes rattachées	299	484
Sous-total	13 947	10 401
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	31 406	37 323
Total	45 353	47 724

NOTE 14**AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Opérations sur titres		
Dettes sur titres empruntés	11 480	5 153
Autres dettes de titres	28 845	23 890
Sous-total	40 325	29 043
Autres passifs		
Créditeurs divers	8 189	7 814
Primes sur instruments conditionnels vendus	22 907	19 139
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	5 278	1 871
Autres opérations sur titres	47	49
Dettes rattachées	175	111
Sous-total	36 596	28 984
Comptes de régularisation		
Charges à payer	4 687	4 943
Provision pour impôts différés	546	499
Produits constatés d'avance	907	1 095
Autres comptes de régularisation	7 664	10 378
Sous-total	13 804	16 915
Total	90 725	74 942
Impôts différés nets :		
Réserve latente sur opérations de crédit-bail	291	252
Pertes sur GIE	240	224
Réserve de réestimation (Note 1)	53	64
Autres (principalement sur provisions)	(38)	79
Sous-total	546	619
Profit d'impôt afférent à la quote-part Société Générale de provision pour coûts de restructuration SG Paribas	-	(120)
Total	546	499

NOTE 15

ANALYSE PAR NATURE DU STOCK DE PROVISIONS

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999	1998
Provisions inscrites en déduction des éléments d'actifs suivants :		
Établissements de crédit	298	291
Crédits à la clientèle ⁽¹⁾	5 395	5 326
Crédit-bail	130	154
Autres	110	470
Sous-total	5 933	6 241
Provisions pour risques et charges :		
Provision générale à caractère prudentiel – risques pays (Note 1)	570	550
Provision prudentielle Asie	100	290
Engagements hors bilan avec les établissements de crédit	–	3
Engagements hors bilan avec la clientèle	278	198
Autres	1 176	1 549
Sous-total	2 124	2 590
Stock de provisions (hors titres) ⁽²⁾	8 057	8 831
Provisions sur titres	505	437
Stock global de provisions	8 562	9 268

(1) Une analyse de la couverture des risques est présentée dans le rapport de gestion et les principes de constitution des provisions sont fournis dans la partie "Gestion des Risques" du rapport financier annuel.

(2) La variation du stock de provisions s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	31.12.1998	Dotations nettes	Autres soldes du compte de résultats *	Provisions utilisées	Change et variations de périmètre	31.12.1999
Provision générale à caractère prudentiel - risques pays	550	(14)		(20)	54	570
Provisions sur risques identifiés						
Provision prudentielle Asie	290	(124)		(83)	17	100
Provisions pour risques commerciaux et autres actifs	6 442	805		(960) **	(76)	6 211
Provisions pour risques et charges ⁽³⁾	1 549	62	(406)	(74)	45	1 176
Sous-total	8 281	743	(406)	(1 117)	(14)	7 487
Total	8 831	729	(406)	(1 137)	40	8 057

* L'effet résultat des provisions pour risques (restructuration, MUE, retraites...) est enregistré par nature dans les soldes du compte de résultats.

** Intègre 341 millions d'euros de reprises de provisions utilisées dans le cadre des cessions d'actifs patrimoniaux.

(3) Le stock de provisions pour risques et charges et les autres provisions pour risques et charges intégraient au 31 décembre 1998 une provision de 518,3 millions d'euros correspondant à la quote-part Société Générale des coûts de restructuration de l'opération SG Paribas. Cette provision est intégralement reprise en 1999.

NOTE 16**DETTES SUBORDONNÉES***(en millions d'euros au 31 décembre)*

Devises d'émission	En cours	2000	2001	2002	2003	2004	Au-delà de 2004	Indéterminé
Titres subordonnés								
Euros	4 764	229	587		335	471	2 822	320
Dollar US	2 810			209	299		1 349	953
Livre sterling	322							322
Autres devises	382						97	285
Sous-total	8 278	229	587	209	634	471	4 268	1 880
Dettes subordonnées à terme								
Euros	37		34			2	1	
Dollar US	29							29
Livre sterling								
Autres devises	32						29	3
Sous-total	98	-	34	-	-	2	30	32
Dettes rattachées	176							176
Total	8 552	229	621	209	634	473	4 298	2 088

NOTE 17**ENGAGEMENTS DONNÉS***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Engagements de financement		
en faveur d'établissements de crédit	4 360	6 257
en faveur de la clientèle	81 502	73 152
Total	85 862	79 409
Engagements de garantie		
d'ordre d'établissements de crédit	5 480	2 536
d'ordre de la clientèle	30 345	29 306
Total	35 825	31 842

NOTE 18

ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

(en millions d'euros au 31 décembre)

	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	1999	Total 1998
Opérations fermes				
Opérations sur marchés organisés				
- contrats à terme de taux d'intérêt	593 662	12 885	606 547	480 857
- contrats à terme de change	-	34	34	1 127
- autres contrats à terme	46 340	593	46 933	22 740
Opérations de gré à gré				
- swaps de taux d'intérêt	2 273 627	85 366	2 358 993	1 841 006
- swaps financiers de devises	47 100	6 647	53 747	46 109
- FRA	513 966	11 576	525 542	379 861
- autres	16 706	456	17 162	7 894
Opérations conditionnelles				
- options de taux d'intérêt	815 668	4 424	820 092	521 963
- options de change	44 087	115	44 202	69 740
- options sur actions et indices	206 629	199 344	405 973	153 868
- autres options	20 504	-	20 504	18 578
Total	4 578 289	321 440	4 899 729	3 543 743

Équivalent risque de crédit (en millions d'euros)

L'équivalent risque de crédit de ces opérations, déterminé conformément aux méthodes préconisées par le Comité de Bâle pour le calcul du ratio de solvabilité international, s'élève par contrepartie au 31 décembre 1999 à :

- Gouvernements et banques centrales OCDE	211
- Établissements de crédit et administrations locales OCDE	13 830
- Clientèle	6 193
- Établissements de crédit et banques centrales hors OCDE	346
Total (après prise en compte des accords de netting)	20 580

Les accords de compensation ont réduit l'équivalent risque de crédit de 42 421 millions d'euros au 31 décembre 1999.

Durées restant à courir

(en millions d'euros)	1999		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans
- swaps de taux d'intérêt	1 139 886	1 002 137	216 970
- swaps financiers de devises	17 841	24 315	11 591
- contrats à terme de taux d'intérêt	1 006 630	94 097	31 362
- contrats à terme de change	30	-	4
- autres instruments fermes	54 520	5 644	3 931
- options de taux d'intérêt	281 677	477 786	60 629
- options de change	40 670	3 509	23
- autres options	353 846	70 267	2 364
Total	2 895 100	1 677 755	326 874

NOTE 19

OPÉRATIONS EN DEVISES

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999				1998			
	Actif	Passif	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif	Passif	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	199 915	201 414	61 068	62 546	156 401	155 215	70 698	68 458
USD	132 352	135 551	127 608	125 587	129 157	137 270	112 468	111 239
GBP	23 043	22 789	17 074	16 566	21 736	22 980	14 407	12 465
JPY	14 338	12 831	22 109	19 417	14 980	11 380	19 111	19 653
Autres devises	36 893	33 956	43 854	45 351	61 259	56 688	82 857	88 292
Total	406 541	406 541	271 713	269 467	383 533	383 533	299 541	300 107

NOTE 20**PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS SUR OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les établissements de crédit	2 260	4 643
Reports/déports (montant net)	(50)	35
Total produits	2 210	4 678
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les établissements de crédit	(3 831)	(5531)
Total charges	(3 831)	(5531)
Titres et valeurs reçus en pension	3 220	3 671
Titres et valeurs donnés en pension	(4 230)	(4952)
Produits nets d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit	(2 631)	(2134)

NOTE 21**PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Créances commerciales	298	427
Autres concours à la clientèle :		
– crédits de trésorerie	2 723	3 169
– crédits à l'exportation	553	360
– crédits d'équipement	975	1 020
– crédits à l'habitat	1 738	1 832
– autres crédits à la clientèle	885	914
Sous-total	6 874	7 295
Comptes ordinaires débiteurs	757	779
Reports/déports (montant net)	61	21
Total produits	7 990	8 522
Comptes d'épargne à régime spécial	(1 387)	(1442)
Autres dettes envers la clientèle	(2 333)	(2715)
Total charges	(3 720)	(4157)
Titres et valeurs reçus en pension	937	1 161
Titres et valeurs donnés en pension	(1 621)	(1982)
Produits nets d'intérêts sur opérations avec la clientèle	3 586	3 544

NOTE 22**PRODUITS NETS SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Crédit-bail immobilier	247	309
Crédit-bail mobilier	279	262
Location avec option d'achat et assimilée	158	141
Total net	684	712

NOTE 23**REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable	114	48
Dividendes sur titres de participation et de filiales non consolidées	131	172
Total	245	220 *

* Les dividendes perçus sur portefeuille de trading ont été reclassés en résultats sur opérations financières conformément à la présentation adoptée à partir de l'exercice 1999.

NOTE 24**PRODUITS NETS DES COMMISSIONS***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Produits de commissions sur :		
Opérations avec les établissements de crédit	41	45
Opérations avec la clientèle	790	624
Opérations sur titres	1 480	1 254
Opérations sur marchés primaires	556	426
Opérations de change et sur instruments financiers	295	288
Engagements de financement et de garantie	341	331
Prestations de services et autres	1 236	972
Sous-total	4 739	3 940
Charges de commissions sur :		
Opérations avec les établissements de crédit	(69)	(69)
Opérations sur titres	(381)	(273)
Opérations de change et sur instruments financiers	(270)	(310)
Engagements de financement et de garantie	(55)	(51)
Autres	(156)	(146)
Sous-total	(931)	(849)
Total net ⁽¹⁾	3 808	3 091

(1) Par nature, le produit net de commissions se décompose comme suit :

	1999	1998
- services bancaires et conseil	1 587	1 220
- engagements par signature	282	281
- émissions	182	209
- gestion d'actifs et assurance vie	905	780
- courtage	809	566
- divers	43	35

NOTE 25**RÉSULTAT NET SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Résultat net des opérations sur titres de transaction	45	551
Résultat sur instruments financiers à terme	3 586	240
Résultat net des opérations de change	(1 057)	572
Sous-total ⁽¹⁾	2 574	1 363
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession	189	163
Moins-values de cession	(55)	(113)
Reprise nette de provisions	(114)	(11)
Sous-total	20	39
Total net	2 594	1 402

(1) Les opérations étant enregistrées par nature et non par destination, leurs résultats doivent être appréhendés globalement. Par ailleurs, il convient de noter que ces résultats n'intègrent ni le coût du refinancement des opérations financières, ni les coupons perçus sur les titres de transaction qui sont classés en produits nets d'intérêts.

En revanche, ils incluent les résultats des opérations de macro couverture réalisées dans le cadre de la gestion Actif/Passif ainsi que la marge commerciale dégagée soit sur les produits structurés intégrant des instruments financiers à terme, soit sur la distribution de produits complexes.

NOTE 26**FRAIS DE PERSONNEL***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Rémunérations du personnel ⁽¹⁾	3 392	2 775
Autres charges sociales et fiscales sur rémunérations ⁽¹⁾	1 216	1 068
Participation, intéressement et abondement ⁽²⁾	152	129
Total	4 760	3 972
Effectifs	64 660	58 600
– France	44 640	43 950
– Étranger ⁽³⁾	20 020	14 650

(1) Dont 1 112 millions d'euros au 31 décembre 1999 au titre de la rémunération variable (634 millions d'euros au 31 décembre 1998)

(2) Décomposition de la charge sur les cinq derniers exercices :

<i>en millions d'euros</i>	1999	1998	1997	1996	1995
<i>Société Générale</i>					
Participation	5	2	13	0	0
Intéressement	41	40	39	35	34
Abondement	54	56	46	43	31
Sous-total	100	98	98	78	65
<i>Filiales</i>					
	52	31	36	15	8
Total	152	129	134	93	73

(3) Dont effectif des sociétés acquises en 1999 : 6 318

NOTE 27**DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES ET HORS BILAN***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Dotations nettes aux provisions sur risques identifiés		
– Provisions sur risques identifiés	(743)	(1470)
– Pertes non couvertes par provisions et récupérations sur créances amorties	(44)	(3)
Sous total ⁽¹⁾	(787)	(1473)
Dotations nettes aux provisions générales – Risques pays	14	(198)
Dotations nettes aux provisions sur créances et hors bilan ⁽²⁾	(773)	(1671)

(1) Dont risques sur débiteurs Asie G5.

Dont risques sur débiteurs russes.

(2) Dont intérêts impayés intégralement provisionnés.

124 (549)

20 (292)

(72) (97)

NOTE 28

RÉSULTAT NET SUR IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999	1998
Titres d'investissement		
(Moins-values) plus-values nettes de cession	(33)	10
Dotations nettes aux provisions	18	5
Sous-total	(15)	15
Titres de participation et de filiales non consolidées		
Plus-values de cession	859	687
Moins-values de cession	(42)	(20)
Dotations nettes aux provisions	3	(16)
Sous-total	820	651
Total net	805	666

NOTE 29

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros au 31 décembre)

	% contrôle	Activité	Total bilan retraité	Montant de la participation mise en équivalence	Quote-part du Groupe dans le résultat, après impôt		
					1999	1998	Variation
Sociétés non financières							
Assurance							
Sogécap	100,00	Assurances	27 530	539	95	70	25
Généras	100,00	Assurances	214	132	20	17	3
Sogessur (ex-Finanska)	65,00	Assurances	24	5	(11)	(8)	(3)
Génécar	100,00	Assurances	15	9	9	7	2
Informatique							
ECS	100,00	Location-vente de matériel informatique	525	42	8	5	3
Promotion immobilière							
Sogéprom	100,00	Promotion immobilière	139	58	14	7	7
Autres							
Sifa	47,07	Société de portefeuille	128	101	4	4	-
Soginnove	100,00	Financement de l'innovation	26	25	4	2	2
SG Énergie	100,00	Négoce pétrole	191	8	5	-	5
Temsys	100,00	Location de véhicules	365	11	3	2	1
Autres	-		-	22	-	2	(2)
Sous-total				952	151	108	43
Sociétés financières							
Fiditalia Spa (ex-Creditfiditalia)	50,00	Financements spécialisés	1 776	46	9	7	2
SGMB	48,90	Banque	1 699	101	15	12	3
SGB Cameroun	43,42	Banque	363	12	4	9	(5)
ACL ⁽¹⁾	36,05	Banque	829	-	(15)	-	(15)
Sogeko	39,64	Banque	1 956	12	10	(69)	79
Intersogé	100,00	Société financière	22	20	1	-	1
SGB Côte-d'Ivoire	47,36	Banque	692	30	4	2	2
Autres	-		-	92	6	10	(4)
Sous-total				313	34	(29)	63
Total				1 265	185	79	106

(1) Asia Credit Limited est consolidée par mise en équivalence à compter du 31 décembre 1999 suite à la dilution du Groupe dans la société.

NOTE 30**RÉSULTAT EXCEPTIONNEL***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Produits exceptionnels	151	209
Charges exceptionnelles	(266)	(141)
Total (net)	(115)	68

Résultat exceptionnel par nature

- Plus-values relatives à la cession de filiales En 1999, Crédit du Nord : 88 millions d'euros; SGAM Corp : 17 millions d'euros ; Banque de Tunisie : 14 millions d'euros. En 1998, SG2 : 84 millions d'euros; CIB : 50 millions d'euros ; Allium : 32 millions d'euros.	123	176
- Dotations nettes aux provisions pour coûts de restructuration	(115)	(61)
- Provisionnement des coûts liés au passage à la monnaie unique européenne et coûts afférents au passage à l'an 2000 (Note 1)	(94)	(41)
- Provisionnement des cotisations au fonds de garantie des dépôts et des titres (Note 1)	(57)	
- Plus-values sur cession d'immeuble d'exploitation	18	7
- Autres	10	(13)

NOTE 31**CHARGE FISCALE***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Charge fiscale courante	(1 082)	(350)
Charge fiscale différée	9	(152)
Total ⁽¹⁾	(1 073)	(502)

(1) La réconciliation entre le taux d'impôt normatif et le taux d'impôt effectif du Groupe s'analyse comme suit au 31 décembre 1999 :

<i>Résultat avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence</i>	2 997
<i>Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant les majorations d'impôt de 20%)</i>	40 %
<i>Différences permanentes</i>	- 1,1 %
<i>Différentiel sur éléments imposés à taux réduit</i>	- 3,7 %
<i>Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger</i>	- 1,3 %
<i>Effet des pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires</i>	1,9 %
<i>Taux effectif Groupe</i>	35,8 %

NOTE 32**COÛTS DE RESTRUCTURATION DU PROJET SG PARIBAS***(en millions d'euros au 31 décembre)*

	1999	1998
Provision pour coûts de restructuration ⁽¹⁾	518	(518)
Charge fiscale différée	(120)	120
Sous-total	398	(398)
Coûts liés à l'opération SG Paribas	(93)	-
Profit d'impôt	37	-
Sous-total	(56)	-
Total (net)	342	(398)

(1) Cette provision correspondait à une estimation de la quote-part Société Générale dans les coûts de restructuration ayant une nature de charges de l'ensemble SG Paribas.

NOTE 33

DÉCOMPOSITION DU PRODUIT NET BANCAIRE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE *

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999						Total
	France	Europe	Amérique	Asie	Afrique	Océanie	
Produits nets d'intérêts et assimilés ⁽¹⁾	2 831	500	766	113	117	25	4 352
Produits nets de commissions	2 380	447	704	201	41	35	3 808
Résultat net sur opérations financières	2 014	390	120	47	6	17	2 594
Autres produits nets d'exploitation	312	15	8	1	2	(1)	337
Produit net bancaire	7 537	1 352	1 598	362	166	76	11 091

(1) Incluant les revenus des titres à revenu variable ainsi que les produits nets des opérations de crédit-bail et de location.

* Définie en fonction de la localisation des entités dans lesquelles sont comptabilisés les résultats.

NOTE 34

DÉCOMPOSITION DU RÉSULTAT NET PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

(en millions d'euros au 31 décembre)

	Banque de détail		Gestion d'actifs		Banque de Financement et d'Investissement		Gestion propre et autres		Groupe	
	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998
Produit net bancaire	5 594	5 243	658	532	4 827	3 435	12	28	11 091	9 238
Frais de gestion	(4 110)	(3 913)	(382)	(286)	(3 386)	(2 486)	(133)	(104)	(8 011)	(6 789)
Résultat brut d'exploitation	1 484	1 330	276	246	1 441	949	(121)	(76)	3 080	2 449
Dotations aux provisions	(353)	(310)	0	(3)	(369)	(1 155)	(65)	(5)	(787)	(1 473)
Résultat sur immobilisations financières	0	0	0	0	7	54	798	612	805	666
Résultat des sociétés mises en équivalence	157	121	0	0	15	(62)	13	20	185	79
Résultat courant avant impôt	1 288	1 141	276	243	1 094	(214)	625	551	3 283	1 721
Dotations nettes aux provisions générales	0	0	0	0	0	0	14	(198)	14	(198)
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0	(115)	68	(115)	68
Amortissement des survaleurs	0	0	0	0	0	0	(37)	(61)	(37)	(61)
Charge fiscale	(412)	(384)	(101)	(92)	(389)	55	(171)	(81)	(1 073)	(502)
Résultat net (avant incidence de l'opération SG Paribas)	876	757	175	151	705	(159)	316	279	2 072	1 028
Intérêts minoritaires	44	32	0	0	24	(92)	24	15	92	(45)
Résultat net part du Groupe (avant incidence de l'opération SG Paribas)	832	725	175	151	681	(67)	292	264	1 980	1 073
Incidence de l'opération SG Paribas									342	(398)
Résultat net part du Groupe (après incidence de l'opération SG Paribas)	832	725	175	151	681	(67)	292	264	2 322	675

Les principes et méthodologie de détermination des résultats par pôle d'activité sont détaillés dans le rapport de gestion.

NOTE 35

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

(au 31 décembre)

	Pays	Méthode	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			1999	1998	1999	1998
France						
Banques						
Calif	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génébanque	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG de Banque aux Antilles	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Calédonienne de Banque	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Banque de Polynésie	France	IG	80,00	80,00	80,00	80,00
Barep	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogénal ⁽¹⁾	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit du Nord ⁽¹⁾	France	IG	90,00	100,00	90,00	100,00
Sociétés financières						
Barep Gestion	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SGOP	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SGAM Finance	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
IEC	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Asset Management	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SGFAM France ⁽³⁾	France	IG	-	100,00	-	100,00
SG Structured Asset Management ⁽²⁾	France	IG	99,99	-	99,99	-
Financements spécialisés						
Airbail	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogexter	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Bull Finance	France	IG	51,35	51,35	51,35	51,35
Franfinance	France	IG	99,99	99,99	99,99	99,99
Sofinabail	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Franfinance Location (ex-Franfinance Bail)	France	IG	99,99	99,99	100,00	100,00
Diebold Computer Leasing	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
DC2L	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogéfinerg	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génécal	France	IG	64,14	66,15	64,14	64,23
Solocvi	France	IG	60,00	60,00	60,00	60,00
Sofinauto	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sofrafi	France	IG	60,00	60,00	60,00	60,00
Cofranteg	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génécomi	France	IG	72,43	72,43	72,43	72,43
Sogéfimur	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Compagnie Générale de Location d'Equipements ⁽¹⁾	France	IG	84,57	84,57	84,57	84,57
Sogéfinancement	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SCP Clémence ⁽²⁾	France	IG	90,00	-	90,00	-
SCP Philibert ⁽²⁾	France	IG	90,00	-	90,00	-
SCP Cygne ⁽²⁾	France	IG	90,00	-	90,00	-
SCP de la Prose ⁽²⁾	France	IG	90,00	-	90,00	-
SCP Muscade ⁽²⁾	France	IG	90,00	-	90,00	-
SCP Salomé ⁽²⁾	France	IG	100,00	-	100,00	-
FCC ELEC ⁽²⁾	France	IG	100,00	-	100,00	-
Sogelease France ⁽²⁾	France	IG	100,00	-	100,00	-
Fenwick Financement	France	ME	49,41	49,41	49,41	49,41
Temsys ⁽¹⁾	France	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de portefeuille						
Sogéplus	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Aurelec	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Cargest	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Cofragir	France	IG	50,01	50,01	50,01	50,01
Généfitec	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SCI Foncière Défense	France	IG	99,99	99,99	100,00	100,00
Sté Rue Edouard-VII	France	IG	99,91	99,91	99,91	99,91
SGOP Holding	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

(au 31 décembre)

	Pays	Méthode	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle		
			1999	1998	1999	1998	
			IG : intégration globale				
			ME : mise en équivalence				
Ezépart ⁽³⁾	France	IG	-	100,00	-	100,00	
Finareg	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Fonvalor	France	IG	50,01	50,01	50,01	50,01	
Finecorp	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Généplus	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Geforpat	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Libécap	France	IG	100,00	50,01	100,00	50,01	
Géné Act 1	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Sivalparts	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Patriges Villiers	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Sogéparts	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Généval	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Promopart ⁽³⁾	France	IG	-	100,00	-	100,00	
Geninfo	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
SG Capital Développement	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Généfinance	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Salvépar	France	IG	51,42	51,42	51,42	51,42	
Valminco	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Vouric	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Généinvestissement	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Sogéfim	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
SHTV Holding	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Sifa	France	ME	47,07	47,07	47,07	47,07	
Soginnove	France	ME	100,00	100,00	100,00	100,00	
Sociétés de courtage							
SG Euro CT	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
SG Securities Paris (ex-SGE Delahaye)	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Delahaye Générale Options	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Fimat SNC	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Fimat Banque	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Fimatex ⁽²⁾	France	IG	100,00	-	100,00	-	
SG Énergie ⁽¹⁾	France	ME	100,00	100,00	100,00	100,00	
Sociétés foncières et de financement immobilier							
Alorfim	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
SA Antin IV	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Sogébaïl	France	IG	57,57	56,45	65,09	55,93	
Génécommerce	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Société Foncière Les Miroirs (ex-Géninfo)	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Généfim	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
SIFP	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Financière Michelet	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
SFCC	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Mandilac SARL	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Siclop ⁽³⁾	France	IG	-	100,00	-	100,00	
Odiprom ⁽³⁾	France	IG	-	100,00	-	100,00	
SCA Paris-Trocadéro	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Patriges Le Levant	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Patriges Le Cardinet	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Paris Espace Activités	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Patriges Grace Church	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Partifa	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Paris Espace Hôtel	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Patriges Cap d'Ail	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Crédit Immobilier Général	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Généfimmo	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00	
Sté 5, bd de la Madeleine ⁽³⁾	France	IG	-	100,00	-	100,00	
SCI Le Fleurus ⁽³⁾	France	ME	-	100,00	-	100,00	
Sogéprom	France	ME	100,00	100,00	100,00	100,00	
SI Noailles Immobilière	France	ME	99,97	99,97	99,97	99,97	

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

(au 31 décembre)

	Pays	Méthode	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			1999	1998	1999	1998
<small>IG : intégration globale ME : mise en équivalence</small>						
Sociétés de service						
CGA	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Parel	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Socogéfi	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogefilia	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
ECS ⁽¹⁾	France	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Immobilier d'exploitation						
Sogéfontenay	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Périval 1	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Soginfo	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SC Alicante 2000	France	IG	71,52	71,52	100,00	100,00
SC Chassagne 2000	France	IG	71,52	71,52	100,00	100,00
Eléaparts	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Périval 3	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génébail ⁽⁴⁾	France	IG	-	100,00	-	100,00
Génévalmy	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Colline Sud (ex-Fravila)	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Périval 2	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
CFM	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SCI Opéra 72	France	IG	99,99	99,99	100,00	100,00
SI 29 Haussmann	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génégis 1	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Génégis 2	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
STIP	France	IG	99,99	99,99	100,00	100,00
Valminvest	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogé Périval 4	France	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Assurances						
Sogécap	France	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Génécar	France	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogessur (ex-Finanska)	France	ME	65,00	65,00	65,00	65,00
EUROPE						
Banques						
SG Vostok	Russie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Société Générale Cyprus Ltd	Chypre	IG	51,00	51,00	51,00	51,00
SG Banka	République tchèque	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Ukraine	Ukraine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Banca Ljubljana	Slovénie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Hambros Bank Limited ⁽¹⁾	Grande-Bretagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Bank Nederland NV	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Hungaria Bank RT ⁽²⁾	Hongrie	IG	100,00	-	100,00	-
Banca Romana Pentru Devzvoltare ⁽²⁾	Roumanie	IG	51,00	-	51,00	-
SGBT Luxembourg ^{(1) (5)}	Luxembourg	IG	100,00	-	100,00	-
SG Yougoslav Bank	Yougoslavie	ME	70,00	70,00	70,00	70,00
SG Expressbank ⁽²⁾	Bulgarie	IG	97,95	-	97,95	-
Sociétés financières						
SG Acceptance	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Investment UK Ltd ⁽¹⁾	Grande-Bretagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogen Finance Luxembourg	Luxembourg	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Asset Management Group Ltd ⁽¹⁾	Grande-Bretagne	IG	70,00	77,55	70,00	77,55
SG Finance Ireland	Irlande	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Effekten	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Securities Madrid (ex-SG Valores SVB)	Espagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Bettina	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Financial Product Cyprus ⁽²⁾	Chypre	IG	100,00	-	100,00	-
Intergef SA	Suisse	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Intersoge	Suisse	ME	100,00	100,00	100,00	100,00

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

(au 31 décembre)

	Pays	Méthode	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			1999	1998	1999	1998
<small>IG : intégration globale ME : mise en équivalence</small>						
Financements spécialisés						
Sogelease Deutschland	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelease Leasing	Autriche	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelease Italia	Italie	IG	99,88	100,00	100,00	100,00
Sogelease BV Nederland ⁽²⁾	Pays-Bas	IG	100,00	-	100,00	-
Sogen Finanziaria SpA	Italie	IG	97,83	100,00	100,00	100,00
Fiditalia Spa ⁽¹⁾ (ex-Credit Fiditalia Spa)	Italie	ME	50,00	50,00	50,00	50,00
Sociétés de portefeuille						
Sivalparts Nederland ⁽³⁾	Pays-Bas	IG	-	100,00	-	100,00
Imfor ⁽³⁾	Italie	ME	-	100,00	-	100,00
Sociétés de courtage						
Fimat Futures Zurich AC	Suisse	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés foncières						
Dennington Champs-Élysées BV ⁽¹⁾	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Realia	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de service						
ECS Finanziaria SpA ⁽³⁾	Italie	IG	-	100,00	-	100,00
Assurance						
Générax	Luxembourg	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelux vie	Luxembourg	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT						
Banques						
Sogéliban	Liban	IG	50,00	50,00	50,00	50,00
National SG Bank SAE	Égypte	IG	51,00	51,00	51,00	51,00
BFV-SG (Madagascar) ⁽²⁾	Madagascar	IG	70,00	-	70,00	-
United Arab Bank	Émirats arabes unis	ME	20,00	20,00	20,00	20,00
SG Marocaine de Banques	Maroc	ME	48,90	45,44	48,90	45,44
SGB Cameroun	Cameroun	ME	43,42	38,62	43,42	38,62
SG Banques en Côte-d'Ivoire ⁽¹⁾	Côte-d'Ivoire	ME	47,36	38,74	47,36	38,74
SG Banques au Sénégal	Sénégal	ME	43,50	37,93	43,50	37,93
Financements spécialisés						
Sogelease Maroc	Maroc	ME	69,34	67,27	40,00	40,00
Sociétés de courtage						
Frankel Pollak Investment Holding ⁽¹⁾	Afrique du Sud	IG	51,00	51,00	51,00	51,00
AMÉRIQUE						
Banques						
Banco Sogéral ⁽¹⁾	Brésil	IG	100,00	66,67	100,00	66,67
SG Canada ⁽¹⁾	Canada	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Mexico	Mexique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Cowen Securities (ex- Sogen Securities) ⁽¹⁾	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogener	Brésil	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Banco Supervielle SG	Argentine	IG	98,80	98,79	98,80	98,79
Sociétés financières						
SG Asset Management Corporation ⁽⁴⁾	États-Unis	IG	-	100,00	-	100,00
SG North America	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Socgen Real Estate New York City	États-Unis	IG	50,31	50,31	100,00	100,00
SG Americas Inc. ⁽²⁾	États-Unis	IG	100,00	-	100,00	-
Triumph Capital Management Holding ⁽¹⁾⁽²⁾	États-Unis	IG	100,00	-	100,00	-

SOCIÉTÉS RETENUES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

(au 31 décembre)

	Pays	Méthode	Pourcentage d'intérêt Groupe		Pourcentage de contrôle	
			1999	1998	1999	1998
<small>IG : intégration globale ME : mise en équivalence</small>						
Sociétés de courtage						
Fimat Futures Inc. Chicago	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Fimat Derivatives Canada Inc. ⁽²⁾	Canada	IG	100,00	–	100,00	–
Financements spécialisés						
SG Financial Corporation ⁽¹⁾	États-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Surzur Overseas Ltd	Îles Caïmans	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de portefeuille						
Sofital	Argentine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Participations	Argentine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Valorban	Argentine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
ASIE ET OCÉANIE						
Banques						
SG Australia Holdings ⁽¹⁾	Australie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Bank SG Indonesia	Indonésie	IG	100,00	85,00	100,00	85,00
SG Securities North Pacific	Japon	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés financières						
SG Asia Credit Pub. Ltd ⁽⁶⁾	Thaïlande	ME	36,05	50,53	36,05	51,03
SG Singapore Merchant Bank	Singapour	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Société Générale Asia Ltd	Hong-Kong	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Yamaïchi Asset Management ⁽¹⁾	Japon	IG	85,00	85,00	85,00	85,00
Shanghai Associated Finance Ltd	Chine	ME	50,00	50,00	50,00	50,00
Sogeko	Corée du Sud	ME	39,64	39,64	39,64	39,64
Financements spécialisés						
Sogelease Pacifique ⁽³⁾	Vanuatu	IG	–	100,00	–	100,00
PT Sogelease Indonesia	Indonésie	IG	100,00	65,00	100,00	65,00
Sogelease Japan	Japon	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogelease Malaysia ⁽¹⁾	Malaisie	IG	50,00	50,00	50,00	50,00
Trilease International Ltd ⁽¹⁾	Hong-Kong	ME	40,00	40,00	40,00	40,00
Sociétés de portefeuille						
SG Asset Management North Pacific	Japon	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Asia Investment Ltd	Hong-Kong	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Thai Franco Enterprise Cy Ltd	Thaïlande	ME	49,00	49,00	82,50	82,50
SG Thailand Holding Ltd	Hong-Kong	ME	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de courtage						
Fimat Asia	Singapour	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
SG Securities Asia Int. Holdings (ex-Socgen Crosby) ⁽¹⁾	Singapour	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Fimat Futures Hong-Kong	Hong-Kong	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

⁽¹⁾ Société pratiquant une sous-consolidation.⁽²⁾ Société entrée dans le périmètre de consolidation en 1999.⁽³⁾ Société déconsolidée en 1999.⁽⁴⁾ Société cédée en 1999.⁽⁵⁾ Le groupe SGBT Luxembourg était auparavant sous-consolidé au sein du groupe Sogénal.⁽⁶⁾ Changement de méthode de consolidation.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

exercice clos le 31 décembre 1999

Messieurs les Actionnaires de la Société Générale,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société Générale établis en euros relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1999, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 24 février 2000

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ARTHUR ANDERSEN

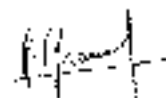
KPMG-AUDIT
FIDUCIAIRE DE FRANCE



Philippe Peuch-Lestrade



Jean-Paul Griziaux



Pascal Brouard

Rapport de gestion

de la Société Générale

ANALYSE DU BILAN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

(en milliards d'euros au 31 décembre)

Actif	1999	1998	Variation
Emplois de trésorerie et interbancaires	45,2	45,1	0,1
Crédits à la clientèle	93,9	91,6	2,3
Opérations sur titres ⁽¹⁾	146,6	126,2	20,4
<i>dont titres reçus en pension livrée</i>	30,2	32,5	- 2,3
Autres comptes financiers	84,0	51,6	32,4
<i>dont primes sur instruments conditionnels</i>	64,4	31,5	32,9
Valeurs immobilisées	0,9	0,9	0,0
Total actif	370,6	315,4	55,2
Passif			
Ressources de trésorerie et interbancaires ⁽²⁾	107,1	105,3	1,8
Dépôts de la clientèle	89,2	77,5	11,7
Dettes obligataires et subordonnées ⁽³⁾	13,5	19,9	- 6,4
Opérations sur titres	67,1	55,1	12,0
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	39,6	36,6	3,0
Autres comptes financiers et provisions	83,3	48,7	34,6
<i>dont primes sur instruments conditionnels</i>	65,0	29,4	35,6
Fonds propres et FRBG	10,4	8,9	1,5
<i>dont Fonds pour risques bancaires généraux</i>	0,4	0,4	0,0
<i>dont Capitaux propres</i>	10,0	8,5	1,5
Total passif	370,6	315,4	55,2

(1) Y compris les titres reçus en pension livrée.

(2) Y compris les titres de créances négociables.

(3) Y compris les TSDI.

Le total de bilan de la Société Générale personne morale s'élève à 370,6 milliards d'euros au 31 décembre 1999, en augmentation de 17,5 % par rapport au 31 décembre 1998. L'évolution des activités de la Société Générale personne morale se reflète dans celle des chiffres clés du bilan.

- L'augmentation de l'encours des crédits à la clientèle (+ 2,5 %) qui s'élève à 93,9 milliards d'euros au 31 décembre 1999 est le résultat d'évolutions contrastées : une croissance des encours sur la clientèle des particuliers (+11,8 %) grâce à une politique commerciale dynamique, alors que les crédits aux entreprises sont en diminution de 1,4 %.

- Le portefeuille titres s'élève à 146,6 milliards d'euros au 31 décembre 1999, en progression de 16,2 % par rapport au 31 décembre 1998. Cette évolution résulte d'une part de l'augmentation du portefeuille actions (+ 16,1 milliards d'euros)

suite au développement de l'activité des produits dérivés, et d'autre part de l'augmentation du portefeuille obligataire (+ 5,1 milliards d'euros). Les titres reçus en pension livrée sont en diminution de 2,3 milliards d'euros.

- Les primes sur instruments conditionnels ressortent en forte augmentation par rapport au 31 décembre 1998 (+ 32,9 milliards d'euros), suite à la conjugaison de deux facteurs : d'importantes émissions ont été réalisées en fin d'exercice, et la hausse des marchés financiers a induit une réévaluation sensible des instruments.

- L'encours des dépôts de la clientèle, qui s'élève à 89,2 milliards d'euros au 31 décembre 1999, est en progression de 11,7 milliards d'euros (+ 15,1 %) par rapport au 31 décembre 1998, essentiellement tirée par les comptes à régime spécial (+ 5,8 %) et par les dépôts à terme (+ 37,7 %).

ANALYSE DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999						1998		
	France	99/98 (%)	Étranger	99/98 (%)	Société Générale	99/98 (%)	France	Étranger	Société Générale
Produit net bancaire	5 709	17,9	1 462	1,4	7 171	14,1	4 843	1 441	6 284
Frais de gestion	(3 996)	14,5	(876)	5,6	(4 872)	12,8	(3491)	(827)	(4318)
Résultat brut d'exploitation	1 713	26,7	586	- 4,8	2 299	16,9	1 352	614	1 966
Dotation nette aux provisions	(267)	- 61,4	(312)	- 82,4	(579)	- 54,1	(692)	(569)	(1 261)
Résultat sur immobilisations financières	(250)	NS	3	NS	(247)	154,6	(94)	(3)	(97)
Résultat courant avant impôt	1 196	111,3	277	84,8	1 473	142,3	566	42	608
Éléments exceptionnels <i>dont provisions générales à caractère prudentiel</i>	(74)	NS	(34)	NS	(108)	NS	(165)	(22)	(187)
Charge fiscale	71	NS	(139)	NS	(68)	NS	465	(33)	432
Résultat net avant incidence de l'opération SG Paribas	1 193	37,8	104	112,5	1 297	52,1	866	(13)	853
Provision SG Paribas, nette des coûts de l'OPE	348	NS	-	-	348	NS	(398)	-	(398)
Résultat net après incidence de l'opération SG Paribas	1 541	NS	104	NS	1 645	NS	468	(13)	455

Le résultat de la Société Générale personne morale avant incidence de l'opération SG Paribas s'élève à 1 297 millions d'euros en 1999, en progression de 52,1 %, par rapport à l'exercice 1998. L'analyse des résultats de la Société Générale en France et à l'étranger est détaillée dans le tableau ci-dessus.

Globalement, ses différentes composantes ont évolué comme suit :

- Le résultat brut d'exploitation progresse de 16,9 % avec un PNB en hausse de 14,1 % et des frais de gestion en augmentation de 12,8 % résultant notamment de la hausse des rémunérations variables liée à la croissance de l'activité.

- La dotation nette aux provisions s'élève à 579 millions d'euros en 1999 contre 1 261 millions d'euros en 1998. Cette diminution de la charge nette du risque correspond en particulier à l'amélioration du risque sur l'Asie et la Russie.

- Le résultat net sur immobilisations financières s'élève en 1999 à - 247 millions d'euros ; il intègre les résultats de cession à hauteur de - 300 millions d'euros (dont SG Cowen Corp - 309 millions d'euros) et les reprises nettes de provisions sur filiales de + 52 millions d'euros.

- Les éléments exceptionnels s'élèvent à - 108 millions d'euros en 1999 et correspondent principalement :
 - au provisionnement de coûts de restructuration (- 102 millions d'euros),
 - aux coûts de passage à la monnaie unique européenne et à l'an 2000 (- 56 millions d'euros),

- à la prise en compte de la totalité de la cotisation au fonds de garantie des dépôts (- 45 millions d'euros),
- au versement d'une subvention à SG Vostok (- 39 millions d'euros).
- au résultat de cessions de 10 % du Crédit du Nord et de la banque de Tunisie, pour un montant global de 128 millions d'euros.

A noter que la provision générale à caractère prudentiel (qui avait fait l'objet d'une dotation de 198 millions d'euros en 1998) a été maintenue par prudence à un niveau comparable à celui du 31 décembre 1998, malgré la baisse des engagements sur pays émergents.

- La charge d'impôt s'élève à 68 millions d'euros en 1999 (contre un profit de 432 millions d'euros en 1998).

INCIDENCE DU PROJET SG PARIBAS SUR LES COMPTES 1999 DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La provision pour coûts de restructuration de 518 millions d'euros (398 millions d'euros après impôts) a été intégralement reprise en 1999. Les dépenses engagées au titre de cette opération en 1999 s'élèvent à 84 millions d'euros (50 millions d'euros après impôts).

L'impact fiscal est de - 86 millions d'euros, compte tenu d'une reprise d'impôt différé de - 120 millions d'euros.

L'incidence globale du projet SG Paribas sur les comptes 1999 est de + 348 millions d'euros (contre - 398 millions d'euros en 1998).

États financiers

de la Société Générale

BILANS SOCIAUX

(en millions d'euros au 31 décembre)

ACTIF	1999	1998	1997
Créances sur les établissements de crédit	66 074	67 649	82 013
Créances sur la clientèle	103 260	101 646	108 876
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe et variable	103 630	82 529	83 165
Participations et parts dans les entreprises liées	12 703	11 179	9 713
Immobilisations	936	939	678
Comptes de régularisation et autres actifs	84 012	51 508	31 971
Total	370 615	315 450	316 416

PASSIF	1999	1998	1997
Dettes envers les établissements de crédit	85 077	90 628	101 224
Comptes créditeurs de la clientèle	108 876	97 155	97 338
Dettes représentées par un titre	47 253	43 976	52 707
Comptes de régularisation, autres passifs et provisions	110 809	67 225	49 282
Dettes subordonnées	8 259	7 599	7 515
Fonds pour risques bancaires généraux	366	366	366
Capital, primes et réserves	8 330	8 046	7 563
Résultat de l'exercice	1 645	455	421
Total	370 615	315 450	316 416

HORS BILAN	1999	1998	1997
Engagements reçus			
Engagements de financement	4 564	1 487	1 476
Engagements de garantie	13 977	10 854	9 649
Engagements sur titres	4 899	3 914	2 921
Opérations en devises	244 984	265 823	376 197
Engagements donnés			
Engagements de financement	71 966	66 907	68 083
Engagements de garantie	50 781	48 279	54 104
Engagements sur titres	3 460	3 545	3 015
Opérations en devises	246 966	265 247	376 197
Engagements sur instruments financiers à terme	5 060 056	4 004 177	2 531 042*

* Montant retraité par rapport à la présentation adoptée dans le rapport 1997.

COMPTES DE RÉSULTATS SOCIAUX

(en millions d'euros au 31 décembre)

	1999	1998	1997
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	3 550	3 722 *	3 277 *
Produits nets des commissions	1 721	1 581	1 461
Résultat net des opérations financières	1 664	700 *	602 *
Autres produits nets d'exploitation	236	281	253
Produit net bancaire et produits accessoires	7 171	6 284	5 593
Frais de gestion et dotations aux amortissements	(4 872)	(4 318)	(4 049)
Résultat brut d'exploitation	2 299	1 966	1 544
Dotations nettes aux provisions	(564)	(1 459)	(1 063)
Résultat net sur immobilisations financières	(247)	(97)	(31)
Charge fiscale	(68)	432	(32)
Éléments exceptionnels	(123)	11	3
Résultat net avant incidence de l'opération SG Paribas	1 297	853	421
Provision SG Paribas, nette des coûts de l'OPE	348	(398)	-
Résultat net après incidence de l'opération SG Paribas	1 645	455	421

* Montant retraité par rapport à la présentation adoptée dans les rapports annuels 1997 et 1998.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

	Au 31.12.1998	Bénéfice 1998 non distribué	Distribution de dividendes	Augmentation de capital	Autres mouvements	Au 31.12.1999
Capital	467	-	-	55	-	522
Primes d'émission et de fusion	4 628	-	-	220	-	4 848
Réserves et report à nouveau	2 951	72	-	(44)	(19)	2 960
Résultat de l'exercice	455	(72)	(383)	-	1 645	1 645
Situation nette	8 501	-	(383)	231	1 626	9 975
Fonds pour risques bancaires généraux ⁽¹⁾	366	-	-	-	-	366
Capitaux propres	8 867	-	(383)	231	1 626	10 341

(1) La Société Générale a constitué en 1993 un Fonds pour risques bancaires généraux à hauteur de 290 millions d'euros, par reclassement après déduction de la fiscalité latente des provisions pour risques pays à caractère général. Un complément de 76 millions d'euros a été doté au 31 décembre 1996 en couverture de risques non spécifiques.

Résultats financiers

de la Société Générale

(au cours des cinq derniers exercices)

	1999 *	1998 *	1997	1996	1995
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social (en millions d'euros) ⁽¹⁾	522	467	451	419	400
Nombre d'actions émises ⁽²⁾	104 330 621	102 183 148	98 681 749	91 650 327	87 428 520
Résultats globaux des opérations effectuées					
(en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes ⁽³⁾	20 875	22 373	18 564	16 034	15 630
Bénéfice avant impôts, amortissements, provisions et participation	2 106	2 118	2 078	1 622	1 177
Participation des salariés attribuée au cours de l'exercice	5	2	13	0	0
Impôt sur les bénéfices	68	(432)	32	192	183
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1 645	455	421	692	410
Montant des bénéfices distribués	647	383	316	245	213
Résultats ajustés des opérations réduits à une seule action					
(en euros)					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	19,54	24,96	20,74	15,61	11,36
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	15,77	4,45	4,26	7,56	4,69
Dividende versé à chaque action	6,20	3,75	3,20	2,67	2,44
Personnel					
Nombre de salariés	36 220	36 769	35 771	35 461	35 428
Montant de la masse salariale (en millions d'euros)	1 925	1 673	1 590	1 429	1 305
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) (en millions d'euros)	833	742	719	687	647

* Après incidence de l'opération SG Paribas.

(1) La Société Générale a procédé en 1999 aux augmentations de capital suivantes, représentant un total de 54,3 millions d'euros, assorties d'une prime d'émission de 219,7 millions d'euros :

– 8,5 millions d'euros par souscription par les salariés adhérents au plan d'épargne d'entreprise, assortis d'une prime d'émission de 188,0 millions d'euros.

– 2,3 millions d'euros résultant de l'exercice par les salariés d'options attribuées par le Conseil d'administration, assortis d'une prime d'émission de 31,7 millions d'euros.

– 43,5 millions d'euros résultant de la conversion du capital en euros par prélèvement sur le poste "autres réserves".

(2) Au 31 décembre 1999, le capital se compose de 104 330 621 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros.

(3) Le chiffre d'affaires est formé des produits d'intérêts, des revenus des titres à revenu variable, des commissions reçues, du résultat net des opérations financières et des autres produits d'exploitation.

Tableau des filiales et participations

(en milliers d'euros ou d'unités locales)

Sociétés/Siège social		Capital (devise locale)	Capitaux propres autres que le capital (devise locale)	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute (EUR)	Nette (EUR)
I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la Société Générale						
<i>A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par la Société Générale)</i>						
Généval						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	3 366 439	9 923 565	100,00	1 910 368	1 910 368
Généfinance						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	10 000 000	1 779 904	100,00	1 736 024	1 736 024
SG Americas Inc						
1221 avenue of the Americas - New York 10020 - USA	USD	-	1 369 900	100,00	1 330 748	1 251 336
Généfitec						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	4 878 833	175 618	100,00	1 203 563	1 162 234
Généfimmo						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	EUR	392 340	(154 891)	100,00	651 732	549 124
SG Hambros Ltd						
Exchange House Primrose st. - London EC2A 2HT - Grande Bretagne	GBP	282 185	(20 831)	100,00	449 865	449 865
Soginfo						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	1 451 891	291 827	100,00	265 797	265 797
Partifa						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	1 425 250	(747 957)	100,00	207 709	107 531
Centre d'Affaires Paris - Trocadéro						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	1 098 899	42 107	100,00	196 109	196 109
Société Générale (Canada)						
Montréal Québec H3B 3A7 - Canada	CAD	250 772	(16 875)	100,00	172 403	172 403
Société Immobilière 29 Haussmann						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	750 250	3 383	100,00	114 375	114 375
Fimat Banque SA						
50, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	635 500	6 125	100,00	96 881	96 881
SG Securities Asia Intl Hold Ltd						
80, Robinson road, 21-00 - 688898 Singapour	USD	96 990	(31 060)	100,00	95 350	90 434
Société Générale Finance (Ireland) Ltd						
31/32 Morisson Chambers, Nassau street, Dublin 2, Irlande	EUR	77 454	10 313	100,00	84 150	84 150
Werbrow Holdings						
1 Earlsfort Centre, Hatch Street - Dublin 2 - Irlande	EUR	49 373	-	100,00	49 373	49 373
Eléaparts						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	262 750	(56 713)	100,00	48 070	33 018
SG Asia Ltd						
42/F Edinburg Tower 15 Queen's road central - Hong Kong	HKD	400 000	(80 917)	100,00	45 042	42 941
Patriges Gracechurch						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	180 250	(46 051)	100,00	27 479	27 479
Pt Bank SG Indonesia						
Nugra Santana building, 6th floor, J1 Jenderal Sudirman Kav. 7-8, Jakarta 10220, Indonésie	IDR	114 500 000	(54 228 048)	100,00	26 857	26 857
Société Générale Banka Prague						
Pobrezni 3 - 18600 Prague 8 - République tchèque	CZK	774 000	83 549	100,00	23 213	23 213
Société Générale Australia Holding Ltd						
350, George Street - Sydney NSW 3000 - Australie	AUD	21 500	169 653	100,00	22 789	22 789
Géninfo						
Les Miroirs - Bt. C - 18, av d'Alsace - 92400 Courbevoie	FRF	115 775	124 790	100,00	20 477	20 477
Dennington Champs-Elysées BV						
Herengracht 17, La Haye - Pays-Bas	NLG	54 386	(36 360)	100,00	18 949	16 214
SG Hungaria Bank RT						
Hattyu Utca 14 - Budapest - Hongrie	HUF	4 320 000	15 714	100,00	18 217	18 217

Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (en EUR)	Montants des cautions et avals donnés par la société (en EUR)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos (devise locale)	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos (devise locale)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en EUR)	Observations Ecart de réévaluation
159 241	-	1 622 840	3 497 986	398 764	
-	-	1 394 220	1 207 813	180 805	
-	-	40 000	39 774	-	capital = 1 USD 1 EUR = 1,0046 USD
-	-	595 989	1 029 083	85 491	
145 894	751	34 124	50 034	-	
-	-	140 042	11 533	-	1 EUR = 0,6217 GBP
-	-	144 412	24 712	1 469	
-	-	684	31 235	-	
-	-	101 721	135 276	-	
43 554	75 711	292 621	16 377	6 351	clôture au 31-10-1999 1 EUR = 1,4608 CAD
-	-	43 103	10 264	1 281	
-	50 696	1 192 657	123 443	6 539	
18 167	-	122 639	12 314	-	1 EUR = 1,0046 USD
-	-	62 847	10 828	-	
-	-	3 959	3 944	4 515	
-	-	10 467	10 179	-	
-	3 235	403 195	65 802	-	1 EUR = 7,8092 HKD
-	-	59 650	(41 319)	-	
-	-	29 740 641	(833 604)	-	1 EUR = 7 097,5 IDR
-	-	3 151	2 048	-	1 EUR = 36,103 CZK
16 493	1 212 750	407 188	36 568	-	1 EUR = 1,5422 AUD
-	98	8 902	25 885	-	
-	-	6 842	2 286	-	1 EUR = 2,20371 NLG
-	2 033	567 746	(805 818)	-	1EUR = 254,7 HUF

(en milliers d'euros ou d'unités locales)

Sociétés/Siège social		Capital (devise locale)	Capitaux propres autres que le capital (devise locale)	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute (EUR)	Nette (EUR)
Réalia						
Tour Bastion, place du Champs-de-Mars 5, 1050 Bruxelles - Belgique	EUR	16 578	(7 255)	100,00	17 721	12 723
Alorfim						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	164 850	(35 151)	100,00	15 847	15 847
SG Securities Madrid						
C/ Genova, 26 , 28004 Madrid - Espagne	EUR	4 538	23 073	100,00	14 581	14 581
Sogen Singapore Merchant Bank						
30, Robinson Road 0104 - Singapour	SGD	23 300	20 023	100,00	10 922	10 922
Intersogé						
Waffenplatzstrasse 66 Zurich - Suisse	CHF	11 320	10 485	100,00	10 111	10 111
Super Twin Dragons Ltd						
Gloucester Tower, The Landmark, 11 Pedder Street Central - Hong Kong	HKD	75 612	5 375	100,00	9 737	9 737
Société Générale Bank Nederland N.V.						
Museumplein 17 1071 DJ Amsterdam - Pays-Bas	EUR	7 714	537	100,00	8 042	8 042
PDI Properties Ltd						
SG House, 41, Tower Hill, London EC3N 4SG, Grande-Bretagne	GBP	4 750	(944)	100,00	7 640	7 640
SG Transactions Services Investment Ltd						
SG House, 41, Tower Hill, London EC3N 4SG, Grande-Bretagne	GBP	4 000	-	100,00	6 069	6 069
Génégis I						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	EUR	192 900	3 351	99,99	196 055	196 055
Valminvest						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	1 228 015	(167 180)	99,99	187 207	187 207
Banco Sogeral						
Rua Verbo Divino 1207, Chácara Santo Antonio, São Paulo, CEP 04719-002, Brésil	BRL	83 000	(19 359)	99,99	48 228	28 193
Patriges Villiers						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	250 250	(56 842)	99,99	38 150	38 150
Sogé Colline Sud						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	95 000	(5 903)	99,99	14 483	14 483
Patriges Le Levant						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	80 250	(20 467)	99,99	12 234	12 234
Paris Espace Activités						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	76 050	(31 404)	99,99	11 594	11 594
Patriges Le Cardinet						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	55 000	(25 299)	99,99	8 385	8 385
Paris Espace Hôtel						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	51 500	(11 354)	99,99	7 851	7 851
SG Asset Management						
17, cours Valmy, 92800 Puteaux	EUR	244 000	92 965	99,94	335 976	335 976
Société de la rue Edouard-VII						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	74 000	8 035	99,86	59 605	12 665
Sogéfontenay						
17, cours Valmy, 92800 Puteaux	FRF	60 000	(24 543)	98,99	9 055	9 055
Compagnie Foncière de la Méditerranée						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	747 583	(272 586)	98,85	154 930	74 064
Société Générale Investments (UK) Ltd						
60, Gracechurch Street EC3V OET Londres, Grande-Bretagne	GBP	82 305	2 298	98,00	125 232	125 232
Sogen Finanziaria S.P.A.						
Via Olona n° 2, 20123 Milan - Italie	ITL	11 500 000	8 085 000	97,83	6 693	6 693
SG Expressbank						
36, rue Dragan Tsankov, 1040 Sofia, Bulgarie	BGN	28 530	45 173	97,95	37 241	37 241
Soge Périval IV						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	42 000	329	95,47	6 113	6 113
Soge Périval I						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	50 500	150	94,98	7 312	7 312
Soge Périval III						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	49 000	468	94,83	7 095	7 095

Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (en EUR)	Montants des cautions et avals donnés par la société (en EUR)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos (devise locale)	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos (devise locale)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en EUR)	Observations Ecart de réévaluation
-	-	3 540	3 400	-	
-	-	1 680	(19 877)	-	
-	-	56 670	16 789	-	ex-SG VALORES
62 319	3 876	16 109	1 197	-	1 EUR = 1,6732 SGD écart = 2 311
-	-	10 847	10 223	13 104	1 EUR = 1,6051 CHF
-	-	8 340	5 281	969	1 EUR = 7,8092 HKD
-	-	57 003	640	-	
-	-	79	54	-	1 EUR = 0, 6217 GBP
3 217	-	4 700	n/s	-	1 EUR = 0, 6217 GBP
-	-	120 576	1 725	1 804	
-	-	23 313	(23 008)	-	
43 327	-	595 579	(3 279)	-	1 EUR = 1,79433 BRL
-	-	12 036	1 850	-	
-	-	14 328	1 019	-	
17 459	-	13 773	3 250	-	
7 927	-	9 743	835	-	
-	-	15 038	8 734	-	
-	-	3 296	(3 854)	-	
-	-	440 128	124 848	76 789	
-	-	1 981	1 250	575	écart = 16 509
11 860	-	11 809	(2 097)	-	
22 867	-	15 101	13 029	-	
-	-	183 636	34 862	-	1 EUR = 0,6217 GBP
405 414	170 500	1 025 229 000	875 000	-	1 EUR = 1 936,27 ITL
-	-	-	n/s	-	1 EUR = 1,95508 BGN
-	-	9 730	675	-	
-	-	10 627	756	-	
-	-	10 518	791	-	

(en milliers d'euros ou d'unités locales)

Sociétés/Siège social		Capital (devise locale)	Capitaux propres autres que le capital (devise locale)	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute (EUR)	Nette (EUR)
Soge Périval II						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	51 250	194	94,75	7 402	7 402
Crédit du Nord						
28, place Rihour, 59800 Lille	EUR	740 491	91 169	89,97	654 809	654 809
SA Théâtre de l'Olympia - SATO						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	30 360	6 023	84,50	5 612	5 612
Banque de Polynésie						
Bd Pomare, BP 530, Papeete, Tahiti, Polynésie française	XPF	1 380 000	2 856 535	80,00	12 560	12 560
Banco Supervielle Société Générale						
Calle Reconquista 320/330 100 3, Buenos Aires - Argentine	ARS	50 460	37 985	75,85	44 155	44 155
BFV - SG						
14, Lalana Jeneral y Rabehevitra, Antananarenina, BP 196, Antananarivo 101, Madagascar	MGF	70 000 000	-	70,00	7 566	7 566
SG Yugoslav Bk Dd Beograd						
STR Vladimira Popovica 3 Belgrade - Yougoslavie	YUM	107 238	-	70,00	6 403	6 403
Sogessur						
2, rue Jacques-Daguerre - 92565 Rueil-Malmaison	FRF	170 000	(9)	65,00	34 260	7 094
Sogéparts						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	110 000	32 652	60,00	11 253	11 253
SIFP						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	400 950	30 349	59,45	54 658	54 658
Généfim						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	454 871	564 981	57,62	89 846	89 846
Banque Roumaine de Développement						
A, Doamnei street, 70016 Bucarest 3, Roumanie	ROL	1 743 253 000	3 541 720 000	51,00	170 226	170 226
National Société Générale Bank						
10, rue Talaat Harb Street, Le Caire - Egypte	EGP	180 000	128 501	51,00	8 264	8 264
Socgen Real Estate Company						
1221, avenue of the Americas, New York, NY 10020	USD	1 610 022	-	50,30	806 313	806 313
<i>B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par la Société Générale)</i>						
Crédit Fidelity						
Via G. Ciardi, 9 - 20148 - Milan - Italie	ITL	83 880 000	58 014 000	50,00	29 178	29 178
ITG SG Ltd						
Dublin Exchange Facility, Custom House Doclas, Dublin, Irlande	GBP	9 350	-	50,00	6 858	6 858
Fimatex SA						
50, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	82 800	(16 549)	49,00	6 185	6 185
Société Générale Marocaine de Banques						
55, boulevard Abdelmoumen, Casablanca - Maroc	MAD	975 000	555 162	48,90	54 444	54 444
Société Générale de Banques en Côte-d'Ivoire						
5 & 7, avenue J Anoma, 01 BP 1355, Abidjan 01	XAF	15 333 335	22 093 000	47,36	15 796	15 796
Société Foncière Capucines-Caumartin						
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris	FRF	2 423 250	(1 579 840)	46,06	170 171	65 210
Société Générale de Banques au Cameroun						
Rue Joss - Douala Cameroun	XAF	6 250 000	4 817 053	43,42	10 041	10 041
Société Générale Calédonnienne de Banque						
56, rue de la Victoire, Nouméa, Nouvelle-Calédonie	XPF	1 068 375	4 651 364	30,50	18 220	18 220
United Arab Bank						
Po Box 3562 Abu Dhabi - Emirats arabes unis	AED	206 680	81 551	20,00	6 352	6 352
Calif						
17, cours Valmy, 92800 Puteaux	EUR	10 368	68 629	14,03	11 091	11 091
Crédit Logement						
50, boulevard Sébastopol, 75003 Paris	FRF	2 892 466	254 207	13,50	61 285	61 285
Bank Muscat International						
P.O. Box 134, Ruwi 112, Sultanat d'Oman	OMR	30 000	n/c	10,37	7 928	7 928

Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (en EUR)	Montants des cautions et avals donnés par la société (en EUR)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos (devise locale)	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos (devise locale)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en EUR)	Observations Ecart de réévaluation
-	-	10 647	802	-	
-	-	1 140 866	84 916	25 909	
29	-	4 470	304	293	
-	-	5 984 803	834 791	4 030	écart = 45 1 EUR = 199,33174 XPF
197 193	40 494	119 741	(2 249)	-	écart = 178 1 EUR = 1,0046 ARS
-	-	86 621 040	10 947 837	-	1 EUR = 6 609 MGF
-	-	28 500	(5 000)	862	1 EUR = 11,375 YUM
-	-	84 683	(115 172)	-	
-	-	57 332	46 043	553	
-	-	78 664	99 999	-	
-	-	11 294	238 904	-	
-	52 132	4 789 106 000	(60 823 000)	-	1 EUR = 18 101 ROL
-	31 598	505 810	111 231	4 138	1 EUR = 3,436537 EGP acompte / divid = 26 552
-	-	99 363	88 271	35 532	1 EUR = 1,0046 USD
-	-	631 420 000	35 643 000	-	1 EUR = 1 936,27 ITL
-	-	3 463	(3 490)	-	1 EUR = 0,6217 GBP
-	-	150 263	(45 580)	-	
-	-	1 732 254	284 676	4 934	écart = 1 142 1 EUR = 10,1078 MAD
-	-	29 122 986	5 887 000	-	écart = 5 166 1 EUR = 655,957 XAF
-	-	144 439	102 549	-	
-	-	29 123 354	5 369 817	1 251	clôture 30-06-99 écart = 1 675 1 EUR = 655,957 XAF
-	15 726	6 217 290	1 095 226	398	1 EUR = 119,33174 XPF
-	-	143 850	55 173	1 935	écart = 81 1 EUR = 3,6898 AED
-	36 451	19 740	5 977	485	
272 259	-	489 096	157 637	526	dividendes de la sté Crédit Logement Développement
-	-	n/c	n/c	1 854	1 EUR = 0,3882 OMR

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (SUITE)

(en milliers d'euros ou d'unités locales)

	Valeur comptable des titres détenus		Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Observations
	Brute	Nette				
II - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations						
<i>A) Filiales non reprises au paragraphe 1 :</i>						
1°) Filiales françaises	26 801	21 656	4 055	76 170	65 739	Ecart rééval. : 2 158
2°) Filiales étrangères	99 447	32 459	727	-	1 077	Ecart rééval. : 168
<i>B) Participations non reprises au paragraphe 1 :</i>						
1°) Dans les sociétés françaises	286 954	16 173	3 506	132 762	815	Ecart rééval. : -
2°) Dans les sociétés étrangères	64 363	23 382	5 082	19 883	10 486	Ecart rééval. : 1 447

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

exercice clos le 31 décembre 1999

Messieurs les Actionnaires de la Société Générale,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Générale établis en euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 24 février 2000

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ARTHUR ANDERSEN

KPMG-AUDIT
FIDUCIAIRE DE FRANCE



Philippe Peuch-Lestrade



Jean-Paul Griziaux



Pascal Brouard

Informations sur le capital

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES AU 31.12.1999

Actionnaires	% capital ⁽¹⁾	% droits de vote ⁽¹⁾
Fonds E des salariés de la Société Générale	7,34	11,15
Groupe CGU	6,82	6,88
BSCH	5,11	4,44
Autocontrôle et autodétention ⁽²⁾	4,55	-
Meiji Life	3,30	5,73
AGF	2,88	4,43
Caisse des dépôts et consignations ⁽³⁾	2,51	3,37
Alcatel	2,02	3,51
Peugeot	2,17	3,54
Pernod Ricard	1,20	2,09

(1) Bases de référence au 31.12.1999 pour le calcul des pourcentages dans le capital et dans les droits de vote :

- nombre d'actions : 104 330 621,

- nombre de droits de vote : 119 960 327.

La base de référence pour les déclarations de franchissements de seuils est de 123 548 193 (nombre publié par le CMF le 9.09.1999).

(2) 4 749 421 actions.

(3) Pour le compte de sa section générale et de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance.

MONTANT DU CAPITAL

Au 31 décembre 1999, le capital de la Société Générale, entièrement libéré, s'élevait à 521 653 105 euros et se composait de 104 330 621 actions de 5 euros nominal portant jouissance du 1^{er} janvier 1999.

AUTORISATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL SOCIAL

	Plafonds globaux	Avec suppression du droit préférentiel de souscription ⁽¹⁾
Émission de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital et/ou par incorporation de réserves bénéfiques ou prime :		
• Date de l'AGE	6 mai 1998	
• Durée	26 mois	
• Plafond nominal global de l'augmentation de capital par émission de toutes valeurs mobilières	2 600 000 000 F (0,4 Md EUR)	2 600 000 000 F (0,4 Md EUR)
• Plafond nominal global de l'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou prime	8 000 000 000 F (1,2 Md EUR)	
• Montant nominal global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital	15 000 000 000 F (2,3 Md EUR)	15 000 000 000 F (2,3 Md EUR)

(1) dans la limite de la fraction non utilisée des plafonds globaux.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée générale de substituer, pour les montants et dans les conditions fixées par les onzième

et douzième résolution (cf pp. 147 et 148), de nouvelles autorisations à celles ci-dessus rappelées et également valables 26 mois.

TABLEAU D'ÉVOLUTION DU CAPITAL

Opérations	Date (de réalisation ou de constatation)	Variation	Nombre d'actions	Capital social (en francs) (nominal : 30 F)	Variation du capital liée à l'opération (en %)
Augmentation de capital Plan d'épargne 1997	25.06.97	1 733 646	93 383 973	2 801 519 190	1,89
Paiement dividende en actions 1997	08.07.97	2 129 213	95 513 186	2 865 395 580	2,28
Options exercées au 1 ^{er} semestre 1997	08.07.97	12 357	95 525 543	2 865 766 290	0,01
OC converties au 1 ^{er} semestre 1997	08.07.97	37	95 525 580	2 865 767 400	NS
Options exercées au 2 ^e semestre 1997	19.01.98	197 528	95 723 108	2 871 693 240	0,21
OC concerties au 2 ^e semestre 1997	19.01.98	2 958 641	98 681 749	2 960 452 470	3,10
Options exercées au 1 ^{er} semestre 1998	10.04.98	44 570	98 736 639	2 962 099 170	0,05
OC converties au 1 ^{er} semestre 1998	10.04.98	1 489 932	100 226 571	3 006 797 130	1,51
Augmentation de capital Plan d'épargne 1998	10.07.98	1 855 360	102 081 931	3 062 457 930	1,85
Options exercées au 1 ^{er} semestre 1998	10.07.98	24 372	102 106 303	3 063 189 090	0,02
Options exercées au 2 ^e semestre 1998	27.01.99	76 845	102 183 148	3 065 494 440	0,08
Conversion du capital en euros :				(en euros)	
				(nominal : 5 EUR)	
Incorporation de réserves : 43 584 125,27 euros (285 893 120,63 F)	27.01.99		102 183 148	510 915 740	
Augmentation de capital Plan d'épargne 1999	24.06.99	1 697 190	103 880 338	519 401 650	1,66
Options exercées au 1 ^{er} semestre 1999	29.07.99	79 368	103 959 706	519 798 530	0,08
Options exercées au 2 ^e semestre 1999	06.08.99	16 425	103 976 131	519 880 655	0,02
	24.01.2000	354 490	104 330 621	521 653 105	0,34

Il est précisé que dans le cadre de l'autorisation qui lui a été accordée par les Assemblées générales extraordinaires des 27 mai 1992 et 13 mai 1997, le Conseil d'administration, dans ses séances des 22 juillet 1992, 16 février 1994, 15 mars 1995, 19 juin 1996, 25 juin 1997 et 24 juin 1998, a consenti des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles au bénéfice de certains membres du personnel et mandataires sociaux ; en outre, le 8 septembre 1999, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations, a consenti des options d'achat d'actions.

Au 31 décembre 1999, il restait 2 243 455 options non levées et pouvant donner lieu à la création de 2 243 455 actions supplémentaires, soit 11,2 millions d'euros de capital nominal (voir paragraphe Plan d'options, page 8).

L'Assemblée générale mixte du 13 mai 1997 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital réservées :

- aux salariés et anciens salariés retraités ou pré-retraités de la Société Générale adhérents du Plan d'épargne d'entreprise,
- aux salariés et anciens salariés retraités ou pré-retraités de la Société Générale et à ceux d'autres sociétés du Groupe, adhérents des plans d'épargne d'entreprise ou de Groupe, pour un montant nominal maximum de 400 millions de francs. Cette autorisation a pour objet de permettre aux bénéficiaires de souscrire, via un Fonds commun de placement,

des actions à un prix qui ne peut être ni supérieur à la moyenne des premiers cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur à cette moyenne diminuée de la décote maximale admise par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration.

Dans le cadre de cette autorisation, une première opération avait déjà été réalisée en 1998, pour un montant nominal de 55,7 millions de francs, en application de la décision du Conseil d'administration du 11 mars 1998 et une seconde opération a été effectuée en 1999, à hauteur de 50,9 millions de francs correspondant à 7,7 millions d'euros.

Le Conseil d'administration usant de cette autorisation, a décidé, le 23 février 2000, de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 15 millions d'euros et comportant, compte tenu des dispositions des Plans d'épargne concernés, trois tranches distinctes réservées :

- l'une aux salariés et anciens salariés, retraités ou pré-retraités, de la Société Générale (13,5 millions d'euros),
- l'autre aux salariés et anciens salariés, retraités ou pré-retraités, de la Sogénal (0,6 million d'euros),
- la troisième aux salariés et anciens salariés, retraités ou pré-retraités, du Crédit du Nord et de ses filiales (0,9 million d'euros).

AUTORISATION DONNÉE À LA SOCIÉTÉ D'OPÉRER SUR SES PROPRES ACTIONS

L'Assemblée générale mixte du 4 juin 1999 a autorisé la société à opérer en Bourse, sur ses propres actions, en vue de les annuler, de permettre une gestion active des fonds propres et la réalisation d'opérations de croissance externe, ainsi que pour la régularisation des cours ou la réalisation d'opérations réservées aux salariés, dans les conditions et limites définies par les articles 217-2 et suivants de la loi du 24 juillet 1966, et, en outre, suivant les modalités ci-après :

- Prix d'achat maximum : 300 euros ;
- Prix de vente minimum : 100 euros ;
- Nombre maximum d'actions : 10 % du nombre total d'actions représentant le capital.

On trouvera en page 139 les volumes et prix moyens des transactions traitées dans le cadre de cette autorisation au cours de l'exercice 1999.

DURÉE DE L'AUTORISATION

Dix-huit mois. Cette autorisation sera reprise lors de la prochaine Assemblée des actionnaires dans les conditions fixées par la cinquième résolution (page 146).

TITRES AU PORTEUR IDENTIFIABLES (ARTICLE 6 DES STATUTS)

La société peut à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

INFORMATION SUR LA PART DU CAPITAL DÉTENUE PAR LES SALARIÉS EN APPLICATION DES PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE OU DE GROUPE

Conformément à l'article 157-2 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, il est indiqué qu'au 31 décembre 1999, le personnel de la Société Générale, le personnel de la Société Générale Alsacienne de Banque, Sogénal, et le personnel du Crédit du Nord détenaient, dans le cadre de fonds communs de placement, créés en application du Plan d'épargne d'entreprise de la Société Générale et du Plan d'épargne de Groupe, un total de 8 024 846 actions de la Société Générale représentant 7,69 % du capital social.

ACCORDS EXISTANT ENTRE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ET SES ACTIONNAIRES

En avril 1999, dans la note d'information présentée par la Société Générale en réponse à la note d'information de la BNP publiée à l'occasion de l'OPE des actions Société Générale, la Société Générale a communiqué la teneur de deux accords la concernant.

Ceux-ci peuvent être synthétisés comme suit :

Un accord est intervenu le 27 juin 1997 entre le groupe Pernod Ricard et la Société Générale relatif à la gestion de certaines participations détenues par les deux groupes. Aux termes de cet accord, la société Santa Lina, filiale non cotée de Pernod Ricard, a accordé à la Société Générale un droit de préférence sur 1393901 actions Société Générale (soit 1,36 % du capital) qu'elle détient, dans l'hypothèse où Santa Lina souhaiterait les céder, en la forme d'une option d'achat desdites actions consentie à toute personne désignée par la Société Générale.

Cet accord stipule, en outre, que, dans l'éventualité d'une offre publique initiée sur les titres de la Société Générale, le droit de préférence décrit ci-dessus deviendra caduc. Dans cette hypothèse, Santa Lina informera la Société Générale, dans les 48 heures de l'avis de recevabilité d'une offre, de son intention d'apporter ou non ses actions Société Générale à l'offre et, dans l'affirmative, que la Société Générale disposera d'un délai courant à compter du premier jour de bourse au cours duquel les contre-offres ou surenchères éventuelles ne seront plus recevables et expirant deux jours de bourse avant la clôture de l'offre la mieux disante, pour présenter à Santa Lina une personne se portant acquéreur des titres Société Générale détenus par Santa Lina au prix de l'offre la mieux disante.

Le 1^{er} mars 1996, la Société Générale a conclu un accord avec Peugeot SA renouvelable tacitement par périodes de deux ans à compter du 31 décembre 1997, relatif à la gestion des participations réciproques de la Société Générale dans Peugeot SA et de Peugeot SA dans la Société Générale. Cet accord est toujours en vigueur, ayant été tacitement renouvelé jusqu'au 31 décembre 1999.

Aux termes de cet accord, Peugeot SA s'est engagée à ne pas céder sa participation dans la Société Générale, à hauteur de 1 697 551 actions (soit 1,66 % du capital), avant l'expiration de l'accord. En outre, Peugeot SA a consenti un droit de préemption sur les droits préférentiels de souscription que

Peugeot SA pourrait vouloir céder en cas d'augmentation de capital de la Société Générale, au profit d'un tiers désigné par la Société Générale. Enfin, Peugeot SA a accordé un droit de préemption à tout tiers désigné par la Société Générale sur les actions encore en sa possession pendant 5 ans à compter de l'expiration de l'accord.

En cas d'offre publique, Peugeot SA, si elle souhaite apporter les actions qu'elle détient à une offre (y compris toute surenchère ou offre concurrente), doit en informer la Société Générale dans les deux jours de la parution de la décision du CMF prononçant sa recevabilité. Dans ce cas, la Société Générale dispose d'un droit de préemption sur ces actions, au bénéfice de tout tiers qu'elle désignera et au prix de la dernière offre ou surenchère. Elle doit alors en informer Peugeot SA au plus tard deux jours avant la clôture de l'offre.

Ces accords contiennent des dispositions de même nature en ce qui concerne une partie des participations directes ou indirectes détenues par le groupe Société Générale dans Pernod Ricard, d'une part, et Peugeot SA, d'autre part. La participation du groupe Société Générale dans le groupe Pernod Ricard s'élevait en avril 1999 à 11,4 % du capital et sa participation dans Peugeot SA à 3,7 % du capital à la même époque.

Les termes généraux de ces deux accords ont été communiqués le 16 avril 1999 aux administrateurs de la Société Générale ainsi qu'aux personnes énumérées à l'article 4 du règlement n° 89-03 de la COB.

Au 31 décembre 1999, ces accords sont toujours en vigueur.

Principaux mouvements

ayant affecté le portefeuille-titres en 1999

Au cours de l'année 1999, la Société Générale a notamment effectué les opérations suivantes sur son portefeuille-titres :

A L'ÉTRANGER

PARTICIPATION À LA CRÉATION

Société Générale Algérie – MTS Amsterdam – SG Americas Inc. (suite à l'apport de Société Générale Financial Corp., Société Générale Capital Holding Corp. et SG Cowen Securities Corp.) – SG Transactions Services Investment Ltd.

PRISE DE PARTICIPATION AU CAPITAL DE

BFV SG – Société Générale Tchadienne de Banque – Banca Commerciale Italiana (BCI) – Banca Intesa (suite à l'OPE sur BCI) – SG Expressbank – Banque Roumaine de Développement – Dexia.

RENFORCEMENT DE PARTICIPATION

United Arab Bank (PDA) – Swift – PT Bank SG Indonésie – BSSG – Société Générale Marocaine de Banques – Société Générale de Banques au Cameroun – Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire – Société Générale de Banques au Sénégal – Société Générale de Banques en Guinée – Banco Sogeral – Banque Société Générale Vostok.

SOUSCRIPTION AUX AUGMENTATIONS DE CAPITAL

ITG SGL – CLS Services Ltd – Investima – Banque de Tunisie – PT Bank SG Indonésie – SG Asia Credit Plc Ltd – SG Hungaria Bank – SG Securities Asia International Holdings Ltd – SG Americas Inc.

CESSION TOTALE DE LA PARTICIPATION

Crosby US Holdings Ltd – Banque de Tunisie – SG Immobilien GmbH – Old Grange Ltd – Société Générale Financial Corp., Société Générale Capital Holding Corp. et SG Cowen Securities Corp. (suite à l'apport à SG Americas Inc.).

ALLÈGEMENT DE LA PARTICIPATION

Sogener – Long Term Capital VI Ltd (LTCP) – Banca Commerciale Italiana (BCI) (suite à l'OPE de Banca Intesa).

EN FRANCE

PARTICIPATION À LA CRÉATION

La Billettique Monétique Services "BMS" – GIEIRPCE.

PRISE DE PARTICIPATION AU CAPITAL DE

Cerip France – Société Foncière Lyonnaise (suite à la conversion d'obligations) – Crédit Logement (suite à l'absorption de Crédit Logement Développement).

RENFORCEMENT DE PARTICIPATION

Société Générale Calédonienne de Banque – Banque de Polynésie – Géninfo – Société Financière du Porte-Monnaie Electronique Interbancaire (SFPMEI) – Gécina (suite à l'absorption de Séfimeg).

SOUSCRIPTION AUX AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Cyber-Comm – Crédit Logement Développement – Siparex (PDA) – Sogessur – Mandilac – Fimatex – Société Financière du Porte-Monnaie Electronique Interbancaire (SFPMEI).

CESSION TOTALE DE LA PARTICIPATION

Sobaimon – Garages Souterrains du VIII^e arr. – Génébail – Bertrand Faure – Sérec Créteil – Sofregaz – Séfimeg (suite à l'échange contre Gécina) – GOBTP – Crédit Logement Développement (suite à l'absorption par Crédit Logement) – Cavisa – Transmédia.

ALLÈGEMENT DE LA PARTICIPATION

SCI Le Fleurus – C.R.H. – TF1 – Soginfo (suite à une réduction de capital) – Crédit du Nord – Sté des Garages Souterrains Haussmann Mogador.

Conformément aux dispositions de l'Article 356 de la loi du 24 juillet 1966, le tableau ci-dessous récapitule les mouvements significatifs enregistrés en 1999 par le portefeuille-titres de la Société Générale.

Franchissement en hausse				Franchissement en baisse			
Seuil	Sociétés	% du capital		Seuil	Sociétés	% du capital	
		31/12/99	antérieur			31/12/99	antérieur
5 %	Société Financière du Porte-Monnaie Electronique Interbancaire (SFPMEI)	9,09	0,09	5 %	Transmédia	0,00	10,00
	Société Foncière Lyonnaise	7,30	0,00		Sérec Créteil	0,00	10,00
10 %	La Billettique Monétique Services "BMS"	20,00	0,00		Banque de Tunisie	0,00	10,00
	Crédit Logement	13,48	0,00		Sobaimon	0,00	5,83
20 %	Société Générale Calédonienne de Banque	30,50	10,00	10 %	Crédit Logement Développement	0,00	11,71
	Société Générale Tchadienne de Banque	30,00	0,00	20 %			
33 %	Cerip France	34,00	0,00	33 %	Crosby US Holdings Ltd	0,00	49,02
50 %	Banco Sogeral	100,00	36,82	50 %	Génébail	0,00	100,00
	SG Americas Inc	100,00	0,00		SG Cowen Securities Corp.	0,00	100,00
	SG Transactions Services Investment Ltd	100,00	0,00		Société Générale Capital Holding Corp.	0,00	100,00
	S G Expressbank	97,95	0,00		Société Générale Financial Corp.	0,00	100,00
	BFV SG	70,00	0,00		Old Grange Ltd	0,00	100,00
	Société Générale Algérie	60,99	0,00		SG Immobilien GMBH	0,00	100,00
	Banque Roumaine de Développement	51,00	0,00				
	Banque Société Générale Vostok	50,01	0,00				

Activités

des principales filiales ou affiliées*

* Les informations chiffrées ci-après (en millions d'euros) proviennent directement des comptes sociaux ou des sous-consolidations.

I – BANQUE DE DÉTAIL

A – BANQUE DE RÉSEAU

1. MÉTROPOLE

GRUPE CRÉDIT DU NORD (90 %)

Intégré au Groupe en 1997, le groupe Crédit du Nord constitue le deuxième réseau domestique du groupe Société Générale.

En 1999, le groupe Crédit du Nord a de nouveau fait progresser significativement son résultat, confirmant ainsi le net redressement engagé en 1997. Cette progression s'appuie essentiellement sur le développement commercial qui se traduit par une progression de 5,7 % du PNB entre 1998 et 1999. Ce réel dynamisme commercial se traduit principalement par la progression de l'ensemble des fonds de commerce, avec notamment un nombre de comptes à vue de particuliers qui augmente de 3,7 %, mais également dans le placement de produits bancaires auprès de la clientèle qui, pour 58 % d'entre elle, détient plus de trois produits de la gamme du Crédit du Nord. Avec + 11,8 % en moyenne sur 1998, les encours de dépôts à vue sont particulièrement bien orientés et les encours de crédit, en hausse de 7,2 %, profitent de la forte progression des financements auprès de la clientèle des particuliers. En parallèle de cette augmentation de 5,7 % du PNB, les frais généraux enregistrent une augmentation contenue de 2,3 % qui provient pour l'essentiel de l'incidence de l'alignement sur les principes comptables du Groupe. En régime de croisière, cette évolution aurait été limitée à + 1,4 %. Le RBE progresse de façon significative de 16,9 %, poursuivant ainsi la tendance très favorable enregistrée en 1998. Le coefficient d'exploitation s'établit à 73,9 %, en amélioration de 2,5 points sur celui de 1998. Les risques bancaires sont restés parfaitement maîtrisés, la charge du risque baissant de 6,5 % et s'établissant dorénavant à 0,50 % des encours de crédit. Le résultat avant impôts progresse de 26,7 % sur un chiffre de 1998 déjà en augmentation de 47,1 % sur celui de 1997. Après des résultats extraordinaires qui enregistrent notamment une nouvelle charge liée au passage à l'euro 2002, et une fiscalité encore partiellement allégée du fait de l'activation de certains impôts différés, le résultat net du groupe Crédit du Nord s'établit à 119 millions d'euros, part du Groupe, contre 109,5 millions d'euros en 1998. Par ailleurs, le groupe Crédit du Nord et le groupe Dexia ont conclu un accord de partenariat, qui s'est traduit par une prise de participation de 10 % par le Crédit Local de France fin

décembre 1999 et qui a été suivie d'une prise de participation de 10 % par le Crédit Communal de Belgique début 2000.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres* avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net*	Effectifs
31.12.97	20612	756,0	11907	11290	99,2	8 009
31.12.98	18665	863,7	11839	11712	109,5	7 824
31.12.99	20229	956,2	12199	12694	119,0	7 822

* Fonds propres et résultat net – part du Groupe

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE – PERSONNE MORALE (100 %)

Les encours de dépôts de la clientèle progressent de 13,6 % et s'élèvent à 2,19 milliards d'euros au 31 décembre 1999 contre 1,93 milliard d'euros au 31 décembre 1998. Cette augmentation résulte de la croissance des dépôts à vue (+ 16,2 %) qui s'établissent à 0,73 milliard d'euros au 31 décembre 1999 contre 0,63 milliard d'euros au 31 décembre 1998, comme celle de l'épargne à régime spécial (+ 7,5 %) qui ressort à 1,13 milliard d'euros en fin d'année contre 1,05 milliard d'euros l'année précédente. Les encours de crédits à la clientèle, qui s'élèvent à 2,2 milliards d'euros au 31 décembre 1999 contre 2,09 milliards d'euros au 31 décembre 1998 (+ 5,1 %), reflètent la production soutenue des crédits aux particuliers, destinés notamment au financement de l'habitat. Les crédits aux entreprises sont quasiment stables, la moindre demande de crédits de trésorerie compensant la croissance des crédits à l'équipement. Le PNB atteint 187,9 millions d'euros au 31 décembre 1999, en hausse de 18,3 %, (+ 29,1 millions d'euros). La progression des dividendes contribue pour 22,9 millions d'euros à cette évolution, dont 14,2 millions d'euros proviennent de la croissance du dividende SGBT et 7,7 millions d'euros de celle des dividendes versés par Sogéfinal, Sogéfinancement et Sogénéral Participations. Hors dividendes, les produits nets d'intérêt et les résultats sur opérations financières s'améliorent globalement de 2 millions d'euros (+ 2,3 %). Dans un contexte de baisse de la marge d'intermédiation résultant de la forte pression concurrentielle sur les taux des crédits à la production, cette évolution traduit la bonne progression des encours de dépôts et de crédits. Les produits nets des commissions et autres produits d'exploitation s'élèvent à 54,2 millions d'euros au 31 décembre 1999, en hausse de 8,4 % (+ 4,2 millions d'euros) par rapport à

l'année précédente. Les charges d'exploitation sont contenues à 102,7 millions d'euros au 31 décembre 1999, contre 101,3 millions d'euros au 31 décembre 1998. Au total, le RBE enregistre une forte progression de 48,3 % à 85,2 millions d'euros contre 57,4 millions d'euros à fin 1998. Compte tenu de cette évolution favorable et d'un coût du risque (4,7 millions d'euros) en baisse de 7,8 %, le résultat net après impôts s'établit à 57,2 millions d'euros au 31 décembre 1999, contre 37,5 millions d'euros au 31 décembre 1998.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net après impôt sur les bénéfices	Effectifs
31.12.97	3 598	402,5	1 857	2 033	32,1	1 271
31.12.98	3 744	410,9	1 925	2 092	37,5	1 247
31.12.99	3 990	455,0	2 186	2 199	57,2	1 228

2. HORS FRANCE MÉTROPOLITAINE

DOM-TOM

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AUX ANTILLES (100 %)

En 1999, la SGBA a poursuivi une politique commerciale active, tant en matière de collecte de dépôts que d'octroi de crédits à sa clientèle, ou de lancement de produits nouveaux générateurs de commissions. Cependant la baisse des conditions, liée principalement à l'évolution du taux de l'usure conjuguée à un niveau élevé des coûts du fait du régime spécifique des DOM, a entraîné une baisse significative de la marge d'intermédiation. Le résultat net n'est donc que légèrement positif.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	195	5,5	111	159	0,60	118
31.12.98	216	7,2	129	171	0,90	122
31.12.99	232	7,2	137	185	0,03	127

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CALÉDONIENNE DE BANQUE (100 %)

L'année 1999 a été marquée par le rachat de la succursale locale de la Westpac, ce qui a permis à la SGCB de renforcer sa position tant en dépôts qu'en emplois. L'unification rapide des systèmes informatiques a permis une dynamisation de l'exploitation commerciale et la matérialisation des gains de productivité. Signalons également la signature d'un partenariat avec la Casden, banque des fonctionnaires.

Le coût de la fusion pèse de manière significative sur les résul-

tats de l'exercice. La banque dégage néanmoins un ROE de 18 %.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	343	32,3	270	314	6,9	148
31.12.98	390	34,6	310	352	6,0	148
31.12.99	716	55,5	569	583	7,1	327

BANQUE DE POLYNÉSIE (80 %)

Comme en Nouvelle-Calédonie, l'exercice a été marqué par la reprise des activités de la Westpac, qui a entraîné un doublement de la taille de la banque et la signature d'un partenariat avec la Casden (banque des fonctionnaires – 15 000 prospects sur le territoire).

Cette croissance externe n'a pas altéré les activités commerciales, qui ont encore connu un développement significatif. En dépit des coûts de restructuration, le résultat net progresse de 30 % pour atteindre 7 millions d'euros.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	345	24,7	290	237	3,0	157
31.12.98	351	27,6	292	278	5,6	161
31.12.99	657	43,8	574	484	7,0	325

ÉTRANGER

BANCO SUPERVIELLE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (ARGENTINE) (98,8 %)

En 1999, le BSSG a engagé un plan de développement des activités de banque de détail, marqué notamment par l'ouverture de 12 nouveaux points de vente et la mise en exploitation d'un "call center". Les dépôts et emplois clientèle enregistrent d'ores et déjà une croissance significative.

Dans un contexte fortement concurrentiel, le PNB a crû de 8 % par rapport à 1998. Toutefois, la forte récession de l'économie argentine conjuguée aux incertitudes d'une conjoncture préélectorale se sont traduites par une hausse sensible des provisions sur risques commerciaux. Cela, s'ajoutant à la charge des investissements, a entraîné une détérioration du résultat net, en perte de 2,1 millions d'euros.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	622	75,2	471	383	0,2	721
31.12.98	805	70,7	530	413	4,7	808
31.12.99	1 057	85,8	701	599	(2,1)	955

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES
EN CÔTE-D'IVOIRE (47,4 %)**

Grâce à la bonne progression des commissions de services qui couvrent 72 % des frais généraux globaux, à la maîtrise progressive du coût des risques et aux succès commerciaux remportés auprès de la grande clientèle traditionnelle, la SGBCI a pu surmonter en 1999 :

- le ralentissement de la croissance de 6,50 % à 4 % ;
 - la chute des cours du cacao et du café et la baisse des encours de crédits y afférents ;
 - les perturbations nées d'une difficile migration de son système d'information vers un progiciel bancaire compatible an 2000.
- Le résultat net s'établit à 9,5 millions d'euros soit plus de deux fois celui de 1998. Les événements politiques récents n'ont en rien altéré la bonne marche de la banque.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	729	51,8	554	550	5,4	1 033
31.12.98	689	56,0	533	512	4,2	925
31.12.99	753	65,5	506	487	9,5	941

**NATIONAL SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BANK SAE LE CAIRE
(51 %) (ÉGYPTE)**

Dans un contexte économique difficile (rareté du dollar et taux interbancaires élevés), la NSGB a continué sur sa lancée en accroissant encore sa rentabilité. Le dispositif commercial a été renforcé (ouverture de deux nouvelles agences) ; les structures et produits à destination de la clientèle privée, qui constituent l'axe stratégique majeur de développement de la banque, sont désormais en place.

En devise locale, la progression des emplois est de 15 % et celle des dépôts de 25 %. L'amélioration des marges permet de faire progresser le PNB de 21% alors que les frais généraux sont bien contenus (+ 9 %). Ainsi, et malgré un durcissement de la fiscalité locale, le résultat net progresse de 20 %.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	1 097	79,6	661	600	21,3	324
31.12.98	1 049	84,9	699	637	24,3	363
31.12.99	1 371	122,0	1 034	860	30,3	421

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE LIBANO-EUROPEENNE
DE BANQUE (50 %)**

Dans un contexte économique peu porteur, la SGLEB a poursuivi son développement commercial en axant ses efforts sur la clientèle privée, tout en confortant ses positions auprès des grandes entreprises.

Dans ce contexte, la SGLEB a su préserver sa rentabilité, avec un ROE de 15 %. Par ailleurs, notons la prise de participation à hauteur de 51 % dans Fidus, première société de courtage au Liban, qui a dégagé pour cet exercice un résultat supérieur à 3 millions de dollars et qui sera consolidé en 2000.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	1 450	63,3	1 301	530	19,5	657
31.12.98	1 624	72,1	1 383	560	17,6	681
31.12.99	1 896	95,6	1 654	717	14,1	671

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES (48,9 %)

Dans un contexte peu favorable, marqué par la faiblesse des investissements industriels et par une concurrence bancaire exacerbée génératrice de baisse des marges, la Société Générale Marocaine de Banque a obtenu en 1999 des performances commerciales satisfaisantes qui s'inscrivent dans sa politique de développement menée en priorité sur le marché de la clientèle privée. Grâce à une progression de 10 % des dépôts, obtenue notamment par l'accroissement de 20 % des comptes et des dépôts à vue privés, à une augmentation de près de 12 % des engagements (+ 34 % sur les crédits aux particuliers) et surtout à une forte reprise des commissions de service, le PNB a progressé en 1999 de 16,9 % pour s'établir à plus de 1,2 milliard de dirhams. En dépit de la hausse de 13,7 % des frais de gestion, due aux importants investissements réalisés depuis 1998 (ouverture de 19 nouveaux guichets et recrutement net de près de 250 personnes), le coefficient d'exploitation de la SGMB s'améliore de 1,5 point à 48 %, et le RBE après coût des risques s'établit à 456 millions de dirhams, en hausse de 28,6 % sur 1998. En l'absence d'éléments exceptionnels, le résultat net de la filiale progresse de 6,1 % (en devises locales) à près de 290 millions de dirhams (27,8 millions d'euros).

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	1 568	171	1 048	842	23,6	1 641
31.12.98	1 695	180	1 094	919	25,5	1 772
31.12.99	1 947	201	1 299	1 107	27,8	1 888

BANQUE ROUMAINE POUR LE DÉVELOPPEMENT (51 %)

En mars 1999, la Société Générale a acquis 51 % du capital de la BRD dans le cadre d'une privatisation. La banque compte 4 500 employés répartis dans 191 succursales implantées sur l'ensemble du territoire.

Dans un contexte incertain (inflation élevée, diminution du

PIB), la BRD a connu une évolution satisfaisante, marquée par :

- la montée en puissance de la clientèle privée, concrétisée par l'entrée en relations avec 100 000 clients supplémentaires et le lancement d'une offre monétique complète (40 000 cartes commercialisées en 3 mois) ;
- la poursuite d'un développement sélectif de l'activité avec une progression des encours de dépôts et de crédits respectivement de 25,2 et 28,8 % (données corrigées de l'inflation).

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net*	Effectifs
31.12.97	-	-	-	-	-	-
31.12.98	-	-	-	-	-	-
31.12.99	1 268	209	936	872	46	4 428

* Norme locale

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU SÉNÉGAL (43,5 %)

Tout au long de l'année 1999, la SGBS a activement poursuivi son programme de modernisation. Sur le plan commercial, elle a continué à évoluer dans un environnement porteur, se trouvant néanmoins confrontée à une concurrence exacerbée par la montée en puissance de nouveaux intervenants. Les efforts ont porté plus particulièrement sur le développement de la clientèle privée et la recherche d'opérations génératrices de commissions. Dans ce cadre, un accord a été conclu avec Western Union (transferts rapides d'argent), et un réseau dédié à ce partenariat a été installé en fin d'année.

Grâce à la bonne tenue de l'activité et à l'obtention de nouveaux gains de productivité permettant de bien contenir les charges, PNB et RBE ont encore connu des progressions satisfaisantes. Malgré un coût net des risques encore élevé, le bénéfice net s'est accru de 31 % par rapport à 1998.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	298	14,9	231	205	3,1	405
31.12.98	325	18,7	237	208	4,7	392
31.12.99	355	23,7	239	220	6,2	381

B – FILIALES SPÉCIALISÉES

1. CRÉDITS SPÉCIALISÉS

GRUPE FRANFINANCE (100 %)

Pour l'ensemble du groupe Franfinance, les financements nouveaux se sont élevés à 2,5 milliards d'euros, en progression de près de 20 % par rapport à 1998.

Les financements nouveaux aux particuliers atteignent 1,02 milliard d'euros, et sont en progression de 9 % par rapport à 1998. Ces financements se ventilent environ par moitié entre le financement des achats réalisés chez les prescripteurs et les financements en prêt personnel. Les financements nouveaux aux entreprises se situent à 1,43 milliard d'euros, soit une progression de près de 30 % par rapport à 1998. La progression des financements réalisés en France est de 19 % pour 1,1 milliard d'euros et celle réalisée dans nos implantations européennes, récemment créées, est de 80 % pour 0,33 milliard d'euros. La progression des encours de près de 17 % et le maintien des marges à un niveau élevé ont permis une progression sensible du PNB. Dans ce contexte de fort développement commercial et d'investissements technologiques, le résultat net se situe au même niveau que celui de 1998.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	2 858	221,6	-	2 773,0	27,7	890
31.12.98	3 205	242,6	-	3 105,7	36,4	944
31.12.99	3 795	261,5	-	3 431,1	35,5	1 008

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'AFFACTURAGE (CGA) (100 %)

Les alliances conclues en 1999 en matière d'affacturage vont modifier les conditions d'intervention sur le marché français. Ainsi, dans un environnement en pleine transformation, la production commerciale a connu un développement très important (+ 35 %) et le volume d'affaires traité par CGA a progressé de 39 %, après deux années de stagnation de l'activité.

Malgré une nouvelle diminution des commissions de service et de financement, le PNB a augmenté de 10 %. La maîtrise des frais de gestion et des risques a permis de dégager un résultat net de 1,5 million d'euros stable par rapport à celui de 1998.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	464	13,2	-	461	1,7	125
31.12.98	748	14,6	-	745	1,5	137
31.12.99	779	16,1	-	776	1,5	138

GRUPE CGI

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE LOCATION D'ÉQUIPEMENTS – CGL (84,6 %)

Le groupe CGI a enregistré en 1999 une hausse de 22,8 % de sa production de crédits nouveaux. Tous les marchés ont enregistré une progression notable. Les financements automobiles ont connu un essor de 19,3% (+ 21,2% en véhicules neufs et + 16 % en véhicules d'occasion) et le marché de la

navigation de plaisance est de nouveau en forte progression (+ 49,7 %).

Dans ce contexte, le montant des encours s'est accru sensiblement (+ 9,4 %). Le résultat net part du Groupe s'élève à 12,5 millions d'euros, en légère régression par rapport à l'an dernier (- 6 %) sous l'effet notamment du provisionnement d'un mécompte important.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net*	Effectifs
31.12.97	1 600	71,1	–	1 523	9,2	555
31.12.98	1 571	84,4	–	1 486	13,3	558
31.12.99	1 795	96,2	–	1 625	12,6	545

* Résultat part du Groupe

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LE CRÉDIT-BAIL (SOFINABAIL) (100 %)

L'exercice 1999 de Sofinabail a été marqué par l'arrêt de son activité commerciale.

La production 1999 de crédit-bail immobilier a été de 135,5 millions d'euros.

Le résultat net comptable ressort à 11,4 millions d'euros.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	656	66,5	–	601	(6,8)	–
31.12.98	799	61,0	–	652	(5,5)	–
31.12.99	788	72,4	–	458	11,4	–

SOGLEASE FRANCE (100 %)

Soglease a démarré son activité commerciale dans le courant du premier semestre 1999. Son activité consiste à financer en crédit-bail et en location financière les biens d'équipement des entreprises clientes de la Société Générale.

Les financements nouveaux ont représenté 347,6 millions d'euros essentiellement concentrés sur le second semestre.

Compte tenu de cette période de démarrage, le résultat de l'année est peu significatif.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.99	386,7	29,0	–	345,3	(2,3)	–

CRÉDIT FIDITALIA (50 %)

Sur un marché dynamique, la production de crédits de Fidelity a connu une progression de 39,3 % en 1999 pour atteindre 1,520 million d'euros. La plupart des secteurs sur lesquels opère la société (crédit automobile, deux-roues, ameublement) ont été bien orientés. Le vaste fichier clients a été également mis à profit, permettant un développement significatif de l'activité de fidélisation, secteur sur lequel les ambitions commerciales pour l'exercice 2000 sont importantes. Dans le courant de l'année écoulée, Fidelity a été mandatée par le Groupe UniCredito Italiano pour élaborer et gérer une carte de crédit revolving qui sera diffusée aux clients du groupe italien.

La poursuite de la croissance des encours productifs, au demeurant dans un environnement plus concurrentiel, s'est traduite par une nouvelle progression du PNB. Celle-ci a permis de poursuivre la politique d'investissements technologiques et d'adapter les structures à la croissance de l'activité tout en obtenant un accroissement du RBE. Ce dernier conjugué à une diminution du coût du risque a permis d'extérioriser un résultat net en forte croissance à 18,4 millions d'euros.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	1 086	50,8	–	1 051	9,8	372
31.12.98	1 272	60,3	–	1 231	13,5	472
31.12.99	1 776	74,4	–	1 717	18,4	571

2. ASSURANCES

SOGÉCAP (100 %)

Après un exercice 1998 marqué par une contraction générale du marché de l'assurance vie, le chiffre d'affaires de Sogécap compagnie d'assurance vie et de capitalisation du groupe Société Générale, a progressé de près de 20 % en 1999 contre 15 % pour l'ensemble du marché. Avec une hausse de la collecte de 50 % sur les contrats en unité de comptes, Sogécap renforce sa position de leader sur ce segment d'activité qui représente désormais 65 % de sa production. Cette année encore, les produits phares de Sogécap se sont vus attribuer de nombreuses récompenses : Oscar de l'innovation pour Hévée, Trophée d'or des meilleurs contrats multisupport pour Séquoia, Oscar de la meilleure gestion profilée pour Séquoia Dynamique... Sur le segment de l'assurance collective (retraite collective et indemnité de fin de carrière), Sogécap a collecté près de 121 millions d'euros auprès de grands comptes français, soit une progression de 26 % par rapport à l'exercice 1998.

Dans ce contexte de forte croissance de la collecte, les encours gérés ont progressé de 17,1 % à 26 milliards d'euros. La part des

contrats en unité de comptes représente 38 % des provisions mathématiques contre 30 % fin 1998. La croissance de l'activité et des volumes gérés combinée à un marché financier favorable ont conduit à une progression importante du résultat net après impôt de 45 % à 91,4 millions d'euros. La rentabilité nette de Sogecap, mesurée par le ROE, est de 21,3 % sur l'exercice 1999 contre 14,9 % en 1998.

Sur le plan international, la filiale luxembourgeoise d'assurance vie de Sogécap a également connu une année de croissance puisque son chiffre d'affaires a atteint 153 millions d'euros en 1999, soit une augmentation de 25 %. Après trois ans d'activité, la filiale luxembourgeoise a atteint son seuil de rentabilité, avec des encours s'élevant à 372 millions d'euros.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Provisions mathématiques	Chiffre d'affaires*	Résultat net	Effectifs
31.12.97	20 858	551	19 381	3 628	67,7	220
31.12.98	23 675	648	22 231	2 776	62,8	241
31.12.99	27 634	719	26 036	3 324	91,4	273

*Commissions.

SOGESSUR (65 %)

En 1999, près de 104 000 contrats ont été souscrits, soit trois fois plus qu'en 1998. La part des contrats Automobile représente 33 %. Deux actions commerciales ont permis d'augmenter fortement le rythme mensuel de production, notamment le lancement d'une nouvelle formule d'assurance habitation, formule permettant au client d'obtenir un rééquipement à neuf ou une indemnisation sans vétusté de ses biens.

Le chiffre d'affaires (primes émises brutes) avant réassurance s'élève à 14,5 millions d'euros. Le nombre de contrats en portefeuille est de 125 000, pour une valeur globale de 28,5 millions d'euros de cotisations annuelles.

La sinistralité a été fortement marquée par la tempête qui a traversé la France en décembre. Le ratio de sinistres sur cotisations est de 118 % après réassurance.

La marge opérationnelle reste encore faible en cette première année de développement industriel de la compagnie. Alors que les frais généraux dus aux investissements, tout en étant maîtrisés, représentent encore une part importante du déficit. Au total, le résultat d'exploitation est déficitaire de - 17,5 millions d'euros.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Provisions mathématiques	Chiffre d'affaires*	Résultat net	Effectifs**
31.12.97	16	11,9	-	0,3	(9,4)	98
31.12.98	23	11,5	-	3,9	(12,6)	121
31.12.99	42	8,3	-	14,5	(17,5)	158

*Commissions.

**Effectif géré y compris prestataires.

3. AUTRES

PAREL (100 %)

Parel, leader de la compensation multiple sur la place de Paris, a profité d'une année boursière exceptionnelle et d'un accroissement de sa clientèle de négociateurs, notamment les courtiers intervenant de l'étranger (*remote broker*).

Ainsi, le résultat à fin 1999 atteint 3,7 millions d'euros, en progression de plus de 40 % par rapport à l'exercice précédent.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Chiffre d'affaires*	Résultat net	Effectifs
31.12.97	344	12,9	-	18,3	2,4	50
31.12.98	383	13,2	-	15,4	2,7	50
31.12.99	1 489	14,4	-	15,7	3,7	51

*Commissions

II – BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT

A – BANQUE D'INVESTISSEMENT

1. ACTIONS ET CONSEIL

SG SECURITIES PARIS (EX-SGE DELAHAYE) (99,9 %)

SG Securities Paris intervient sur les métiers d'intermédiation actions et obligations convertibles.

L'année 1999, marquée par le passage à la monnaie unique effectué dans d'excellentes conditions, a été une nouvelle année d'euphorie boursière. La Bourse de Paris a connu un engouement certain lié à la nouvelle monnaie et a vu ses volumes croître de 25 % au cours du premier trimestre. De plus, SGSP a su mettre à profit l'expérience de sa force de vente européenne alliée à une recherche de tout premier ordre pour conserver sa place parmi les leaders des marchés action. Ce dynamisme allié à une confiance accrue des investisseurs dans le marché des actions et soutenue par la hausse des indices européens a positionné le déploiement de notre force de vente sur les valeurs européennes dans un contexte favorable.

L'activité "Convertible" a, quant à elle, connu une année exceptionnelle sur le marché primaire. Première mondiale de par sa taille et les spécificités de son montage, l'émission de l'obligation convertible "Océane" Vivendi a constitué une référence ; cette émission, qui a rapporté à SG Securities Paris de nombreux prix financiers dont le *IFR Year Award* dans la catégorie *European Equity-linked House*, a été suivie d'une deuxième tranche pour un montant global de 4 milliards d'euros. L'activité pour compte propre a, elle aussi, connu une performance de très bon niveau, dans la lignée de l'année

précédente. Fondée sur des analyses rigoureuses, conjuguées à une maîtrise et un pilotage quotidien extrêmement précis du risque, ses résultats connaissent désormais une récurrence certaine.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Chiffre d'affaires*	Résultat net	Effectifs
31.12.97	305	9,0	–	91,4	18,7	99
31.12.98	671	9,0	–	156,9	48,3	119
31.12.99	721	9,0	–	154,5	24,9**	112

*Commissions.

**Le résultat net de 1999 tient compte d'un changement de méthode de revalorisation des titres de transaction, imposé par la Commission bancaire. A titre indicatif, les résultats 97 – 98 – 99 calculés de manière homogène donneraient les chiffres suivants : 14, 37 et 42 millions d'euros.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SECURITIES (LONDON) LIMITED ("SGSL") (100 %)

Après l'intégration fin 1998 des activités londoniennes sur les marchés émergents, SGSL conduit l'essentiel des activités actions faites à Londres : courtage, négoce pour compte propre, dérivés actions.

1999 a vu la consolidation des progrès réalisés en 1998 avec de bonnes performances dans tous les domaines d'activités et un résultat particulièrement bon pour les activités dérivées. SGSL enregistre en conséquence une augmentation substantielle des commissions perçues et de son résultat net par rapport à l'an passé.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Chiffre d'affaires*	Résultat net	Effectifs
31.12.97	2 934	81,0	–	42,2	(3,2)	333
31.12.98	2 434	73,4	–	49,0	28,2	386
31.12.99	4 828	113,7	–	93,2	39,8	582

*Commissions.

SG COWEN (100 %)

Les résultats de SG Cowen ont été affectés en 1999 par les éléments suivants :

- manque d'intérêt des investisseurs pour un de ses secteurs clés d'intervention, la santé ;
 - niveau élevé des écarts de taux entre les "High Yield Bonds" et les titres d'État, qui a obéré l'activité de "trading" et ralenti celle d'origination ;
 - tensions aux États-Unis sur les rémunérations des banquiers conseils, qui ont pesé sur les frais généraux.
- Cependant, plusieurs initiatives entreprises en 1999 devraient remédier à la situation en 2000 :
- recrutement dans la Banque d'investissement ("coverage" et recherche) ;
 - réduction significative des coûts des fonctions de support.

Au total, malgré les performances honorables de l'activité taux fixe, du marché secondaire actions et des fusions/acquisitions, SG Cowen dégage, pour la deuxième année consécutive, des pertes comptables. Ces pertes sont toutefois en sensible recul par rapport à l'année dernière, si l'on tient compte du fait que SG Cowen n'existe, à périmètre comparable, que depuis juillet 1998 et que la quasi-totalité des pertes comptables de 1998 ont été générées au second semestre.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	NC	NC	NC	NC	NC	NC
31.12.98	35 573	922	379	471	(185,2)	2 176
31.12.99	39 830	1 087	230	611	(219,0)	1 922

*NC : Non comparable.

SG SECURITIES ASIA (100 %)

SGSA a enregistré en 1999 son premier résultat positif après sept années de pertes consécutives. Au cours du 2^e trimestre de 1999, les effets de la crise économique qui avaient pesé sur les résultats de 1998 ont commencé à s'estomper : l'activité de courtage a bénéficié de façon significative de meilleures conditions de marché grâce au redressement du prix des actions et des volumes traités. Une croissance soutenue de l'activité produits dérivés a permis à SGSA de conserver sa place de leader dans la région. Strictement contrôlés, les coûts d'exploitation sont restés en deçà de leur niveau de 1998. En décembre, SGSA a reçu 91 millions d'euros de capital complémentaire de SG Paris.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Chiffre d'affaires*	Résultat net	Effectifs
31.12.97	253	13,2	–	81,6	(47,6)	723
31.12.98	96	(23,1)	–	53,8	(50,8)	617
31.12.99	238	77,1	–	80,3	10,9	378

*Commissions.

SGSNP (100 %)

Filiale à 100 % de SG Cowen Securities, SGSNP est présente sur les bourses de Tokyo et Osaka et sur le TIFFE au titre de courtier en actions et dérivés. La dernière étape de la dérégulation des marchés financiers est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999. Si les conditions économiques sont restées difficiles au Japon, les marchés boursiers se sont redressés, l'indice Nikkei finissant l'année 40 % au-dessus de la clôture de 1998. Le yen s'est également apprécié d'environ 25 % pendant l'année. Les revenus de commissions ont augmenté mais les résultats de l'activité de "trading" et les frais d'exploitation ont ramené le résultat net aux niveaux enregistrés en 1996 et 1997.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Chiffre d'affaires*	Résultat net	Effectifs
31.12.97	1 581	102,6	–	45,6	1,7	192
31.12.98	2 061	162,2	–	63,3	9,1	240
31.12.99	1 602	212,5	–	75,6	2,4	264

*Commissions.

SG FRANKEL POLLAK SECURITIES (51 %)

La Société Générale détient depuis fin 1996 une participation de 51 % dans SGFP Securities. Avec un réseau de huit agences et un portefeuille d'environ 40 000 clients, cette filiale fait partie des trois plus importants courtiers d'Afrique du Sud, en matière de gestion pour clientèle privée. En 1999, les revenus de SGFP ont légèrement diminué par rapport à 1998, en grande partie à cause du manque de dynamisme du marché au cours du premier semestre. Avec des commissions de l'ordre de 14 millions d'euros, la filiale affiche une situation de quasi point mort. Elle extériorise un RBE de – 0,2 million d'euros et un résultat net de – 1,7 million d'euros, après amortissement de la survalueur liée à l'acquisition de 1996 par la Société Générale. Fin 1999, il a été décidé de céder SGFP Securities à un courtier local. La Société Générale conservera néanmoins une activité de courtage aux institutionnels.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	52	(1,5)	–	–	(1,5)	210
31.12.98	38	0,8	–	–	0,3	226
31.12.99	14	0,8	–	–	(1,7)	200

SG ASIA (100 %)

Après une réorganisation en 1998, SG Asia a profité de son expertise en matière de produits et sa position sur le marché pour bénéficier de la reprise asiatique. La filiale a développé ses activités dans les domaines des émissions à taux fixe, dérivés de taux, dérivés de crédit, titrisation et financement de projet. En ce qui concerne les dérivés de crédit, SG Asia a été classée 1^{re} et 2^e en produits structurés et "Credit Default Swaps" dans la région par *Asia Risk Magazine*. Malgré des provisions spécifiques sur des projets indonésiens (déjà couverts par des provisions générales en 1997-1998), la société extériorise un résultat positif.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	889	53,5	–	–	4,7	129
31.12.98	414	60,8	–	–	(29,4)	83
31.12.99	564	66,7	–	–	8,7	79

Les données incluent l'activité conduite à travers SG Asia et Singapour depuis 1996.

2. TAUX, CHANGE ET MATIÈRES PREMIÈRES

GRUPE FIMAT (100 %)

En 1999, le groupe Fimat, courtier international sur les principaux marchés dérivés de contrats financiers et de matières premières, a connu un très bon niveau d'activité.

Les volumes traités sur les marchés mondiaux de dérivés ont été stables par rapport à l'exercice précédent hormis une baisse de 10,6 % sur les marchés de contrats financiers américains. Dans ce contexte, les volumes négociés par le groupe Fimat ont progressé de 15 %. Les efforts commerciaux engagés, en matière de diversification des activités comme de fidélisation de la clientèle, ont ainsi porté la part de marché Fimat de 3,4 % sur l'année 1998 à 3,7 % en 1999 et à 4,2 % à fin décembre 1999, confortant son classement parmi les premiers intervenants du secteur.

En complément de ses activités d'exécution et de compensation sur les marchés dérivés, Fimat a également poursuivi la structuration de ses activités de diversification (*forex*, actions...) afin d'anticiper et d'accompagner la demande de ses clients sur l'ensemble des marchés.

Ciblant une clientèle d'investisseurs privés, sa filiale Fimatex, courtier en ligne, a connu une très forte croissance de son activité. Après un doublement en 1998, sa clientèle a été quasiment multipliée par trois en 1999 et représente 30 000 comptes clients à fin 1999, dont 18 000 en France (13 % du marché) et 11 000 en Allemagne.

Cette forte progression est le résultat combiné d'une importante politique marketing et d'avancées technologiques dans le mode d'accès aux marchés. Étant un des rares courtiers en ligne véritablement multimarchés, Fimatex offre à sa clientèle la possibilité de traiter à la fois des valeurs mobilières, des produits dérivés et des OPCVM sur 9 marchés européens ainsi que sur le NYSE et le Nasdaq. Sur ces bases, fort des expériences françaises et allemandes et appuyé par ses actionnaires, son ambition est de devenir un des leaders paneuropéens dans les 3 prochaines années.

Sous l'effet conjugué de ces éléments, nos premières estimations – le résultat définitif consolidé du groupe Fimat n'étant pas arrêté – font ressortir un résultat net consolidé après impôt de l'ordre de 13,7 millions d'euros. La diminution anticipée par rapport à l'exercice précédent résulte à la fois des efforts financiers engagés pour le développement de Fimatex, de l'imputation des frais de déménagement de Londres (2,6 millions d'euros) et de la progression de la charge fiscale du Groupe.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	3 693	91,7	–	–	6,0	929
31.12.98	4 645	109,3	–	–	16,9	988
31.12.99	6 937	111,7	–	–	13,7	1 010

**BANQUE DE RÉESCOMPTE ET DE PLACEMENT
(BAREP) (100 %)**

La Barep exerce deux métiers principaux: la prise de positions d'arbitrages sur des produits de taux et la gestion pour compte de tiers au moyen de produits indexés à capital garanti et d'OPCVM gérés par sa filiale Barep Asset Management.

En 1999, les résultats des activités d'arbitrage ont été supérieurs au budget tout en adoptant un profil de risque réduit. Les activités de gestion ont bénéficié de résultats commerciaux et de gestion particulièrement satisfaisants.

Les résultats de 1999 de la banque Barep sont en progression sensible par rapport à ceux de 1998, avec un ROE égal à 27 %.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	15 100	63,8	1 288	1 819	24,6	79
31.12.98*	9 929	44,3	1 433	1 223	5,0	110
31.12.99	14 311	39,4	1 569	2 199	10,7	100

* En 1998, Barep Asset Management a été rattachée pour partie à la SGAM qui la consolide désormais dans ses actifs à 100 %. Barep a gardé une participation.

B – BANQUE DE FINANCEMENT
1. BANQUE COMMERCIALE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AUSTRALIA HOLDING LTD (100 %)

En 1999, SGAL continue de se concentrer sur des opérations de commissionnement à rentabilité élevée et à risque modéré réclamant une faible utilisation de fonds propres, en particulier grâce à l'intégration de Hambros dans la filiale. Un premier mandat de conseil et d'arrangeur en financement de projet a été notamment obtenu. De son côté, l'équipe d'ingénierie financière a poursuivi son développement et a arrangé de nombreuses opérations de titrisation. Par ailleurs, dans le domaine des produits dérivés, la filiale a diversifié ses capacités d'intervention dans le domaine de l'énergie et du crédit.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	5 023	95,9	234	2 075	19,1	199
31.12.98	3 918	101,0	205	1 527	17,8	273
31.12.99	4 778	144,1	435	1 745	18,3	289

BANCO SOGERAL (BRÉSIL) (100 %)

En 1999, la Société Générale a pris le contrôle à 100 % de Sogeral.

Dans un contexte de limitation de ses actifs, tant sur la clientèle que sur les titres publics, visant à réduire l'exposition de la Société Générale au risque-pays Brésil, la filiale a axé ses efforts sur les métiers liés à la banque d'investissement, avec une cible de clientèle bien déterminée.

Dans le même temps, des réductions importantes de frais généraux ont été entreprises, permettant d'améliorer sensiblement la productivité de cette entité.

La rentabilité s'est de la sorte significativement améliorée par rapport à l'exercice antérieur. Le résultat net a néanmoins été affecté par des charges fiscales et sociales exceptionnelles relatives aux exercices antérieurs.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	828	79,7	0,9	236	2,6	181
31.12.98	467	45,2	0,2	159	(21,6)	150
31.12.99	176	33,6	0,9	54	(1,7)	95

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CANADA (100 %)

En 1999, SG Canada a poursuivi le recentrage de son activité vers des produits à forte valeur ajoutée (Financements de projets, Crédit export, Banque des marchés, Conseil, "Trade Finance") tout en s'engageant dans un processus de réduction de ses engagements. Une réorganisation des équipes commerciales a été nécessaire afin de concentrer chacun des métiers de la banque. Grâce à une amélioration des commissions, la maîtrise des frais d'exploitation et l'allègement du coût net des risques, le bénéfice net en social est en hausse de 55 %.

Les performances de ses filiales de marché, Fimat Produits Dérivés Canada Inc. et SG Valeurs Mobilières sont satisfaisantes. En revanche, SG Mexico enregistre une diminution de ses revenus et une perte suite au transfert de ses actifs. Au total, le résultat consolidé de SG Canada demeure quasiment stable.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	2 698	125,1	701	1 447	4,6	185
31.12.98	2 655	133,4	586	1 509	10,4	202
31.12.99	2 327	171,3	326	1 411	10,6	167

**KOREAN FRENCH BANKING CORP. SOGECO
(CORÉE DU SUD) (39,6 %)**

La crise économique coréenne a continué à avoir un impact négatif sur les comptes de Sogeko. La filiale a réduit de façon sensible ses engagements pour renforcer son ratio de solvabilité, qui s'établit à la fin de 1999 à 12,92 % dont 9,41 % en Tier one. La baisse sensible du résultat net est la conséquence des dotations nécessaires aux provisions pour comptes douteux.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	2 672	192,9	178	2 262	24,2	149
31.12.98	2 615	149,7	223	1 813	12,4	135
31.12.99	2 248	222,2	211	1 432	10,1	135

2. FINANCEMENTS STRUCTURÉS**SOCIÉTÉ ANONYME DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE
FRANÇAISE (CALIF) (100 %)**

La décision prise en fin d'année 1998 de réactiver cette structure et d'y loger des opérations de financements structurés s'est traduite en 1999 par une hausse très sensible du total du bilan à 1524 millions d'euros au 31 décembre 1999 contre 300 millions d'euros au 31 décembre 1998.

Ceci est la conséquence directe des opérations de titrisation aux montages desquelles Calif est intervenue.

Les concours à la clientèle ont progressé de 17 %, passant de 78 millions d'euros en 1998 à 91 millions d'euros en 1999, le montant des opérations nouvelles – plusieurs interventions en GIE, une opération "loi Pons" et la reprise d'un prêt cédé par SG New York – étant désormais supérieur au remboursement des opérations anciennes. Compte tenu des incidences fiscales, le résultat net après impôt ressort en diminution à 2,33 millions d'euros contre 3,46 millions d'euros en 1998.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	180	61,3	5	138	1,3	–
31.12.98	300	63,4	5	78	3,5	–
31.12.99	1 524	62,1	6	91	2,3	–

CRÉDIT IMMOBILIER GÉNÉRAL (CIG) (100 %)

L'activité à court terme s'est traduite par une baisse des mises en place de crédits (– 16 %), mais par une hausse très sensible dans la délivrance d'engagements par signature (+ 51,9 %). La bonne santé de la promotion explique ces évolutions :

beaucoup de mises en chantier, mais moins de besoin de financement en raison d'un écoulement rapide des logements construits.

La production des crédits à long et moyen terme, à 0,3 million d'euros, est en légère régression par rapport à l'exercice précédent.

Les encours nets enregistrent une décroissance de 6,2 %, mais contrastée dans leur évolution. Les crédits aux investisseurs continuent de progresser pour représenter 54,7 % dans la part des engagements bilantiels (contre 49,4 % l'année précédente). Le CIG a enregistré un résultat net après impôt de 17,2 millions d'euros, contre 17,5 millions d'euros pour l'exercice 1998.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	1 271	72,3	–	1 243	– 10,3	82
31.12.98	1 288	90,0	–	1 262	+ 17,5	83
31.12.99	1 518	107,3	–	1 206	+ 17,2	77

GÉNÉFIM (100 %)

Dans un marché du crédit-bail immobilier plus porteur qu'en 1998, Généfim a conclu 152 millions d'euros d'engagements nouveaux contre 104 millions d'euros l'année précédente, soit une progression de 46 %. Les financements consacrés au secteur de l'hôtellerie représentent environ 70 % de la production et le montant moyen par opération ressort à 11,7 millions d'euros. Les encours gérés au 31 décembre 1999 s'élèvent à 886 millions d'euros, en progression de 14,8 % par rapport à l'an passé.

Dans le domaine patrimonial, la politique active de relocation a été poursuivie, dans un marché locatif très bien orienté, ce qui a permis d'améliorer encore le taux moyen d'occupation des locaux.

Compte tenu du développement de l'activité enregistré sur les deux secteurs, crédit-bail et location simple et du réaménagement de la structure de refinancement réalisé fin 1998, l'exercice 1999 s'est soldé par un résultat net social bénéficiaire de 23,3 millions d'euros contre un déficit de 2,6 millions d'euros en 1998. Le résultat financier qui intègre des plus-values financières réalisées sur des cessions d'immeuble ressort à 36,4 millions d'euros.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	959	122,0	–	655,1	(16,1)	20
31.12.98	980	119,5	–	727,2	(2,6)	21
31.12.99	1 034	142,8	–	822,0	23,3	22

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL (SOGÉBAIL) (50,5 %)

Sogébaïl a enregistré pour l'année 1999 une production commerciale de 116,2 millions d'euros avec 74 opérations nouvelles, contre 97 dossiers pour 177,6 millions d'euros en 1998. La régression observée tient à un recentrage des opérations entre Sogébaïl et Sogéfimur, l'autre filiale de crédit-bail immobilier dédiée au réseau, cette dernière finançant les opérations relevant des procédures Codévi.

Les usines et entrepôts et les immeubles polyvalents représentent la plus grande partie de la production de l'année avec près de 85 %. Le résultat net de l'exercice s'élève à 17,9 millions d'euros, en diminution par rapport à 1998, compte tenu de la baisse des encours et des frais occasionnés par deux augmentations de capital (mars et décembre 1999).

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	2 350	239,5	9,0	2 146	20,7	-
31.12.98	2 311	230,4	5,7	2 074	18,8	-
31.12.99	2 188	252,7	3,9	1 979	17,9	-

SOGÉFIMUR (100 %)

Sogéfimur a réalisé une production commerciale de 162,9 millions d'euros avec 82 opérations, contre 62,2 millions d'euros et 54 dossiers l'an dernier. Cette forte progression de l'activité (+ 162 %) est liée au regain des investissements productifs des PME, refinancés sur ressources Codévi, ainsi qu'à trois grosses opérations pour 72,9 millions d'euros. Les usines et entrepôts et les immeubles polyvalents représentent la majorité des opérations de l'année avec 58 % de la production. Le résultat net s'établit à 5,08 millions d'euros contre 3,98 millions d'euros en 1998.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	600	67,0	36	511	4,2	-
31.12.98	590	64,2	41	506	4,0	-
31.12.99	622	63,3	54	535	5,1	-

III – GESTIONS D'ACTIFS
A – GESTIONS MOBILIÈRES
SG ASSET MANAGEMENT (100 %)

Le résultat net consolidé du groupe SG Asset Management progresse de 42 % par rapport à l'exercice précédent, et de 22 % après déduction de produits exceptionnels sur opération en capital. Cette progression est réalisée en dépit d'investissements humains et matériels importants liés au développement accéléré de l'activité au Royaume-Uni, au renforcement des forces commerciales en France et dans le monde, et à la remise à plat des systèmes d'information.

L'année a été marquée par une forte croissance des actifs gérés : + 29 milliards d'euros en un an (+ 22,5 %), les flux nets de souscription doublant par rapport à 1998. Ceux-ci se répartissent de manière égale entre la France et l'étranger, et proviennent majoritairement de la clientèle institutionnelle, qui représente aujourd'hui les deux tiers des capitaux confiés au Groupe : 2,5 milliards d'euros de flux nets en France, 4 au Royaume-Uni, 1 au Japon. On notera par ailleurs le succès du concept de fonds multigérants commercialisés à travers un partenariat avec Frank Russell Company : 1,4 milliard d'euros collectés en Europe en 1999.

Le marché domestique continue également à constituer une base solide : SG Asset Management conforte sa position de leader pour les OPCVM distribués en France avec 13,5 % de part de marché, grâce notamment à la collecte réalisée auprès de la clientèle de particulier sur les fonds d'allocation d'actifs (2,4 milliards d'euros en 1999).

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Chiffre d'affaires**	Résultat net	Effectifs
31.12.97*	521	410	310	69,6	489
31.12.98*	659	461	442	84,6	849
31.12.99*	849	483	495	120,4	949

*Chiffres consolidés.

**Commissions.

B – GESTION PRIVÉE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BANK & TRUST (100 %)

En 1999, la Société Générale Bank & Trust (SGBT) a poursuivi l'adaptation de son dispositif d'exploitation en Suisse. Les activités "private banking" de sa succursale ont été apportées à sa filiale SG Rüeegg Bank, tandis que les activités commerciales et de marchés ont été cédées à la Société Générale (valeur 1^{er} juillet 1999).

Dans leur ensemble, les activités de banque privée au Luxembourg, en Suisse et à Monaco ont connu un développement satisfaisant.

Au Luxembourg, les services d'administration d'OPCVM et de compensation ont également évolué de manière favorable. Le résultat net 1999 s'établit à 55,4 millions d'euros, soit un niveau voisin de celui qui a été atteint en 1998 malgré la disparition, à mi-année, de la contribution des activités commerciales et de marchés de la Suisse.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	10 755	246,8	4 307	2 054	38,1	560
31.12.98	15 374	289,5	4 663	4 647	59,8	697
31.12.99	13 436	318,4	4 499	5 133	55,4	590

SG HAMBROS BANK & TRUST LTD (100 %)

SG Hambros Bank & Trust Ltd (SGHBT) est issue de l'acquisition de la banque britannique Hambros Bank Ltd par la Société Générale en février 1998. Présente à Londres, Jersey, Guernesey et Gibraltar, elle a en outre étendu sa couverture géographique avec l'achat, en septembre 1998, de la filiale de Coutts aux Bahamas.

SGHBT est intégrée dans le dispositif *Private Banking* de la Société Générale. S'appuyant sur l'histoire et l'image de marque de Hambros dans le monde anglo-saxon, ainsi que sur l'expertise globale du Groupe, elle offre à une clientèle internationale, un service personnalisé en conseil en investissement et en ingénierie patrimoniale.

L'expertise et le professionnalisme de SGHBT viennent d'ailleurs d'être reconnus par l'enquête annuelle de *Private Asset Managers*, menée auprès de plus de 300 professionnels dans les îles anglo-normandes, qui ont octroyé à SGHBT le prix du meilleur service global, de la meilleure gamme de produits et de la tarification la plus claire.

Dans un contexte économique et boursier favorable, l'année 1999 a été marquée par la poursuite du développement soutenu de l'activité avec un accroissement du PNB de 17 % par rapport à 1998 à périmètre constant (hors Bahamas et activités non récurrentes). Malgré l'importance des investissements, le résultat net de l'année 1999, également pris à périmètre constant, a progressé d'environ 10 %.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	NC	NC	NC	NC	NC	NC
31.12.98	2 800	373,2	2 257	224	42,0*	430
31.12.99	3 314	433,7	2 784	404	16,8	380

NC : non comparable.

*Dont résultats exceptionnels et non récurrents (y compris activités non *Private banking* transférées vers d'autres entités du Groupe courant 1998) : 27 M EUR.

IV – DIVERS

EUROPE COMPUTER SYSTÈMES (ECS) (100 %)

Le résultat du Groupe est en forte augmentation en 1999, cependant que la production commerciale de l'activité location s'établit à 682 millions d'euros, réalisée pour une moitié en France et pour l'autre dans les six pays européens où le Groupe dispose de filiales : Italie, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Espagne et, depuis peu, Pays-Bas.

L'activité de services réalisée en France par la filiale ECS Solutis (précédemment ECS Maintenance) évolue dans des conditions satisfaisantes développant une forte synergie avec l'activité location.

La coopération avec le réseau Société Générale amorcée en France en 1997, et qui se développe de façon satisfaisante, a été engagée en 1999 à l'échelle internationale.

Le résultat net consolidé du Groupe s'établit à 13,7 millions d'euros en 1999, contre 4,4 millions d'euros en 1998.

Date d'arrêté	Total bilan	Fonds propres avant affectation	Dépôts de la clientèle	Concours à la clientèle	Résultat net	Effectifs
31.12.97	393	31,5	–	262	(2,0)	581
31.12.98	372	35,6	–	246	4,4	650
31.12.99	527	49,0	–	335	13,7	673